

La Gloire Des Imposteurs: Lettres Sur Le Mali Et L'Afrique

**Traoré, Aminata
Diop, Boubacar Boris**

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

AMINATA DRAMANE TRAORÉ

BOUBACAR BORIS DIOP

LA GLOIRE DES IMPOSTEURS

LETTRES SUR LE MALI ET L'AFRIQUE



Philippe Rey

DES MÊMES AUTEURS

AMINATA DRAMANE TRAORÉ

L'Étau ou l'Afrique dans un monde sans frontières, essai, Actes Sud, 1999

Le Viol de l'imaginaire, essai, Fayard, 2002

Lettre au Président des Français à propos de la Côte-d'Ivoire et de l'Afrique en général, Fayard, 2005

L'Afrique humiliée, essai, avec Cheikh Hamidou Kane, Fayard, 2008

L'Afrique mutilée, essai, avec Nathalie M'Dela-Mounier, Taama, 2012

BOUBACAR BORIS DIOP

Le Temps de Tamango, roman, L'Harmattan, 1981 ;

Le Serpent à Plumes, 2002

Les Tambours de la mémoire, roman, L'Harmattan, 1990

Les Traces de la meute, roman, L'Harmattan, 1993

Le Cavalier et son ombre, roman, Stock, 1997 ; Philippe Rey, 2009

Murambi, le livre des ossements, roman, Stock, 2000 ; Zulma, 2011

Doomi Golo (en wolof), roman, Papyrus, 2003

Nérophobie, essai, avec Odile Tobner et François-Xavier Verschave, Les Arènes, 2005

Kaveena, roman, Philippe Rey, 2006

L'Afrique au-delà du miroir, essai, Philippe Rey, 2007

Les Petits de la guenon, roman, Philippe Rey, 2009

La Nuit de l'Imoko, nouvelles, Mémoire d'encrier, 2013

© 2014, Éditions Philippe Rey
7, rue Rougemont - 75009 Paris

www.philippe-rey.fr

ISBN : 978-2-84876-233-3

Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#).

Table des matières

Des mêmes auteurs

Copyright

Saint-Louis, dimanche 8 janvier 2012

Bamako, mercredi 28 mars 2012

Saint-Louis, lundi 2 avril 2012

Bamako, mercredi 18 avril 2012

Dakar, dimanche 22 avril 2012

Bamako 1er mai 2012

Saint-Louis, mercredi 6 juin 2012

Bamako, mardi 24 juillet 2012

Saint-Louis, vendredi 17 août 2012

Bamako, samedi 29 septembre 2012

Saint-Louis, vendredi 12 octobre 2012

Bamako, mardi 15 janvier 2013

Saint-Louis, jeudi 27 juin 2013

Bamako, mercredi 24 juillet 2013

Saint-Louis, mercredi 4 septembre 2013

Bamako, mercredi 2 octobre 2013

Saint-Louis, dimanche 6 octobre 2013

Bamako, jeudi 10 octobre 2013

Saint-Louis, lundi 14 octobre 2013

Bamako, lundi 21 octobre 2013

Saint-Louis, dimanche 8 janvier 2012

Ma chère Aminata,

Au moment où tu recevras cette lettre, l'édition 2011 de *Migrances* aura vécu. J'espère qu'à l'heure du bilan vous avez eu le bonheur de penser, toi-même, Awa, Demba Moussa, Clariste et tous les autres : « Mission accomplie. » Un chouette néologisme, *Migrances* , soit dit au passage. Qui en est l'inventeur, là-bas à Bamako ? Je suppose qu'il est plus simple d'en créditer le « labo Hampaté Bâ », cette instance de réflexion collective nichée au cœur de votre quartier de Missira. Le mot combine l'idée de migration et celle d'errance, de mouvement et d'incertitude. Il évoque à la fois un léopard sur le garrot et une pirogue lâchée sur les flots et qui tourne dans tous les sens... Comme les fragiles embarcations de ceux qu'on peut appeler les damnés de la mer, ces jeunes gens qui n'hésitent pas à mettre leur vie en jeu pour échapper à la misère et à la médiocrité. Mais accéder à l'autre rive est rarement synonyme de salut : pendant que vous réfléchissiez sur ce grave sujet à Bamako, Modou Samb et Mor Diop, deux vendeurs ambulants sénégalais ciblés au hasard, étaient abattus le 13 décembre dernier en pleine rue à Florence. Un meurtre raciste. Un de plus, diras-tu. Le potentiel de haine chez certains individus a de quoi nous remplir d'angoisse. J'ai aussitôt repensé à tous mes compatriotes croisés à Milan ou Las Palmas, paisiblement assis devant leur pauvre trésor – lunettes de soleil qui font plus ou moins rire les riches touristes, petits masques en bois, tableaux à quatre sous, etc. – ou se glissant d'un client à l'autre à la terrasse des cafés. Entre nous, ma chère Aminata, j'ai noté bien des fois qu'ils sont gênés de deviner, aux rapides regards échangés, que je viens du même pays qu'eux. Ici au Sénégal, dans les villes de Louga, Thiès, Fatick, Bignona ou Matam, ils soutiennent de nombreux foyers et très peu parmi leurs parents se doutent qu'en terre étrangère il leur faut supporter des conditions de vie très difficiles, voire humiliantes, pour réussir à leur envoyer de précieux mandats. Connectés nuit et jour au Net et en contact avec leurs proches via le téléphone portable, les nouvelles technologies de la communication n'ont

pas de secrets pour eux. Il est donc logique de supposer qu'ils ont pour ainsi dire vécu en direct la mort à Florence de leurs deux camarades. Chacun d'eux a dû se dire, avec un sentiment d'impuissance mêlé d'effroi : un tueur a frappé Piazza Dalmazia mais ça aurait pu être ici, ça aurait pu être moi. Et pendant quelques jours, ils se sont méfiés des passants un peu plus que d'ordinaire, voyant en chaque Toubab un meurtrier potentiel, prêt à se venger sur le premier Noir croisé de ses difficultés matérielles et peut-être aussi de sa faillite morale.

Qui sont-ils, ces tueurs ? Celui de Florence, un certain Gianluca Casseri, militant d'un groupe fasciste, s'est tiré une balle dans la tête aussitôt après son geste. En agissant de la sorte, il a poussé au-delà des limites du supportable sa logique de destruction. Il est difficile de percer à jour ces êtres aussi malheureux que secrets, mais laisse-moi te le dire, je trouve bien suspect l'empressement des médias à réduire de si graves tragédies humaines aux déficiences mentales d'individus sans visage, qui retombent très vite dans l'oubli. Certes, seul un déséquilibré peut se laisser aller à un geste aussi radical et il serait excessif de laisser entendre qu'en Europe tout émigré africain, arabe ou asiatique risque sa vie au coin de chaque ruelle. Il n'en reste pas moins que le passage à l'acte, destiné à délivrer un message de haine pure, est de plus en plus fréquent. Pour spectaculaires que soient ces tueries, elles ne disent pas tout des souffrances des migrants. Les vexations de l'administration, l'exploitation éhontée de leur force de travail et les insultes racistes sont leur lot quotidien. Étranger au statut précaire, faisant de son mieux pour se rendre invisible, il est le bouc émissaire idéal : en ces temps de crise, il fait concurrence dans les pays d'accueil à un nombre croissant de chômeurs prêts désormais à accepter des boulots naguère dédaignés. Du ressentiment mal maîtrisé au crime xénophobe, la ligne est droite et le chemin n'est pas bien long.

Cela dit, j'aimerais attirer ton attention sur un fait à la fois triste et significatif : le faible intérêt de nos propres médias, de la classe politique et, il faut bien le dire, de l'opinion publique elle-même pour des faits aussi scandaleux. Ici à Dakar, la tuerie de la Piazza Dalmazia a fait les titres des quotidiens, mais à mon avis l'événement n'a pas été suffisamment mis en exergue et, de toute façon, on est passé à un autre sujet de préoccupation dès le lendemain. À autre chose : les querelles de prééminence entre les politiciens Massamba et Mademba, si dérisoires mais qui seules font battre le cœur de mes concitoyens. Je suppose que le même état d'esprit sévit au Mali où plus personne sans doute ne se

souvent de la chasse à l'homme déclenchée par des citoyens ivres de fureur à Rosarno, une petite ville de Calabre. Là-bas aussi, c'est le hasard qui a décidé, mais d'une autre manière, moins directement politique en quelque sorte. À Rosarno, après une soirée en night-club bien arrosée, de jeunes Calabrais décident pour s'amuser – il faut bien que jeunesse se passe ! – de faire des cartons sur les travailleurs migrants. Pour une fois, ceux-ci réagissent, et ils le font violemment, cassant des vitres de magasins et hurlant leur colère longtemps refoulée. Aussitôt, une immense clameur monte de la ville. Si, à Rosarno, la stupeur est à son comble, c'est que plus personne ne s'attendait à un sursaut de dignité de la part de ces sous-hommes utilisés par la *n'drangheta*, la fameuse mafia calabraise, comme des saisonniers taillables et corvéables à merci pour la cueillette des oranges. Il n'en faut pas plus pour déclencher une véritable chasse aux Nègres, histoire de leur rappeler qu'ils doivent toujours tendre l'autre joue. Des coups de feu ont été tirés et l'on a joyeusement manié les barres de fer. Bilan : soixante-huit blessés et plus de mille migrants, en majorité sénégalais et nigériens, évacués vers des centres d'accueil. Quand on pense que certains d'entre eux ont bravé toutes sortes de dangers sur les océans pour en arriver à être traités comme du bétail, on comprend qu'ils se sentent pris au piège du destin.

Faut-il évoquer dans cette lettre, Amy, les capitaines de navire qui balancent sans états d'âme leurs passagers clandestins par-dessus bord ? Ainsi se débarrassait-on, au temps de la Traite transatlantique, des esclaves malades ou rebelles. Pour que le tableau soit complet, il faudrait faire de la place sur la photo aux jeunes Subsahariens que l'on a vus, pendant les événements de Ceuta et Melilla, enchaînés, puis abandonnés dans le désert. Et ce désert-là, ne l'oublie pas, a jadis donné son nom à la Traite transsaharienne... Comment effacer le passé de nos mémoires quand il n'en finit pas de nous envahir de si douloureuse façon ? Il y aurait bien d'autres choses à dire sur la reproduction dans le présent des chemins de souffrance de jadis. Nous y reviendrons sûrement au fil de nos échanges.

Pour l'heure, je me contente de laisser flotter dans mon esprit une image que je veux partager avec toi : celle de ces mêmes jeunes errant dans une forêt en bordure de Melilla, en quête de la première brèche pour entrer en Europe. Au dire des rares personnes qui essaient de les secourir, ils y vivent avec les animaux sauvages et juste comme des animaux sauvages, sans nourriture ni soins médicaux, en particulier pour les femmes obligées d'y accoucher dans les conditions que tu peux facilement imaginer. Cependant, l'humour et l'autodérision leur servent

d'antidote au désespoir et ils ont décrété que la forêt où ils sont obligés de vivre est le siège de... l'Union africaine. Il y a là-bas, paraît-il, une présidence tournante et un boss de la commission, style Madame Dlamini Zuma ou Monsieur Jean Ping, et on vote plein de motions et de résolutions farfelues, exactement comme à Addis-Abeba où sommeille depuis cinquante ans la « vraie » Union africaine. Ah ! Comme j'envie le documentariste qui réussira un jour à surprendre ces exilés de la vie en train de parodier par une soirée glaciale, autour d'un feu de bois, les discours pompeux, insensés, de leurs ministres et chefs d'État... Quel formidable moment de théâtre vrai ! Ce n'est même pas du théâtre d'intervention à la Augusto Boal, car ici les acteurs, qui n'en sont pas pour de vrai, ne se donnent en spectacle sur aucune scène. Ces malheureux que Koulsy Lamko appelle le « peuple des échelles » disent simplement, à leur manière et avec des mots à eux, leur peur du lendemain : chaque jour, plusieurs de leurs camarades tombent sous les balles des gardes marocains ou espagnols en essayant d'escalader la barrière.

Cela fait du bien de les voir se déchaîner ainsi contre ceux qui ne leur ont laissé d'autre choix qu'une fuite éperdue vers l'abîme. Mais puis-je dire, moi, que je mérite plus de respect de leur part ? Permetts-moi de t'avouer mon ressenti. Je ne suis pas, il est vrai, un membre de la société civile au sens où on l'entend habituellement, rien ne me lie à certains groupes bruyants, trop souvent financés par des lobbies étrangers qui sont aussi leurs donneurs d'ordre ; mais, que cela me plaise ou non, c'est bien de cette frange de la population que je suis le plus proche. Autrement dit, lorsque je me déssole du peu d'intérêt de nos médias pour le sort de ces migrants, tu dois l'entendre comme une autocritique. Certes, la mobilisation existe, comme en témoignent l'organisation de *Migrances* et d'autres initiatives similaires ; certes aussi, de partout des femmes et des hommes de bonne volonté, en particulier les cinéastes et les écrivains, refusent de se taire sur la question. Pourtant, n'as-tu pas l'impression qu'ils crient dans le désert ? Je sais bien que la tâche est colossale et que chacun doit se battre en priorité pour sa propre survie. Alors, voir des jeunes dans la force de l'âge engloutis par l'océan, eh bien, c'est triste, ça bouleverse pendant quelques heures, mais au final on se sent surtout impuissant, on tourne les yeux de l'autre côté et la vie continue. Pour nos journalistes eux-mêmes, je viens de te le dire, les tragédies individuelles qui frappent ces pauvres diables, c'est comme les trains qui arrivent à l'heure, ce n'est pas vraiment une information. Mais alors, pourquoi reprochent-ils si souvent à leurs confrères occidentaux de ne pas s'intéresser assez

à la question, eux non plus ? C'est une plainte que j'ai toujours trouvée bien suspecte. Elle est en effet, en dépit des apparences, un acte d'allégeance, une façon de reconnaître à l'Occident le droit de valider, en les nommant, les souffrances humaines répandues sur l'ensemble de la planète. Comme s'il n'a pas assez à faire avec lui-même, l'Occident, surtout par les temps qui courent ! Après tout, ma chère Aminata, je ne me souviens pas d'avoir entendu une seule fois des Japonais ou des Suédois s'étonner et encore moins s'indigner que tel quotidien béninois ou gabonais ne parle jamais de ce qui arrive dans leur pays ! Elle est longue, la route qui nous sépare de nous-mêmes et pour retrouver, si j'ose dire, le bon sens, il faudrait que nous osions faire demi-tour.

Excuse-moi si cette lettre te semble quelque peu hachée, je m'interromps de temps à autre pour défaire mes cartons car, je te l'ai dit récemment au téléphone, je suis en train de m'installer à Saint-Louis. Le jour où j'ai appris que mon quartier s'appelle Vauvert, ce nom m'a paru aussi amusant qu'énigmatique. Je me suis demandé si un plaisantin ne l'avait pas choisi parce que le lieu, tout proche de l'université Gaston Berger, est en revanche si éloigné du centre-ville qu'on peut bien dire qu'il est « au diable vauvert ». Ça te fera sûrement sourire, toi une Malienne, mais au Sénégal personne ne jugera cette hypothèse farfelue. Ici, nous aimons nous moquer depuis toujours de l'amour tyrannique et fièrement assumé des Saint-Louisiens envers leur Mère-Patrie, la France, pour ne pas la nommer. Ils chérissent d'ailleurs Ousmane Socé Diop, un de nos tout premiers romanciers qui, dans *Karim*, décrit Saint-Louis, en une phrase célèbre, comme une « vieille ville française, centre d'élégance et de bon goût ». Je peux t'assurer que cet éloge tout de même assez étrange continue à remplir d'aise la population indigène ! Et Saint-Louis, qui n'arrive pas à oublier sa grandeur d'antan, se donne aujourd'hui encore un mal fou pour ressembler à l'image qu'une longue nostalgie lui renvoie d'elle-même. À mon avis, ça ne marche pas vraiment : la voilà engorgée, devenue au fil des ans d'une repoussante saleté, mais de grâce ne répète à personne ce que je suis en train de te confier, ces gens ont le patriotisme municipal à fleur de peau !

Me voici en tout cas de retour au pays. Définitivement ? Pour la première fois depuis six ou sept ans, ça en a tout l'air ; mais, après avoir tant erré ces dernières années, je ne suis plus tout à fait sûr de savoir ce que signifie le mot « définitivement ». J'ai été invité à dispenser, en ma qualité d'écrivain, quelques cours dans une fac que l'on vient de créer à Gaston Berger, une université qui aime se dire d'excellence. Il s'agit du Crac, dont le sigle signifie :

Civilisations, Religions, Arts et Communication. Le projet est ambitieux et innovant, car il vise à favoriser la synergie entre les chercheurs et les producteurs culturels. Dans un de ses départements, par exemple, l'enseignement porte sur « Les métiers des arts et de la culture ». Eh bien, cinéastes, dramaturges, chorégraphes et musiciens viendront y entretenir les étudiants de leur pratique artistique, cela sous forme d'ateliers, pour compléter et renforcer l'approche théorique. Il en sera de même du département des « Langues et cultures africaines » où je compte faire découvrir aux étudiants la littérature wolof. Dans un premier temps, j'ai choisi de ne parler que du roman, qui est mon genre littéraire de prédilection. Des spécialistes d'autres langues vont travailler sur les patrimoines littéraires seereer, swahili, pulaar, yoruba et haoussa, car nous jugeons vital de répertorier et de rassembler les œuvres, notamment de fiction, qui en sont issues. Nous espérons ainsi attirer peu à peu vers Saint-Louis des chercheurs du monde entier. Mais il y a loin, comme on dit, de la coupe aux lèvres et nous nous attendons à de nombreuses difficultés que nous sommes heureusement déjà bien préparés à affronter.

Je te tiendrai au courant. De vive voix. Au Djenné, par exemple ? Je le souhaite de tout cœur mais, tu le sais bien, nous avons beaucoup plus de chances de nous revoir dans un colloque à l'autre bout du monde qu'à Bamako ou Dakar... Il en est ainsi, hélas, pour les intellectuels africains toujours occupés à parler de l'Afrique aux autres, ailleurs, et presque jamais en dialogue avec les leurs. Il en résulte que si tu demandes aux Sénégalais, pourtant quasi incollables sur la politique internationale, comment se nomme le président de la Zambie ou même celui de la Guinée-Bissau voisine, ils avoueront leur ignorance. Cela ne paraît bizarre qu'à ceux pour qui l'Afrique est un continent si homogène que l'on n'a aucune peine à s'y parler d'un pays à un autre. Pour moi, c'est encore une preuve que le Net et les télécommunications ont indéniablement élargi notre monde mais aussi contribué, de manière paradoxale, à en rendre la perception plus limitée...

Je sais que ces temps-ci tes compatriotes se réveillent chaque matin le cœur étreint par l'angoisse, surtout au nord où les combats font de nouveau rage. Les plus exposés, ce sont bien entendu les plus pauvres, comme toujours. Et surtout ils ne se sentent pas défendus face aux djihadistes et aux rebelles touareg, car vos soldats, mal équipés, refusent le combat ou même désertent. Et voilà. Au plus fort de la guerre civile ivoirienne, un ami, Mangoné Niang, m'écrivait à propos de Gbagbo et Ouattara : « On dirait que nos hommes politiques ne savent pas prendre la

mesure des forces terribles qu'ils déchaînent. » L'Histoire est en effet une impitoyable broyeuse de destins individuels. Ses déhanchements et ses grandes enjambées peuvent être spectaculaires, mais elle donne la vraie mesure de sa cruauté dans sa manière de piétiner les vies des gens ordinaires. Une vieille femme paisible est née à Gao. Je vais l'appeler Niakoro, en un discret clin d'œil que tu vas sûrement apprécier au roman d'Ousmane Sembène, *Les Bouts-de-bois-de-Dieu*. Sans doute n'a-t-elle jamais été plus loin que Bamako, la vieille Niakoro. Sur sa terre, peut-être juste un bout de quartier de la ville, ses racines se sont enfoncées profond, profond, c'est une personne sans importance sociale, elle vend des petits riens au marché du quartier et soudain voilà que des inconnus comme surgis, en vrai, d'une époque très ancienne, sillonnent la ville dans leurs 4×4, tirent en l'air, violent filles ou jeunes femmes en obligeant leurs pères, frères et maris à être témoins de la scène, ou au contraire prétendent être les implacables Messagers de la Vertu ; ils interdisent presque tout à tout le monde, aux adolescents de taper dans un ballon sur un terrain vague ou d'arborer un maillot portant le nom de Lionel Messi, aux jeunes filles de sortir de chez elles sans voile et aux adultes de se recueillir sur les tombes, d'ailleurs profanées, de leurs saints. C'est peu de dire que l'univers quotidien de Niakoro lui est devenu au fil des jours de moins en moins familier. Ces grimaces du destin, ce n'est rien de nouveau sous le soleil. Guerre perdue. Repères perdus. Réussir à dire ce sentiment de brusque et totale impuissance ne le rend guère plus supportable.

En attendant que nos chemins se croisent, mieux vaut nous écrire ces lettres. Destinées à devenir un livre, elles seront à la fois de vraies et de fausses missives. Mais peu importe, l'essentiel reste la possibilité de réaffirmer publiquement nos certitudes et de partager avec les lecteurs, en toute sincérité, nos plus secrets motifs de perplexité et aussi, oui, nos espérances.

L'exercice, en ce qui me concerne, n'est pas tout à fait nouveau. Un des textes de mon ouvrage *L'Afrique au-delà du miroir* s'intitule en effet « Lettre à un ami sur le naufrage du Joola ». Et cet ami n'est autre que Diadié avec qui nous avons lancé moult pétitions ces dernières années, tant nos motifs d'indignation sont divers et variés. Je n'avais pas fait ce choix par hasard. Diadié est un ami d'enfance et les liens entre nos deux familles ont survécu aux vicissitudes de la vie. Ton parcours en Côte-d'Ivoire est d'ailleurs quasi identique au sien ici au Sénégal et cela prouve, soit dit en passant, que si le rêve d'unité africaine de Nkrumah a tant de mal à devenir réalité, c'est la faute moins

de nos peuples que d'élites dirigeantes incapables de comprendre à quel point il était criminel de laisser, par exemple, mourir jour après jour le chemin de fer Dakar-Bamako. Malien, Yacouba Diadié Dagnoko a été, comme toi l'« Ivoirienne », ministre de la Culture de son pays, mais il aurait pu faire exactement la même carrière au Sénégal où il est né et dont il parle à la perfection une des langues, le wolof.

Et c'est au Sénégal et nulle part ailleurs que lui, quelques amis et moi-même avons jadis passé le plus clair de notre jeunesse à rêver fiévreusement les contours de l'Afrique de demain, qui devait naturellement dans notre esprit devenir le plus heureux et prospère de tous les continents. Peut-être ne le sais-tu pas, mais à peine sortis de l'adolescence, à Dakar, nous nous sommes embarqués, entre autres aventures épiques, dans l'écriture d'un livre à plusieurs mains. Ayant lu et décortiqué des nuits durant *Le Manifeste du Parti communiste*, nous avons cru comprendre – va savoir pourquoi ! – que c'était une abomination petite-bourgeoise et individualiste que de rester dans son coin pour écrire et signer sous son seul nom un roman ou de la poésie. Notre pièce de théâtre collective était intitulée *Le Sang des cheminots*. Je nous revois à la Cité Marguery, de Derklé, dans la petite piaule du regretté camarade Mamadou Keita, alias Pedro ou encore Mamadou Bandit, tant il aimait la bagarre, ce gars-là. Si je me souviens bien, Pedro avait choisi ce nom de guerre en hommage à un obscur compagnon de Che Guevara. Et naturellement, il s'était laissé pousser la barbe sur le modèle cubain pendant au moins deux décennies. Après la chute du Mur de Berlin, cette barbe a complètement disparu pendant un certain temps – le temps de fonder un foyer et de faire un enfant qui d'ailleurs porte mon nom. Elle est ensuite revenue, plus discrète, taillée avec plus de soin mais toujours aussi chargée idéologiquement : notre ami, qui est allé une bonne quinzaine de fois en pèlerinage à La Mecque, s'était rallié entre-temps à un islam quasi rigoriste. C'était sympa, non, de pouvoir lire ainsi sur la face anxieuse d'un ami les tourments existentiels d'une époque ? Cela dit, en quoi consistait notre chef-d'œuvre théâtral ? Nous prétendions raconter, selon les strictes règles du réalisme socialiste, la longue grève des cheminots en 1947, mais il me semble aujourd'hui que le plus important dans nos cerveaux juvéniles était de faire allégeance à Sembène Ousmane dont nous avons tous tant aimé *Les Bouts-de-bois-de-Dieu*. Jamais atelier de création littéraire n'a été aussi animé et bordélique ! Chaque phrase était passée au tamis de notre impitoyable « critique et autocritique révolutionnaire », et au bout du compte nous avons plus fait circuler entre nous des

mégots de Camelia et des verres de thé que veillé à la progression dramatique de notre livre, vite abandonné au profit de je ne sais quelle autre chimère tout aussi généreuse et naïve.

C'est de cette expérience que je me suis souvenu en adressant à Diadié une lettre sur la grande catastrophe nationale que fut le naufrage du Joola.

Des années plus tard, nous voici toi et moi en train de renouveler l'exercice, sur une plus large échelle. Pour défier le temps ? Non, c'est même exactement le contraire. La nostalgie n'a rien à faire ici, il s'agit moins de subir la fascination du passé que de se tourner vers l'avenir, d'entrer en dialogue avec les jeunes Africains de plus en plus désorientés par les mensonges qui fusent triomphalement de toutes parts. Il n'y a jamais, pour des êtres humains de bonne volonté, de raison valable de se résigner au silence.

À très bientôt, avec mes fraternelles salutations à tous les amis de Bamako. J'attends avec impatience de te lire, mais je sais bien que la montée des périls au Mali te cause du souci et t'oblige à être sur tous les fronts. Alors, écris quand tu peux, je saurai attendre.

Bamako, mercredi 28 mars 2012

Mon cher Boris,

Les choses se sont hélas déroulées comme tu l'avais prévu. Plusieurs semaines se sont écoulées avant que j'aie l'occasion de m'asseoir pour réagir à ton courrier. Excuse-moi de ce retard. Tu ne peux pas savoir à quel point je suis heureuse de cette occasion de prendre, périodiquement avec toi, le pouls de nos pays en bien piteux « état », si tu me permets ce jeu de mots. Je parle beaucoup de cette initiative originale autour de moi et je me rends compte, au fil des conversations avec des amis communs, que pour nombre d'entre eux notre échange, à la fois personnel et destiné au public, a été décidé en réaction à la guerre au Nord-Mali. Ils ont bien du mal à me croire quand je leur répons qu'en fait ce projet est antérieur d'une année au moins aux événements si fortement médiatisés aujourd'hui.

Je n'ai pas besoin de te dire quel événement est au centre de toutes les discussions : le coup d'État du 22 mars 2012. Tout le monde en parle les yeux tournés vers Tombouctou, Gao et Kidal. C'est bien normal, mais moi je constate que c'est le pays tout entier qui est ébranlé avec l'arrivée de dizaines de milliers de déplacés, dont une majorité de femmes et d'enfants. En outre, cet exode multiplie les bouches à nourrir dans des familles déjà bien modestes et l'on commence à redouter au moins la disette...

Pourquoi hésiter à parler de descente aux Enfers ? La situation va au-delà du vieil irrédentisme touareg ou d'une simple histoire de fauves échappés de leurs cages – je devrais dire de leurs casernes. La mutinerie du 21 mars qui s'est soldée par un coup d'État résulte d'un long pourrissement qui, si je me fie à la tournure que le débat est en train de prendre, risque de passer inaperçu. Nombreux sont ceux qui, ici et ailleurs, ne veulent pas savoir à quoi le putsch a mis fin : à un système pluraliste exemplaire et intelligible pour tous les Maliens ou à une sinistre mascarade destinée à séduire la « communauté internationale » ? Tu connais bien ma réponse. Je reste profondément attachée aux idéaux de justice et de démocratie pour lesquels plus de trois cents Maliens sont tombés en mars 1991.

Si nos martyrs ont consenti, il y a vingt ans, au sacrifice suprême, c'était pour que notre pays soit libre et souverain à l'intérieur de nos frontières, mais aussi dans nos relations avec les puissances étrangères.

Notre mal, Boris, tient en ces mots : absence de souveraineté. Le monde entier peut constater chaque jour que nous ne sommes pas toujours libres de choisir nos dirigeants et que l'orientation de nos politiques économiques nous échappe complètement. Chaque année nous avons l'occasion, pendant la célébration de notre indépendance formelle, de faire notre examen de conscience. Ce rendez-vous avec l'Histoire, le Mali et nos dix-sept pays francophones l'ont de nouveau manqué en 2010 lors de la célébration du cinquantenaire de nos indépendances. Face aux grands travaux d'Amadou Toumani Touré, je me suis dit à l'époque que si un pays pouvait être emprunté, comme un boubou, juste le temps de la fête, certains parmi nos autorités politiques l'auraient fait. Bamako aurait alors eu un faux air de Paris, de New York ou d'ailleurs, juste pour combler ce besoin profond de faire moderne. Je dois reconnaître que les comportements mimétiques n'excluent pas une certaine volonté de produire du sens, sauf que ce dessein non plus ne se réalise pas nécessairement avec les ressources et les talents de l'Afrique. Chez vous, le président Abdoulaye Wade a fait construire par les Nord-Coréens un gigantesque monument en l'honneur d'une « hypothétique renaissance ». Cela fait mal par ailleurs de constater la mise à l'écart des artistes sénégalais de renom.

Nous avons raté une occasion historique d'établir un bilan rigoureux de cinq décennies d'efforts de développement qui aurait pu nous mettre, au Mali, à l'abri du chaos actuel ou tout au moins en atténuer la gravité. Je me souviens par exemple que l'Association des témoins et grands témoins de l'indépendance (ATGT) a proposé à Amadou Toumani Touré un débat de fond sur l'armée. Il n'en a pas voulu. Mais le 14 juillet nos soldats sont allés défiler sur les Champs-Élysées. Les Pères fondateurs et les victimes de la Françafrique ont dû se retourner dans leur tombe. En disant cela, je pense à Modibo Keita qui serait bien peiné de voir à quel point l'idée de souveraineté nationale se porte mal et surtout que son pays est devenu une pauvre chose, une petite chose de rien du tout, entre les mains de la France. Cela doit changer !

De quoi je me plains ? Avant le coup d'État, on pouvait lire et entendre que notre économie était sur la voie de l'émergence, avec l'un des meilleurs taux de croissance (5 %) des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. En outre,

décidément exemplaire, le Mali honorait aussi ses engagements envers ses créanciers et rassurait les investisseurs étrangers. Je trouve tout cela affligeant au regard de la détresse de mes concitoyens confrontés au chômage massif et chronique, à la faim. Absolument sans avenir.

Avant, on cherchait à se « développer », aujourd'hui on veut « émerger », à l'instar des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Une bonne partie des élites africaines y croit dur comme fer, alors qu'en Afrique de l'Ouest, par exemple, nous gagnerions d'abord à transformer localement ne serait-ce qu'une partie de nos ressources, à consolider nos liens de coopération et à exister en tant que pôle de développement. C'est sur ce terrain que la Cedeao aurait pu et dû briller. Elle a manqué, au Mali, une occasion de méditer les enseignements de l'échec lamentable d'un « bon élève » du système néolibéral.

Que l'organisation sous-régionale fasse une fixation sur le coup d'État était d'autant plus suspect que le cas de la Guinée-Bissau ne l'a pas indignée outre mesure. Ce n'est d'ailleurs pas l'acharnement de la Cedeao contre le capitaine Amadou Haya Sanogo qui me gêne, mais plutôt le fait de n'avoir rien tenté pour épauler notre armée confrontée à la coalition de séparatistes et de djihadistes. Nous avons vécu des situations insensées dont tu as été en partie le témoin direct.

Tout esprit sensé en conviendra : si le coup de force du 22 mars n'a pas fait l'objet d'une condamnation unanime, c'est bien parce que les Maliens ne se sentaient ni écoutés ni respectés. D'ailleurs, il faut se souvenir que peu de temps avant la rébellion et le putsch, la rue grondait de la colère des mécontents. Leurs griefs ? Le chômage, la cherté de la vie, les inégalités, le foncier urbain et rural, la corruption, etc. Les meilleurs analystes se trompent de contexte et de priorité. Attendre la présidentielle du 29 avril pour changer pacifiquement de régime n'était pas le souci des Maliens qui n'espéraient rien de l'alternance. Nombreux sont ceux qui étaient persuadés qu'Att, qui voulait coupler le référendum constitutionnel à l'élection présidentielle, se préparait à se succéder à lui-même.

Tu parles dans ta lettre des vies individuelles brisées par le fracas de la grande Histoire et j'ai aimé l'allusion au chef-d'œuvre de Sembène. J'y reviens, car au-delà de l'esprit de sacrifice de Bakayoko et de ses camarades, au-delà de la sagesse de la vieille Niakoro, la séquence la plus forte du roman est la marche des femmes des grévistes, de Thiès à Dakar, sous la conduite d'une exclue parmi les exclus, Penda la prostituée. Je fais ce rappel parce que la marche des femmes de militaires de Kati à Koulouba

était exactement de même nature. Comment se fait-il, Boris, que ceux qui glosent sur la crise malienne ne prennent jamais en compte la glorieuse geste de ces « Mères Courage » parties exiger du chef de l'État des armes pour leurs maris et leurs fils ? Il est regrettable que des manifestants aient porté atteinte à des concitoyens touareg et à leurs biens. De tels débordements ne sont pas tolérables. Mais cela n'enlève rien à la forte charge émotionnelle charriée par l'initiative des épouses de militaires.

Je suppose que, confronté au désarroi de ces femmes venues l'interpeller dans son palais, le président Amadou Toumani Touré a mesuré les conséquences de sa gestion désastreuse de l'armée. Peut-être même – qui sait ? – est-il encore hanté dans sa seconde vie dakaroise par le désespoir de leurs épouses ? J'espère que, là-bas chez toi, il éprouve du remords pour tout ce qui nous arrive. J'ai toutefois du mal à laisser éclater ma colère contre cet homme qui a refusé de signer l'accord de réadmission des migrants sans papiers et qui a également résisté aux Occidentaux en quête d'implantations militaires dans le nord de notre pays. La base de Tessalit revêt, tu le sais, une importance stratégique pour l'ancienne puissance coloniale en raison de sa position géographique et de son aéroport. Paris lui en a gardé une dent mais ce qui lui a réellement empoisonné la vie, en définitive, ça a été son manque d'empressement dans la lutte contre le narcotrafic, le terrorisme (AQMI) et sa gestion des otages occidentaux. Que n'a-t-on entendu à Paris à propos de son absence de fermeté ? Sais-tu que c'est à Ndjamena, où il participait le 22 juillet 2010 à une réunion de la Communauté des États sahélo-sahéliens, que le président malien a été informé du raid franco-mauritanien, sur notre territoire, pour libérer Michel Germaneau, enlevé deux mois plus tôt au Niger ? Comme s'il n'en avait pas déjà fait assez en relâchant, sous la pression de Sarkozy, quatre djihadistes afin que Pierre Camatte ait la vie sauve ! Ce geste l'a brouillé avec la Mauritanie et l'Algérie... Figure-toi aussi que lorsqu'en septembre 2010 cinq employés français d'Areva et Satom ont été enlevés à Arlit, au Niger, puis conduits au Nord-Mali, on a fait porter le chapeau à Amadou Toumani Touré. En plus de la porosité de nos frontières, sa réputation commençait à se gâter : la rumeur courait qu'il aurait pris l'habitude d'encaisser sa part des rançons payées pour libérer les otages. La situation de notre pays est d'une telle gravité qu'il devait écrire ses Mémoires pour les générations futures et en dire plus sur ses relations troubles avec l'ensemble des protagonistes de cette crise : la France, AQMI, les rebelles, les narcotrafiquants et la hiérarchie militaire.

Merci, mon cher frère, de parler de *Migrances* avec tant de générosité. Ce combat nous est commun et tu es bien placé pour comprendre que nous cherchons avant tout à susciter une réflexion collective, au Centre Amadou Hampaté Bâ, sur le vécu réel des migrants. Ils méritent l'hommage que nous tenons à leur rendre chaque année, ces êtres courageux et dignes qui vont tenter leur chance ailleurs au péril de leur vie. Pour répondre de manière plus précise à ta question, *Migrances* résulte effectivement de la contraction des mots « migration » et « errance ». Benjamin Stora a aussi employé le terme mais au singulier. Errance dans le désert, hier aux abords de Ceuta et Melilla où certains, comme tu le relèves, vivaient des mois durant dans la forêt, tenaillés par la peur de mourir de faim, de soif ou de maladie. Mais aussi – comme tu l'as écrit en évoquant nos fameux capitaines de bateaux grecs – errance en haute mer, non pas dans des cales mais à bord de pirogues où l'on s'entasse par dizaines, contre tout bon sens. Nathalie M'Dela-Mounier a dépeint avec une grande justesse, dans son livre *Sans patrie*, l'atmosphère à bord de ces embarcations. Il arrive souvent à ces bateaux de fortune de dériver et de couler sans même être secourus par des navires qui craignent de ne savoir où les débarquer. Les passagers qui n'ont pas été engloutis ou qui n'ont pas fini parqués dans des camps de transit auront une faible chance de fouler le sol de l'Eldorado. Et là, les très rares ayant réussi à se faire régulariser resteront les cibles privilégiées des contrôles au faciès.

La dernière édition de *Migrances* était d'une grande intensité émotionnelle, car elle coïncidait avec deux événements majeurs : le retour forcé de Libye de plus de onze mille travailleurs maliens et l'assassinat à Florence des deux Sénégalais dont tu as d'ailleurs évoqué le tragique destin. Nous avons demandé aux premiers de nous raconter comment ils ont vécu la révolution libyenne... Si tu les avais entendus ! Je viens d'utiliser l'expression « délit de faciès » à propos des sociétés occidentales. Eh bien, ce n'est pas agréable à dire mais en toute honnêteté c'était pareil en Libye et, bien sûr, terriblement sanglant. Il ne faisait pas bon pendant l'insurrection avoir la peau noire à Misrata, à Benghazi et en maints autres endroits du territoire libyen. La confusion, délibérément entretenue, entre travailleurs négro-africains et mercenaires a coûté la vie à nombre de Subsahariens. Les récits des survivants nous ont donné la véritable mesure des épreuves horribles qu'ils ont dû endurer. Ils nous ont également dit comme leur retour a été amer : s'attendant à être accueillis et accompagnés de façon correcte à leur arrivée à Bamako, ils ont été ignorés par un État malien qui avait manifestement la tête

ailleurs. En outre, au moment même où le monde s'effondrait autour de nous, certains de nos politiciens avaient assez de sang-froid pour continuer à se positionner, pour ainsi dire, au milieu des ruines. Selon leurs calculs cyniques, de pauvres diables rapatriés de Libye ne méritaient pas plus d'intérêt qu'un petit bol d'aloko...

Pourtant, dans un espace politique rationnel, où chaque voix compterait, où chaque souffrance serait prise en compte, le sort des migrants aurait suscité plus d'attention. De tous les États de notre sous-région, le Mali est en effet celui qui paie le plus lourd tribut à la guerre aux étrangers, en Libye mais aussi en France. C'est du reste parce qu'il était conscient du poids numérique et financier de la communauté malienne en France, grande pourvoyeuse de fonds au pays, que l'ancien président Att n'avait pas accepté de signer l'accord concocté par Paris sous un charmant euphémisme : « gestion concertée des migrants ». Il s'agissait, bien plus prosaïquement, d'obtenir de Bamako qu'il s'associe, de préférence avec enthousiasme et zèle, au brutal rapatriement des sans-papiers maliens résidant en France. Comment a-t-on osé demander à un gouvernement de pousser aussi loin l'indignité et... l'imprudence ? La leçon donnée à Paris, c'est que même les gouvernants africains les plus dociles savent qu'il y a une ligne rouge à ne pas franchir.

Me revient en mémoire, au moment de finir cette lettre, la réception à la Maison-Blanche en juillet de l'an dernier de quatre chefs d'État africains. Tous venaient d'être élus et on nous raconte, pour vendre l'histoire, que Barack Obama tenait à saluer la transparence des processus électoraux qui les ont portés au pouvoir. Après l'audience collective de 2008, c'était la seconde fois que le président américain accordait *en même temps* une petite demi-heure à quatre de ses homologues du continent. Les relations internationales, c'est surtout une question de forme, elles reposent sur l'idée que toutes les nations, quelles que soient leur taille et leur puissance, sont d'égale dignité. Même s'il s'agit d'une pure fiction, c'est bien ainsi que marche notre monde et les forts s'interdisent, ne serait-ce que par hypocrisie, de cracher publiquement à la figure des faibles. Vis-à-vis de nous, personne ne s'embarrasse de ce savoir-vivre diplomatique, ce qui ne nous vexe même pas. D'ailleurs, si j'ai bien compris certaines informations de première main, les chefs d'État n'ayant pas fait partie des heureux élus l'ont très mal vécu. Bien sûr, les journaux et la société civile de leurs pays, un peu chagrinés eux aussi, n'en ont pas fini d'enfoncer le clou sur le thème : notre président a été snobé par Obama, c'est la preuve que sa légitimité est douteuse.

Vive la démocratie !

À très bientôt,

Amy

Saint-Louis, lundi 2 avril 2012

Bien chère Aminata,

Excuse-moi d'avoir dû brutalement mettre fin à notre conversation Skype improvisée l'autre jeudi après-midi. Je savais du reste qu'elle allait être interrompue d'un moment à l'autre, car j'attendais la visite de deux jeunes collègues de l'université Gaston Berger, Felwine Sarr et Abdourahmane Seck. Tu connais Felwine pour l'avoir croisé à une conférence organisée à la maison de la culture Douta Seck par le Goethe-Institut de Dakar. Tu m'as dit avoir beaucoup apprécié sa communication et cela ne m'a pas surpris. Abdourahmane est, lui, spécialiste des religions, auteur chez Karthala d'un solide ouvrage intitulé *La Question musulmane au Sénégal*. Il vient juste de débarquer dans notre bonne ville de Saint-Louis. Je les ai reçus dans la maison de la cité Vauvert, que tu connais bien maintenant, et notre conversation a eu lieu sous le regard d'un des hommes que j'admire le plus au monde, Cheikh Anta Diop. J'impose, pour ainsi dire, son poster géant à tous mes hôtes et je suis toujours surpris par sa date de naissance qui figure sous la photo : 29 décembre 1923. Il nous a quittés plutôt jeune ou, plus exactement, il lui a suffi de soixante-deux ans pour secouer en profondeur tout un continent par la seule force de sa pensée.

Quand tu es passée au Sénégal en décembre, nous avons longuement discuté, tu t'en souviens, de l'auteur de *Nations nègres et culture*, ce livre dont Césaire dit dans *Discours sur le colonialisme* qu'il est, « à n'en pas douter, le plus audacieux qu'un Nègre ait jamais écrit ». Il m'est arrivé de susciter un petit émoi, surtout dans certains cercles parisiens, en me présentant comme un disciple de Cheikh Anta Diop. Il arrive que des gens qui me veulent du bien ou qui apprécient mon travail littéraire me prennent à part après ces rencontres pour me glisser à l'oreille qu'il est des lieux où l'on ne doit pas parler ainsi. Je te signale, entre parenthèses, que j'ai droit aux mêmes remarques infiniment désolées et incongrues à propos de Paul Kagamé que l'on est supposé haïr sans même savoir pourquoi. Ça, c'est en Europe. Quant à l'historien sénégalais, il est perçu d'une tout autre façon

en Afrique et parmi les intellectuels radicaux de la diaspora noire. Il y est devenu banal aujourd'hui de se réclamer de Cheikh Anta Diop, mais il serait trop facile d'oublier qu'il a pendant longtemps été plutôt seul. Je me dis parfois qu'il a peut-être eu le tort de voir trop clair trop tôt. À son époque et même jusqu'à la fin des années 1980, la ligne – au propre comme au figuré – était toute tracée par le dogme communiste et il fallait une certaine témérité intellectuelle pour s'en écarter. Jamais sans doute dans l'Histoire une vision du monde ne s'est-elle imposée à l'humanité aussi massivement que le marxisme-léninisme. C'était dingue, le sentiment que les cultures particulières et même la géographie ne pouvaient que se plier au bon vouloir de cette grille de lecture géante. J'entendais lors de réunions clandestines tel ou tel appeler à une « solidarité active avec les camarades de Mongolie ou du Paraguay », et j'avais quand même de petits doutes. C'était trop drôle, comme diraient les gamins aujourd'hui, de spéculer aussi gravement sur des contrées lointaines dans une minuscule chambre des HLM Ouagou-Niayes ! Moi, j'ai toujours été un esprit simple, soucieux de repérer dans les vérités établies ce qui est une pure construction de nos imaginaires et c'est, j'en suis convaincu, ce qui a fait de moi un romancier : j'aime être sûr qu'on ne me raconte pas des histoires et, au fond, j'écris des fictions pour prendre les devants. Mes deux premiers romans, *Le Temps de Tamango* et *Les Tambours de la mémoire*, rendent compte de ce scepticisme à travers les figures tourmentées de Ndongo Thiam et Fadel Sarr. Il y avait aussi, cependant, le meilleur au cœur de notre juvénile refus du réel, je veux dire un très fort sens de la fraternité universelle et le culot d'avoir une opinion claire, exprimée avec l'ardeur de notre âge, sur tous les événements passés ou présents de l'univers. Nous écoutions avec ferveur, je m'en souviens, John Lennon chanter « A working class hero is something to be » avec une fausse voix de Bob Dylan, ou Joan Baez fustiger la énième guerre impérialiste au Vietnam. Et plus que les leaders du Black Power, les radicaux du Black Panther Party, Bobby Seale, Eldridge Cleaver, Huey P. Newton et les frères Jackson, étaient nos idoles. Il n'empêche : nous avons été séparés de nous-mêmes par le Mur de Berlin, cette épaisse couche de béton conçue par les communistes allemands pour protéger leur système de l'influence corrosive et perverse de leurs voisins. Nous avons fait nôtre ce combat, il est vrai, planétaire. Mais comment avons-nous pu ne jamais nous rendre compte que l'arène où nous avons choisi de mener la bataille était bien loin, tout de même, de nos terres ? Et que d'énergie gaspillée ! C'est seulement avec le recul que l'on s'aperçoit à quel point nous étions ridicules de

rester adossés à un Mur construit à l'autre bout de nulle part, à fantasmer de l'aube au crépuscule sur les bienfaits de la dictature du prolétariat. En somme, pour notre génération, la tentation de l'Occident s'était forgée un alibi très honorable, celui de la lutte des classes. Tentation de l'Occident ou désir ardent d'inscription dans l'universalité humaine ? C'est souvent tout un et dans notre cas c'était manifeste. Se vouloir maoïste, trotskiste ou pro-Albanais – car il y avait même quelques sectateurs, rares et intraitables, tu peux me croire, d'Enver Hodja ! – était, tout bien pesé, une façon à la fois rationnelle et délirante de se délester d'une africanité si lourde à porter, hier comme aujourd'hui, pour les cœurs fragiles. Voilà pourquoi Cheikh Anta Diop était si irritant pour tant de monde. Quelle idée d'insister si fortement sur l'importance des langues africaines, par exemple, et de remonter aussi loin que l'Égypte ancienne pour dénouer les contradictions de l'Afrique contemporaine...

Ma chère Aminata, rien n'a mieux symbolisé cette fracture entre Cheikh Anta Diop et l'intelligentsia sénégalaise, quasi uniformément marxiste-léniniste en ses diverses chapelles, que le « Symposium Sankoré » organisé par le linguiste Pathé Diagne dans le grand amphithéâtre de ce qui ne s'appelait pas encore l'université Cheikh Anta Diop. Aucun de ses nombreux contradicteurs n'a certes osé avoir à son égard un mot déplacé – il forçait le respect par son envergure intellectuelle et morale –, mais c'était un spectacle hallucinant que celui de jeunes chercheurs, brillants et pleins d'assurance, défilant à la tribune pour réfuter les thèses de Cheikh Anta Diop en récitant qui Hegel en allemand, qui Lénine en russe. Il aurait pu leur faire au cours de ces soirées la même remarque qu'à leurs pairs de Niamey qui n'avaient cessé de le harceler pendant une conférence : « Toutes vos questions se ramènent à une seule : comment pouvez-vous continuer à soutenir de telles idées alors que les Toubabs ne sont pas d'accord avec vous ? » Je cite de mémoire. Sans doute cet homme courtois avait-il plutôt utilisé le mot « Européens ». Victime de la racialisation de sa propre pensée par des détracteurs d'une totale mauvaise foi, il veillait élégamment à ne jamais retourner cette arme contre eux, mais dans le fond il avait bel et bien invité l'auditoire nigérien à ne se laisser impressionner par personne. Au symposium de Dakar, déjà épuisé par des décennies de travail solitaire, il a eu une sérieuse alerte cardiaque et n'eût été la présence à ses côtés du docteur Moustapha Diallo, son camarade à la direction du Rassemblement national démocratique, le pire serait peut-être arrivé cette nuit-là sous les yeux de centaines de personnes.

Moins de trente ans après, l'Histoire a tranché. L'aisance avec laquelle tout le monde a cessé du jour au lendemain de se dire marxiste-léniniste montre *a posteriori* que Cheikh Anta Diop avait vu juste en nous invitant à garder l'œil sur notre passé le plus lointain pour être sûrs d'avoir, aujourd'hui et demain, un sol plus ferme sous nos pieds. Raccorder l'Afrique à l'Égypte pharaonique, y voir le berceau de l'humanité, ce n'était pas seulement constater des faits avec les instruments de la science, c'était surtout, comme il l'a souvent déclaré, nous encourager à reprendre l'initiative historique.

Dans ta dernière lettre, tu rappelles à juste titre le combat pour l'indépendance de Modibo Keita. Tu aurais pu mentionner aussi quelques autres grands hommes tels que Nyerere, Nkrumah, Cabral. En ce temps-là, l'ANC n'était pas encore venue à bout de l'apartheid mais Mandela, dans la clandestinité et plus tard en prison, était déjà une figure majeure, quoique méconnue, de l'histoire de son pays et du continent. Il m'arrive de me dire pourtant que ni ces géants ni d'autres de la même envergure – Kaunda, Hailé Sélassié ou Kenyatta – n'avaient compris autant que Cheikh Anta Diop la nécessité de se *déconnecter* à tous points de vue de l'Occident. Même les plus farouchement hostiles au conquérant d'hier continuaient à subir, d'une façon ou d'une autre, sa fascination. Cheikh Anta Diop, lui, dit courtoisement aux supposés infaillibles docteurs de la Sorbonne : « Mesdames et Messieurs, je suis en désaccord avec vous et je vais vous dire pourquoi, si vous voulez bien m'écouter. » Nous sommes au milieu des années cinquante et celui qui s'exprime ainsi, le plus sérieusement du monde, vient à peine de sortir de l'adolescence. N'y a-t-il pas là quelque chose d'hallucinant ? Que l'Histoire ait fini par donner raison à Cheikh Anta Diop sur un point majeur – on ne revient pas aussi souvent qu'il le faudrait sur la déroute de ses adversaires, notamment à propos de l'origine de l'espèce humaine et des racines négro-africaines de l'Égyptien ancien – suscite presque moins d'admiration que le fait qu'il ait osé assumer, à l'inverse de tant de conformistes, des opinions si neuves qu'elles le condamnaient à une radicale solitude. Son obstination à redessiner le globe en fonction de la culture négro-africaine ne pouvait être acceptée par ceux qui ont du mal à admettre que l'Occident ne soit pas la seule mesure de l'univers.

Par une triste ironie de l'Histoire, le Mur de Berlin qui nous le rendait inaudible s'est effondré trois ans après la mort de Cheikh Anta Diop. Face au champ de ruines de l'après-guerre froide, nous avons bien mieux compris son enseignement. Cependant la partie est loin d'être gagnée, car l'aspiration à

l'universalité revêt depuis une décennie des habits neufs. Pour combler le vide d'un monde sans blocs, les mêmes intellectuels, aujourd'hui sexagénaires, se tournent vers ce qu'un de mes amis appelait un « Orient de pacotille ». Un tour complet sur soi-même, l'Ouest devient l'Est et l'on est reparti ailleurs, et l'on redevient l'ombre des autres. En somme, la soif d'absolu s'exprime désormais sur le terrain de la religion. Tu te rappelles, au cours d'une de nos conférences à Dakar, j'ai évoqué le brusque et profond « désir d'arabité » de mes compatriotes. J'imagine que la situation n'est pas très différente au Mali. Ici comme là-bas, se perpétue paisiblement le contournement de soi-même. Ici comme là-bas, le refus de prendre en compte sa culture et la tendance à ruser avec elle restent de rigueur.

Même de l'autre monde, Cheikh Anta Diop continue à énerver bien des gens. Sarkozy qui, pendant le « discours de Dakar », refuse de prononcer son nom et celui même de l'université où il est en train de parler, fait preuve d'une mesquinerie comparable à celle d'une intelligentsia occidentale si désireuse de se persuader que l'historien sénégalais n'a jamais existé. En vain, comme chacun sait. Et que dire des intellectuels africains, de moins en moins nombreux il est vrai, qui lui font toutes sortes de mauvais procès, allant jusqu'à voir en lui un afrocentriste occupé à réécrire notre passé avec l'encre de ses chimères ? Il est même arrivé qu'on le rende responsable des violences dans les banlieues françaises. Tout cela s'appelle prêter à son adversaire des opinions à sa propre convenance pour être sûr de pouvoir les réfuter sans peine. Que tant de fausses querelles et de calomnies n'aient pas réussi à discréditer Cheikh Anta Diop prouve, *a contrario*, la puissance de sa réflexion. Chaque fois que l'on me demande mon avis sur les dénigrement dont il est parfois l'objet, j'ai envie de répondre à la manière de Césaire : « Pitié pour nos vainqueurs omniscients et naïfs ! » Ma conviction, c'est qu'il est quasi impossible pour un Occidental de comprendre l'attachement viscéral de tant d'Africains à Cheikh Anta Diop.

Il y a deux mois était célébré l'anniversaire de sa mort, survenue le 6 février 1986. De Dakar à Yaoundé, l'événement à été l'occasion de lui redire, de mille façons différentes, notre gratitude pour tout ce qu'il nous a apporté.

Tout le bon à ta famille, je salue chaleureusement les amis,

Bamako, mercredi 18 avril 2012

Mon cher Boris,

Tu as bien fait de rappeler dans ta précédente lettre le sens du combat de Cheikh Anta Diop. L'extrême vulnérabilité du continent africain, on ne le dira jamais assez, tient en grande partie à l'abyssal vide théorique qui fait de nous les consommateurs béats des idées des autres. Je le savais, je l'ai même très souvent écrit, mais l'actuelle crise malienne me donne l'impression que le mal est encore plus grave que je n'osais l'imaginer. À chaque tournant de cette crise, je m'aperçois avec consternation qu'elle est avant tout celle de notre pensée, qu'elle raconte d'une certaine façon le peu de respect que nous, intellectuels maliens, avons pour nous-mêmes. J'aurais d'ailleurs pu étendre la critique à l'écrasante majorité des intellectuels africains, puisque ce qui est en jeu au Nord-Mali, c'est à la fois la place du continent dans un monde global et l'idée que chacun de nos pays se fait de sa dignité.

En fait, j'ai eu très envie de revenir sur l'héritage intellectuel de Cheikh Anta Diop en février dernier, lors de la célébration du vingt-sixième anniversaire de sa disparition. Mais nous sommes tous sollicités plus que de raison et ce texte auquel je tenais pourtant beaucoup est finalement resté à l'état d'ébauche. Ta lettre me permet de lui donner en quelque sorte une seconde vie et je t'en remercie.

Il est vrai, comme tu le dis, que l'africanité telle que Cheikh Anta Diop la revendique est « bien lourde à porter pour les cœurs fragiles ». Je me souviens par exemple, avec tristesse et amusement, du revirement d'un jeune chercheur particulièrement brillant, avec qui j'avais souvent de longues conversations et qui ne jurait que par Cheikh Anta Diop. Il connaissait très bien son œuvre et ses bagarres intellectuelles, et il éprouvait autant d'admiration pour l'homme, modèle de droiture et d'humilité, que pour l'extraordinaire force de conviction du penseur. Eh bien, j'ai vu cet universitaire se détacher peu à peu de son maître et prêcher de plus en plus vigoureusement le « réalisme » après son recrutement par une multinationale. Nous ne nous voyons ni ne

nous parlons plus depuis qu'il a rejoint la cohorte des intellos mondialisés et fiers de l'être ; mais quand nous nous croisons quelque part, je le taquine à ce sujet et il prétend qu'il n'a plus beaucoup de temps. C'est sans doute vrai, car il exerce de hautes responsabilités, à la mesure de ses capacités de travail et de son intelligence hors normes. Cependant je crois aussi qu'il n'a plus du tout envie de se souvenir qu'il a eu naguère de grandes espérances pour les siens !

Les rigidités dont souffrait le débat du vivant de Cheikh Anta Diop persistent et entravent l'émergence d'une pensée africaine critique et novatrice. Deux aspects de sa réflexion me semblent essentiels dans le contexte malien actuel : la promotion des langues africaines et une prise en charge de notre histoire, en profondeur, de façon à sentir « un sol plus ferme sous nos pieds », pour reprendre une autre de tes expressions. Toi et moi avons évoqué en mai dernier *Emblématique Mali* , l'ouvrage sur lequel je travaille nuit et jour. J'y dis précisément comment, au Mali, le sol se dérobe sous nos pas pour deux raisons : la déferlante séparatiste et djihadiste, et l'humiliant projet de « libération » du Nord par la Cedeao sous les acclamations d'un peuple désespéré. On ne peut plus ouvrir sa radio ou regarder la télé – il s'agit souvent d'ailleurs des chaînes françaises de propagande, style RFI ou France 24 – sans y entendre pontifier un de nos adeptes du libéralisme pur et dur. Le discours de ces va-t-en-guerre ne varie jamais et on peut le résumer ainsi : « Allons ! Allons ! Le passé est passé et, soyons honnêtes, mettons-nous au travail au lieu de nous lamenter tout le temps ! » Je crois pour ma part, Boris, comme je l'ai déjà souligné, que le fol et faux espoir que nous entretenons d'une émergence prochaine du Mali et de tout notre continent n'est pas étranger à ce contournement de soi-même dont tu parles, qui va jusqu'à la peur de reconnaître son image dans le miroir. Il sera toujours impossible de s'arrêter un instant pour se remettre en question, évaluer le chemin parcouru si, quoi qu'il arrive, on se dit que c'est un mal nécessaire et que l'on est dans la bonne direction. Sauf que, lorsqu'on se rendra compte que l'on s'engouffrait gaillardement dans une tragique impasse, ce sera trop tard !

Les textes ne manquent pas, qui alimentent le débilitant fantasme de notre émergence.

On retrouve ainsi sous la plume de Jean-Michel Severino, l'auteur du *Temps de l'Afrique* , un aperçu du radieux futur africain. De ses constats qui font saliver et délirer les élites africaines, il ressort ceci : « Que le monde de demain carbure au pétrole, au charbon, à l'uranium ou aux biocarburants, l'Afrique

comptera en effet parmi les premiers fournisseurs mondiaux d'énergie. Si la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Brésil et les autres pays émergents poursuivent leur rattrapage économique dans les décennies à venir, leur équipement en bâtiments, routes, chemins de fer ou machines nécessitera des matières premières qui abondent dans le sous-sol africain. Dopées par la demande croissante en matières premières de ces grands pays émergents, les exportations subsahariennes ont déjà progressé de 25 % en l'espace d'une seule année 1 . »

Le raisonnement est bien court, comme tu vois. Ce n'est pas simplement parce que le monde a besoin de nos ressources naturelles que tout va aller au mieux pour nos économies. Nous savons, par notre malheureuse expérience historique, que les choses ne se passent pas ainsi. Bien au contraire, cette voracité nous a toujours coûté cher, au propre comme au figuré, et puisque les États n'ont que des intérêts les nouveaux acteurs ne résoudront pas nos problèmes à notre place. Inutile de souligner que le souhait de garder ce cap met un terme au débat démocratique sur l'économie, sur le type de société à inventer et sur la question essentielle, absolument fondamentale, de la souveraineté politique.

Mais ce n'est pas tout : après le discours sur l'« homme africain » qui ne serait pas assez « entré dans l'Histoire », voici enfin le nommé Achankeng Leke, l'homme africain nouveau, l'un des gagnants de cette croissance économique sans ancrage social et culturel ni retombées d'aucune sorte pour l'immense majorité des Africains. Leke nous est présenté en ces termes par Jean-Michel Severino : « C'est en conseillant de grands groupes internationaux en quête d'implantation sur les marchés africains que ce jeune Camerounais s'est hissé dans la liste des jeunes leaders mondiaux, établie chaque année pour le Forum économique mondial de Davos. Diplômé de l'université de Stanford aux États-Unis, il a fait ses armes dans le conseil auprès de start-up de l'informatique de la Silicon Valley. Passé chez McKinsey, il a été envoyé en 2002 par ce grand cabinet de conseil américain pour développer les activités du groupe en Afrique du Sud. Avec ses équipes, il conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises internationales dans leurs stratégies de croissance sur le continent 2 . » Toutes ces grandes phrases, pour dire quoi ? Rien, sinon qu'il existe des Africains compétents et énergiques... Il est presque insultant de nous les présenter comme des êtres exceptionnels, mais il se pourrait que Jean-Michel Severino soit plus distrait que malintentionné. Ce genre de malentendu est d'ailleurs fréquent avec ceux qui s'emploient à montrer l'Afrique

sous un jour moins sombre que d'ordinaire.

Pourquoi faire l'impasse sur l'éventuel coût social et écologique de l'émergence annoncée ? Les *success stories* individuelles peuvent être admirables, voire émouvantes, mais elles ne sauraient tenir lieu de projet politique national. On ne voit pas en quoi l'accroissement du nombre de milliardaires africains rendrait nos sociétés plus équitables et plus sereines. J'ai toujours pensé que nous devons veiller à placer l'être humain ordinaire, malien ou sénégalais, au centre de notre réflexion. Cela paraît très simple – mais c'est apparemment plus facile à dire qu'à faire.

Je me souviens, par exemple, de la première du film d'Abderrahmane Sissako, *Bamako*. J'étais persuadée que grâce au choc des images nous allions enfin pouvoir échanger entre acteurs sociaux et culturels sur les causes réelles des maux qui rongent notre pays. Aussi avais-je organisé au petit marché de Missira une projection publique qui devait être suivie d'un débat. Les dirigeants politiques ayant eu le courage – ou la courtoisie – de répondre à mon invitation ont pris leurs jambes à leur cou dès la fin de la projection ! Tout le monde a bien compris qu'ils préféreraient ne pas avoir à justifier un néolibéralisme aussi ravageur en présence de leurs compatriotes.

Qu'est-ce qui nous empêche d'ouvrir les yeux ? Confrontés aux mêmes maux que nous, les Occidentaux, qui servent pourtant de repères à nos décideurs, n'hésitent pas à tout mettre à plat. Nous, nous continuons à dire qu'il n'y a pas d'autre choix que l'ouverture de nos économies à la compétition.

Lorsque je discute de ces sujets avec les jeunes Maliens, je les sens perdus, désorientés. En fait, par une intéressante coïncidence, nos politiciens leur racontent les mêmes sornettes que Jean-Michel Severino, à savoir que notre sous-sol regorge de richesses fabuleuses et que l'avenir s'annonce radieux. Sambourou est l'un de ceux à qui on a inoculé le poison de cet optimisme irrationnel, mais qui n'en continuent pas moins à douter que les choses puissent être aussi simples. « Je te sais très occupée, Aminata, m'a-t-il lancé il y a quelques jours, mais j'ai besoin de comprendre. Tu fais partie de nos aînés en qui j'ai confiance depuis que nous avons ensemble mené à bien le pavage des rues du quartier. Mais je ne comprends pas pourquoi tu n'es pas favorable à l'ouverture de notre pays aux investisseurs étrangers. Qu'allons-nous faire de nos richesses si nous n'ouvrons pas le pays à ces investisseurs ? » Et Sambourou, après une pause étudiée, d'ajouter ces mots qui m'ont vivement frappée : « Je ne suis pas seul à me poser ces questions, j'ai souvent entendu des

compatriotes faire les mêmes observations en t'écoutant parler. Nous voulons tous savoir ce que tu proposes, concrètement, Aminata. »

Ça fait toujours un drôle d'effet d'apprendre ce qui se dit sur vous dans votre dos et j'ai été touchée par la belle franchise de ce jeune concitoyen, soumis à des influences contradictoires et rongé par le doute. Pour toute réponse, je l'ai invité à réfléchir sur les exemples du Niger et du Nigéria, deux pays qui se portent très mal malgré leur uranium et leur pétrole. Il a reconnu sans peine que, confrontés au même chômage, Nigériens, Nigérians, Maliens ou Sénégalais se retrouvent parfois sur les mêmes chemins de l'émigration, à bord des mêmes embarcations de fortune vers des pays industrialisés qui se barricadent, alors qu'ils tirent un immense profit des ressources naturelles du continent.

Sambourou ne s'est cependant pas avoué vaincu et sa réaction m'a, je l'avoue, prise de court et même un peu déstabilisée. « C'est à cause de la mauvaise gouvernance », a-t-il déclaré. « Oui et non, ai-je fini par rétorquer. Il est clair que nos dirigeants atténueraient considérablement les souffrances des populations s'ils faisaient un meilleur usage du peu que les multinationales nous concèdent. Mais la bonne gouvernance n'est qu'un moyen pour atteindre des objectifs, elle n'est pas une fin en soi, elle ne peut pas se substituer aux objectifs. On peut diriger un pays, avec des élections et tout ce qu'il faut, dans l'intérêt des investisseurs étrangers, tout comme on peut le faire dans celui de son peuple. Les deux options ne sont, malheureusement, pas souvent compatibles. »

Finalement, ce fut une belle conversation. Je lui ai dit que nous gagnerions tous à méditer ce qui se passe en Amérique latine. Je pensais au Vénézuélien Hugo Chavez, à l'Équatorien Rafael Correa et à Evo Morales de Bolivie qui ont fait sans ambiguïté le choix de gouverner dans l'intérêt de leurs peuples. Au moment où je relis cette lettre avant de te l'envoyer, Julian Assange de WikiLeaks est toujours réfugié à l'ambassade d'Équateur à Londres. Il faut du courage et de la fierté pour oser défier ainsi la puissante Amérique. L'Équateur n'a pas hésité une seconde à se comporter en pays totalement libre de ses choix.

Quelques jours après ma discussion avec Sambourou, j'ai reçu la visite de Sékou qui a situé le débat à un autre niveau, celui du réalisme économique : « Vois-tu, ma tante, je crois que nous pouvons jouer la carte gagnant-gagnant avec la France. Au lieu de subir les événements, acceptons son aide pour en finir avec la rébellion ; grâce à elle, nous pourrions enfin nous débarrasser d'un fléau dont on ne parle pas assez, mais qui peut détruire

totale­ment un pays sans que l'on s'en rende compte : le narcotra­fic. » Et Sékou d'ajouter avec conviction et même une cer­taine véhé­men­ce dans la voix : « Lorsque l'argent de la dro­gue péné­tre une éco­no­mie jus­qu'à un cer­tain point, comme en Amé­rique latine, la violence devient en­démique. » Sur le fond, je n'ai pu qu'être d'accord avec mon interlocuteur. L'exemple de la Guinée-Bissau, hélas patrie d'Amilcar Cabral, est très éloquent. Mais il y a surtout que les propos de Sékou étaient en forte résonance avec tout ce que je t'ai déjà écrit sur l'éco­no­mie sou­ter­ra­ine au nord de mon pays. J'y revien­drai, forcé­ment.

À bien­tôt, peut-être à Saint-Louis où j'ai hâte de te rendre visite. Ce sera l'oc­ca­sion de faire la con­naiss­ance de cer­ains de tes collègues et de revoir en par­ti­cu­lier Felwine Sarr. Oui, j'ai beau­coup ap­pré­cié, ainsi que tu le rap­pelles, son in­ter­ven­tion lors du collo­que or­ga­ni­sé à Dakar par le Goethe-Institut, sur le thème : « Modernities in the making (Global modernity : Europe seen from inside and outside) ». En­ten­dre quel­qu'un de si jeune af­fron­ter des ques­tions aussi vi­tales avec as­sur­ance et modestie, cela m'a tout sim­ple­ment fait du bien.

Salue-le de ma part. À toi-même toutes mes amitiés,

Amy

1. Jean-Michel Severino, *Le Temps de l'Afrique*, Odile Jacob, 2010, p. 104.
2. *Ibid.*, p. 114.

Dakar, dimanche 22 avril 2012

Ma très chère Aminata,

Je t'envoie cette lettre de chez des amis à Dakar.

J'aime de moins en moins cette ville et, à vrai dire, je ne suis même pas sûr de m'être réellement attaché à elle par le passé. Ma Medina natale, elle oui, je m'en souviens toujours avec tendresse. Des visages et des scènes émergent parfois de la mémoire et cela vous secoue en dedans, très fort. Dans un de mes romans, *Doomi Golo*, la Medina est devenue Niarela, un nom que tu connais bien puisqu'il est celui d'un vieux quartier populaire de Bamako... Pourquoi ? me demanderas-tu. Eh bien, parce que j'aime les sonorités du mot Niarela mais aussi parce que j'y ai retrouvé, dès le premier contact, des traces de mon enfance inscrites sur la terre, entre les rigoles charriant des détritux, les dangereuses guimbardes et la volaille qui s'affole et s'éparpille dans toutes les directions au moindre coup de klaxon.

Trêve de rêverie. Je suis venu à Dakar pour finaliser la version audio de *Doomi Golo*. Le cinéaste Joe Gaï Ramaka, réalisateur bien connu de *Carmen Géy*, a été, comme on dit, à la manœuvre. Nous avons réalisé l'enregistrement à l'université de Bloomington, dans l'Indiana, grâce au professeur Eileen Julien-Sy et j'ai moi-même lu la totalité du roman. En brut, vingt-quatre heures de parole : un travail épuisant et pourtant une si magnifique expérience, quand j'y repense. C'était il y a cinq ans et demi et cela s'est terminé, très précisément le 26 juillet 2007. Je me souviens bien de la date car c'est ce jour-là qu'un certain discours, resté fameux par son infamie, a été prononcé à Dakar par un président français. Pendant ces dernières années, nous avons, Joe et moi, frappé à toutes les portes pour la mise au point du produit. Henri Guillabert, du légendaire groupe musical Xalam II, a fini par mettre généreusement son studio des Almadies à la disposition de Joe pour le mixage. Mais le moins que l'on puisse dire, c'est que nous ne sommes pas très nombreux à croire en cette histoire, pourtant d'une simplicité enfantine. Est-ce parce que le livre est en wolof que nous nous sommes heurtés à de si grosses difficultés ? Il n'y avait pourtant rien d'extraordinaire

dans notre projet, il s'agissait simplement de faire en sorte que le même texte soit simultanément disponible au format audio et numérique sur Internet et téléchargeable sur une tablette iPad, un PC ou un Mac, ou sur tout autre support adapté via ebook-africa.com, le site spécialement créé dans ce but. L'idée, c'est que l'on puisse lire *Doomi Golo* en l'écoutant : avec les yeux et avec les oreilles en même temps ! Le lancement aura lieu au West African Research Center (Warc). Je te raconterai comment cela s'est passé, dans ma prochaine correspondance.

Je m'occupe de cela tout en vaquant à mes occupations quotidiennes. J'ai toujours été passionné de foot et je peux te dire que je n'ai raté aucun match de la Coupe d'Afrique des Nations qui a eu lieu il y a quelques semaines du côté de Bata et Libreville.

Pour les infos, tout va si vite qu'il faut presque les suivre heure par heure, en évitant autant que possible les commentaires malhonnêtes de certains journalistes ou soi-disant experts. Il est toutefois essentiel de ne pas se laisser distraire par l'apparente confusion du monde, d'avoir l'œil rivé sur les lignes de force. S'il n'y a, à première vue, aucun rapport entre certains événements se produisant dans des lieux très éloignés les uns des autres, il arrive souvent qu'on les trouve secrètement interconnectés pour peu qu'on se donne la peine d'y regarder de plus près. Cela aide, d'avoir cette lecture d'ensemble, dans les petites bagarres que nous menons contre les manipulateurs de tout poil. Toi et moi avons par exemple signé le 13 janvier 2012, avec Mireille Mendès-France Fanon, Yolande Mukagasana, Koulsy Lamko, Jean-Pierre Karegeye, Erik Ehn et d'autres amis, une « Lettre ouverte à Ban Ki-Moon sur la situation dans l'est du Congo ». Tu m'as dit à cette occasion que tout ce que nous y avons écrit était en résonance avec ce que tu vis dans ton pays. Tu étais alors plongée, je le sais, dans l'écriture d' *Emblématique Mali* , ouvrage d'urgence, attendu de tous, parce que, quand le Mali est au centre de l'actualité mondiale dans les conditions que nous savons, bien des femmes et des hommes de bonne volonté souhaitent bénéficier de tes éclairages. Ta voix compte et tu ne ménages pas ta peine pour lui garder la même force et la même authenticité en ces temps si troublés.

J'entends très bien aussi ce que tu me dis du scepticisme narquois des uns et des autres quand tu les invites à évaluer cette situation, singulièrement le putsch, avec plus de finesse et de discernement. Cela peut être très dur. Je sais pourtant que, malgré tous les écueils, tu sauras œuvrer à l'apaisement des cœurs et des esprits. Si on t'avait écoutée, on n'en serait sûrement pas

arrivé là.

Quant à moi, je compte te faire bientôt part de mes vues sur le « printemps arabe ». Que cela nous plaise ou non, il est en train de détacher définitivement l'Afrique du Nord du reste du continent et la « nouvelle frontière », c'est en quelque sorte le Nord-Mali. Cela correspond à un projet stratégique très clair, très cohérent, de l'Occident et il est en train de le mettre en œuvre. J'ai tenu ces propos récemment et ils ont suscité un certain émoi parmi des amis nord-africains, qui m'ont interpellé. Je leur ai répondu, en gros : personne ne souhaite ce qui est en train de se passer, nous sommes nombreux à redouter cette fracture saharienne de plus en plus béante, mais aucun de nous n'a jamais cru devoir tirer la sonnette d'alarme.

Je me souviens, par exemple, d'une table ronde à Agüimes, petite ville des îles Canaries. C'était le 23 juillet 2011, au plus fort de l'agression de l'Otan contre la Libye et l'animateur en était notre ami commun, le philosophe espagnol Juan Montero Gomez. Clariste, Dembus et moi-même discussions avec une jeune Marocaine venue de Paris et un universitaire irakien exilé à Madrid. Je ne me rappelle malheureusement pas leurs noms. Nous avons essayé en vain de leur faire admettre qu'il devait tout de même y avoir un moyen de dénoncer durement Kadhafi sans cautionner le massacre de milliers d'innocents par l'Otan. Je me souviens d'avoir souligné ce jour-là le rôle central de Bernard-Henri Lévy dans la mise à sac d'un pays aussi important que la Libye, en ajoutant que pour des intellectuels arabes ce devait être bien gênant de se trouver du côté de ce personnage d'une vanité pathétique, philosophe pas terrible et surtout militant sioniste déclaré. Mais le plus affligeant – et cela n'a hélas sûrement pas échappé à l'auditoire –, c'était qu'à la fin des fins les cinq intervenants étaient divisés en deux camps nettement séparés par la couleur de leur peau : Arabes d'un côté, Africains subsahariens de l'autre... J'ai repensé sur le moment à une vieille leçon de l'histoire des conquêtes coloniales, bien connue, de Cortès à Lyautey, mais jamais retenue par les victimes : si vous ne réussissez pas à diviser les peuples des pays occupés, vous ne les dominerez jamais. Certains, dans l'assistance d'Agüimes, ont-ils pensé à un moment ou à un autre, comme je l'ai souvent entendu ailleurs, que les « Africains » soutiennent Kadhafi parce qu'il était très généreux avec eux ? Bien sûr, le festival tricontinental d'Agüimes, où le romancier Antonio Lozano, auteur de *L'Affaire Sankara* et militant infatigable, joue un rôle si central, est né d'une volonté réelle de faire sauter toutes les frontières. Qui peut toutefois jurer que tout le monde nous a bien compris ce matin-là,

Clariste, Dembus et moi-même ? Ce public espagnol silencieux et comme pétrifié, je l'ai senti pour le moins perplexe ou peut-être même choqué : comment pouvait-on trouver la moindre excuse au Guide libyen dont le sort était de toute façon déjà scellé ? Je n'étais pas surpris, car je m'étais habitué, durant toute l'affaire libyenne, à cette haine soudaine, fébrile et universelle, contre Kadhafi. C'était pour moi un grand motif de perplexité. Après tout, sans l'avoir jamais aimé, le monde entier s'était en fin de compte accommodé jusque-là de ses fougades, de ses tenues excentriques, de son visage fermé et arrogant. Pourquoi cet homme était-il devenu si insupportable *du jour au lendemain* ? Je ne parle pas des chefs d'État occidentaux, mais plutôt du téléspectateur moyen. Serions-nous mal informés par overdose d'informations ? Peut-être devons-nous tous apprendre à reconnaître de loin l'insidieux prêt-à-penser que l'on nous délivre sous forme de petits comprimés : les courtes phrases, faussement laconiques et neutres, qui défilent au bas de notre écran ou celles, serinées à longueur de journée sur le ton d'indiscutables évidences, par les consultants ou reporters des grandes chaînes internationales. Elles sont reprises systématiquement par les télévisions africaines, y compris lorsqu'il s'agit d'informations sur des pays africains. Par qui avons-nous, en effet été informés, nous les Sénégalais, des événements au Mali si proche de nous à tous points de vue ? Tu le sais autant que moi : par RFI et France 24 ! Qui peut reprocher à ces médias de faire de la propagande pour leur pays ? C'est notre planète comme elle va... Et lorsque Paris est directement concerné pour une raison ou une autre – à travers, par exemple, le sort des otages –, les télévisions locales françaises se joignent, toute honte bue, au concert de la désinformation.

Il en résulte des malentendus et de fausses oppositions avec lesquels il nous faut apprendre à vivre. Et en bout de course, sous les apparences d'un simple clash religieux, le sourd affrontement entre des projets de vie et des spiritualités. C'était nettement perceptible, ainsi que je viens de te le dire, à Agüimes.

Partout où j'ai eu la chance de m'adresser au public, j'ai tenté d'amener chacun à se poser la même question : la situation en Libye, dans l'est du Congo ou au Mali est-elle aussi simple qu'on me le dit ? N'y a-t-il vraiment que deux camps, celui des Bons et celui des Méchants, séparés par une frontière rectiligne et nettement repérable ? Mais je dois bien te l'avouer : mes efforts ont très rarement été couronnés de succès, je me suis presque toujours heurté à l'imprenable forteresse des idées reçues sur les Africains ou, ce qui aboutit au même résultat, aux préjugés des

Africains sur eux-mêmes.

Je dois toutefois ajouter, si cela peut te consoler, que j'ai senti la plupart des gens fortement secoués par les circonstances du massacre d'Aguelhok. Je crois que ce qui révolte et effraie à la fois, c'est le potentiel de haine que révèle cette tuerie. Certains sont choqués de n'en avoir jamais entendu parler auparavant. Ce trouble, qui aurait pu être le point de départ d'une prise de conscience, est toujours hélas de courte durée. C'est que chacun se protège comme il peut. Nous ne pouvons pas nous indigner de tout, ce monde est si mal fichu que nos journées n'y suffiraient pas.

À tout bientôt, Amy, avec le meilleur de mon amitié,

b

Bamako 1er mai 2012

Mon cher Boris,

Cette nuit, les rues de Bamako sont désertes. Désertes mais pas silencieuses. De chez moi, à Missira, j'entends depuis plusieurs heures des tirs à l'arme lourde et à l'arme légère. S'il y a, comme tu me l'as dit un jour, quelque chose de pourri au royaume de la démocratie, eh bien, sa mauvaise odeur est souvent celle de la poudre et du canon ! Et ne crois surtout pas que la capitale a été prise d'assaut par les groupes armés venus du Nord. Non, puisqu'il nous faut boire le calice jusqu'à la lie, ce sont les soldats maliens eux-mêmes qui se tirent dessus en ce moment. « Bérêts verts » contre « Bérêts rouges », comme dans un de ces films au scénario grossier, où l'important est qu'il y ait un vacarme infernal et des cascades spectaculaires. Qui dit mieux ? Ou plutôt : qui dit pis ? Bien entendu, la population, terrorisée, n'a d'autre choix que de laisser les fauves s'entredévorer. Chacun savait qu'il en serait ainsi tôt ou tard, ces deux unités de l'armée étant en forte rivalité depuis toujours. Demain matin, des bennes vont certainement ramasser les corps autour de la radio-télévision et dans d'autres lieux stratégiques et nous, nous prendrons acte, en silence, de l'issue des combats. Bien sûr, nous sommes déconcertés de voir nos soldats s'affronter ainsi dans la capitale alors que le Nord qu'ils n'ont pas pu conserver est sous occupation. J'évite pour ma part de les juger, car je sais qu'ils sont victimes, comme nous tous, de réalités économiques et politiques complexes. Sous leurs uniformes battent de simples cœurs d'hommes et souvent même des cœurs d'enfants. Il en est d'ailleurs de même pour les combattants de toutes nos armées. Le plus important, aujourd'hui, pour tout Africain, est d'avoir présent à l'esprit que son pays est un Nord-Mali en puissance, même si le scénario du chaos ne s'écrit pas partout avec la même encre. J'allais dire : avec le même sang. Dans la bande sahélienne, le terrorisme, la « question touareg » et celle des otages, ainsi que l'effondrement du régime de Kadhafi ont fini par nous sauter à la figure. Chacun de nos pays a son point douloureux et, en Afrique du Sud ou en Angola, la catastrophe peut survenir du jour au

lendemain à partir d'éléments de crise apparemment différents, mais qui renvoient à la même incapacité choquante de nos politiques économiques à répondre à la demande sociale. Je suis cependant bien consciente du fait que cette menace ne pèse pas uniquement sur nos États. Depuis ta première lettre, datée du 8 janvier 2012, c'est par dizaines que l'on compte les pays qui se sont brutalement réveillés sous un soleil nouveau et incertain, voire profondément angoissant. Le ciel leur est tombé sur la tête. Chacun sait ce qui se passe en Tunisie, en Égypte et en Côte-d'Ivoire mais Grecs, Espagnols et Portugais n'ont jamais été aussi mal en point eux aussi et, d'une certaine façon, même les *success stories* politiques ne sont plus ce qu'elles étaient. Mes amis de Porto Alegre et de Rio de Janeiro m'invitent souvent à me méfier du conte de fées brésilien. Il occulte trop facilement, selon eux, les frustrations et le dénuement des oubliés de la fameuse émergence. Démocratie. Bonne gouvernance. Des mots agréables à l'oreille, mais qui empêchent d'entendre les cris de colère et de désespoir montant des bas-fonds de la société. Et que dire de la Syrie et du Liban où les morts se comptent chaque jour par dizaines sans que l'on aperçoive, même de loin, le bout du tunnel ? Si je n'ai pas cité le Mali, c'est parce qu'il est au cœur de mon propos et je sais aussi que, d'après toutes les études, le Sénégal est dans l'œil du cyclone, comme le Niger et le Nigeria. Dans ce dernier pays d'ailleurs, il ne s'agit plus d'une simple menace, car au rythme où vont les massacres de Boko Haram et les représailles de l'armée, la situation semble sur le point d'y échapper à tout contrôle.

Comme je te l'ai dit l'autre soir au téléphone, cet état de choses cause chez moi une véritable fringale d'écriture. Tout me semble d'une pressante urgence et j'ai hélas tendance à consacrer un temps fou aux manifestes et pétitions sur des thèmes aussi brûlants les uns que les autres. Ce qui me tient toutefois le plus à cœur à l'heure actuelle est la situation des femmes maliennes, si vulnérables pour toutes sortes de raisons et instrumentalisées par nos bons libéraux d'ici et d'ailleurs. Nous échangerons avant sa publication sur *Mille et Une Maliennes debout* – sous-entendu : pour leur dignité. Ce texte te parlera, j'en suis sûre, car de même que le Mali il n'y a pas si longtemps, le Sénégal est perçu comme un havre de paix au milieu du chaos généralisé dans lequel est plongée l'Afrique de l'Ouest. J'espère seulement que Macky Sall et son gouvernement n'ont pas déjà commencé à vous servir les mêmes fables absurdes auxquelles nous avaient habitués les autorités de mon pays. J'y reviens dans *Emblématique Mali*, l'autre livre en préparation évoqué dans l'une de mes précédentes

lettres. On nous vantait une démocratie exemplaire, une économie en formidable santé ! N'est-ce pas à la fois cruel et drôle, Boris ? N'est-ce pas une honte pour une nation souveraine de n'aspirer qu'à être le « bon élève » d'une « communauté internationale » dont chacun sait bien qu'elle se limite à trois ou quatre États occidentaux ? Ces tapes d'encouragement sur les épaules de la part des Toubabs ne sont pas seulement humiliantes : elles ont aussi leurs limites. Dès qu'ils soupçonnent chez les dirigeants africains la moindre velléité d'indépendance, ils leur font des misères. En plus de la perte du pouvoir, cela peut aller jusqu'à une mise à mort pure et simple.

Loin de s'atténuer, les rapports de domination persistent et s'aggravent. Edward W. Saïd souligne à ce sujet que « la domination et les inégalités de pouvoir et de richesse sont des traits éternels de la société humaine. Mais, dans le monde d'aujourd'hui, on peut aussi se dire qu'elles ont à voir avec l'impérialisme, son histoire, ses nouvelles formes. Si les nations d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique sont politiquement indépendantes, elles restent sur bien des plans aussi dominées et dépendantes qu'à l'époque où elles étaient directement administrées par les Européens. C'est parce qu'elles s'autodétruisent, ont coutume de dire des critiques comme V. S Naipaul : "ils" (chacun sait que ce "ils", ce sont les basanés, les bougnoules, les nègres) sont responsables de ce qu'"ils" sont, et rien ne sert d'ânonner sur les legs de l'impérialisme ¹ ».

Notre vulnérabilité, dans les circonstances actuelles, est à la dimension de la convoitise des ressources naturelles du continent et de l'aliénation culturelle de nos élites. Celles-ci sont persuadées que si le capitalisme, prétendue voie obligée vers la prospérité, a fait partout ses preuves, sauf en Afrique subsaharienne, c'est parce que nous n'avons pas eu le courage d'opérer les réformes nécessaires.

Et les Occidentaux qui nous prescrivent cette potion magique n'hésitent pas non plus à fomenter ou à soutenir des soulèvements armés.

C'est ainsi que, chez nous, l'éphémère et irréaliste État de l'Azawad leur doit d'avoir vu le jour le 6 avril 2012. Le fait nouveau par rapport aux précédentes rébellions est que le Mouvement national de libération de l'Azawad qui s'en réclame a décidé de pactiser avec des organisations terroristes comme Al Qaeda au Maghreb islamique, Ansar Dine et le Mouvement pour l'unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest. Ses affrontements avec l'armée régulière se sont déjà soldés à ce jour par des centaines de morts et je dois te dire que les victimes qui pèsent le plus lourd

dans notre mémoire collective, ce sont les quatre-vingt-treize militaires froidement exécutés à Aguelhok.

Les « djihadistes » n'auraient jamais réussi à imposer leur loi à Kidal, Gao et Tombouctou si la France de Nicolas Sarkozy n'avait prétendu voler au secours des populations libyennes, au nom de la « responsabilité de protéger », quitte à détruire, chemin faisant, la Libye elle-même.

Un matin, les habitants de Kidal, Gao et Tombouctou se sont vus privés de tous leurs droits par des islamistes radicaux surgis de nulle part et toute la population malienne continue à goûter à l'amère saveur de la guerre sous prétexte de lutte des Occidentaux contre le terrorisme. Tu penses bien que ces riches États, connus pour être prudents et calculateurs, n'ont pas pris le risque d'une militarisation générale pour nos beaux yeux.

Bien avant ce tragique basculement, et malgré un optimisme de façade, des centaines de milliers de jeunes Maliens ne savaient que faire de leur vie. Pourtant, eux aussi ont eu bien avant l'heure leur « printemps arabe », si je puis m'exprimer de manière aussi taquine ! On l'oublie trop vite : vingt ans avant que des émeutes n'éclatent en Tunisie puis aussitôt après en Égypte, de jeunes Africains sans emploi – souvent diplômés –, ulcérés par les inégalités et l'arbitraire, avaient mis le feu aux poudres à Bamako, Cotonou ou Lomé. Pourquoi, Boris, tout le monde a-t-il la mémoire si courte ?

Dans notre cas, c'était contre la dictature de Moussa Traoré en mars 1991. Dans *L'Étau ou l'Afrique dans un monde sans frontières*, je souligne que la « révolution n'a touché qu'à la partie visible de l'iceberg, c'est-à-dire la classe politique, en laissant intact le paradigme ». Assoiffés de liberté, mes concitoyens ont trop vite cru, et bien naïvement, que des élections transparentes résoudraient comme par enchantement tous nos problèmes. Il n'a pas fallu longtemps pour qu'ils se rendent compte que tout cela n'avait aucun effet sur leur vie quotidienne. Le résultat immédiat, ce furent des taux d'abstention quasi vertigineux. Sais-tu que pour l'élection de mai 1997 il y a eu seulement 29 % de votants ? Ce scrutin présidentiel aussi coûteux que dépourvu de signification a rendu bien douteux le second mandat d'Alpha Oumar Konaré.

La suite prouve que la montagne a accouché d'une souris. C'est que, vois-tu, le modèle néolibéral, le modèle si cher à nos dirigeants et à leurs maîtres, est non négociable. Il est par définition à prendre ou à laisser, et cela rend quasi nulle la marge de manœuvre de nos États si dépendants de l'« aide internationale ». Pour eux, c'est le sinistre « marche ou crève » qui est de rigueur. Tous ceux qui ne jouent pas à ce jeu sont

marginalisés et accusés d'être aveuglés par leur haine de l'Occident. Ce dernier n'est pas en reste, qui porte à bout de bras le processus politique pour mieux l'orienter, via une pléthore d'ONG et de subventions à des nationaux, soi-disant militants des droits de l'homme, triés sur le volet. À ce compte, le multipartisme, noble dans son principe, devient vite une farce de mauvais goût et l'alternance synonyme d'arrangements entre copains et coquins. Veut-on, par exemple un débat contradictoire sur les privatisations sauvages ? Il ne faut surtout pas nourrir pareille illusion. Sur de telles questions où les intérêts à court terme de nos ténors leur imposent un silence gêné, il existe une forte complicité entre les appareils partisans, quel que soit leur bord. En d'autres termes : circulez, il n'y a rien à voir ! Il est vrai que, au fur et à mesure que les élections approchent, le joli consensus entre mouvance présidentielle et opposition s'érode. C'est en effet l'heure de la redistribution des cartes et pour avoir droit, le moment venu, à une bonne part de ce que les Nigériens appellent sans complexe « *the National Cake* », il faut exiger bruyamment l'impossible et lâcher ses partisans dans la rue. C'est ce qu'on appelle pudiquement mobiliser ses troupes, souvent majoritairement composées de femmes et de jeunes désespérés... Cette logique est proprement infernale car c'est souvent avec l'argent public, détourné sans vergogne à partir de postes stratégiques, que l'on réussit à se maintenir au pouvoir ou à y revenir. Tu me diras que ce scénario-là n'est pas spécifiquement malien. J'en conviens avec toi d'autant plus aisément que j'ai vu il y a quelque temps, à la télé, vos hommes politiques à l'œuvre.

Au Mali, c'est justement à ces couches de la population embrigadées par les démagogues que nous essayons d'ouvrir les yeux, de faire comprendre que le chômage, la pauvreté, la corruption et l'impunité résultent d'un projet de société pervers. Il est crucial pour eux de réaliser que l'austérité imposée au plus grand nombre sert les intérêts des multinationales et nous rend tout juste aptes à payer le service de la dette extérieure. Nous autres, Africains subsahariens, sommes familiarisés depuis des lustres avec les dérives d'un système qui vous prête au-delà de votre capacité de remboursement et en profite pour vous asphyxier par des réformes assassines. Les Grecs qui viennent seulement d'en faire l'expérience crient au scandale et ont l'impression que le monde est devenu fou, que la Terre est en train de tourner dans le mauvais sens. Comme nous comprenons leur amertume et leur incrédulité ! Le plus ironique de l'histoire, c'est ce que tu rappelles dans ta lettre : il n'était pas rare, il y a quelques années, de lire dans les journaux que tel capitaine de

bateau grec, exaspéré, venait de jeter purement et simplement à la mer des clandestins africains découverts dans la cale de son embarcation. J'imagine que, si on avait demandé à l'un de ces officiers de marine d'expliquer son geste, il aurait reproché à ces pauvres migrants d'être des fainéants (« comme tous les Africains ») et sans doute ajouté qu'il était hors de question de les laisser entrer en Grèce pour y vivre aux crochets des honnêtes citoyens ! Dirait-il la même chose à l'heure actuelle ? Je n'en sais évidemment rien. J'espère simplement que ce monsieur, peut-être aujourd'hui réduit au chômage, a enfin compris... Quoi donc ? Tout simplement le lien de cause à effet entre la destruction de nos économies par le FMI et la Banque mondiale, et les flux migratoires de la fin de la décennie 80. J'ai lu il y a quelques jours que le nombre de demandeurs portugais de visas pour l'Angola a été multiplié par plus de cent cinquante entre 2006 et 2010, passant de moins de deux cents à environ vingt-quatre mille. Il s'agit en général de jeunes diplômés des universités, et il est clair que le mouvement s'est accéléré au cours des trois dernières années. De là à ce que l'ancienne colonie se plaigne de ne pas pouvoir accueillir toute la misère du monde...

Si des pays d'Europe du Sud bien mieux lotis que les nôtres sont déjà au bord de la crise de nerfs, quel sombre destin nous réserve, à nous le lumpenprolétariat des nations, le néolibéralisme ? Tous les malheurs de nos peuples viennent de la capacité de nos dirigeants à s'accommoder de ces mensonges auxquels tu fais allusion dans ta lettre. Il n'est même pas excessif de voir dans l'infinie souplesse de leur échine une des causes « structurelles » de nos innombrables difficultés. Nos maîtres à penser nous mentent et nous nous mentons à nous-mêmes. Ils nous mentent à propos du développement, ils nous mentent à propos des droits de l'homme, ils nous mentent à propos du droit international... Nos dirigeants ont-ils à ce point peur de la douleur du réveil qu'ils préfèrent se laisser si aisément... endormir ?

Il suffit pourtant d'ouvrir un peu les yeux pour perdre ses illusions. Tout autour de nous, y compris le changement climatique, dit la faillite d'un modèle économique meurtrier – pour les peuples, bien évidemment – et explosif. Même chez nos donneurs de leçons, je parle des pays occidentaux supposés riches, ça ne se passe pas aussi bien qu'ils cherchent à le faire croire. Prends n'importe quel président là-bas, légitimé par le suffrage universel : il se sent plus redevable en cours de mandat envers les agences de notation qu'envers ses propres concitoyens. C'est le cas typique où le contrôle politique échappe aux élus et à leurs

électeurs. Ces derniers en prennent acte à leur manière, en se désintéressant des affaires publiques. Ou en votant pour l'extrême droite... Sous nos climats, où la pauvreté menace même les plus éduqués, c'est au contraire la politique elle-même qui devient une activité commerciale à haute rentabilité. Mais puisqu'il y a beaucoup d'appelés et très peu d'élus – au propre comme au figuré –, on n'hésite pas à mettre son pays à feu et à sang pour récolter les dividendes du désastre. Je reçois en ce moment quantité de messages de l'étranger et on y exprime une réelle compassion pour nous autres Maliens. Cela me touche, naturellement, mais je ne peux m'empêcher de penser en ces occasions que la fortune de nombre de mes concitoyens, professionnels de la politique, s'est constituée ou consolidée sur les ruines encore fumantes de la République. Sont-ils réellement atteints de cécité politique, ou simplement cyniques ? En tout cas, une telle irresponsabilité est en train de mener de nombreux pays africains à leur perte.

Tu me parles dans ta lettre des efforts que tu fais pour promouvoir les langues nationales de ton pays, en fidèle disciple de Cheikh Anta Diop. Je sais qu'il s'agit dans ton cas d'un passage à l'acte et que depuis longtemps, tout en écrivant en français, tu as également toujours eu envie de produire des romans en wolof. Lorsque j'ai parlé de notre présent livre l'autre jour à Alpha Mandé Diarra, ton confrère écrivain qui est à la fois un ami commun et un camarade de combat, il m'a raconté une de vos tournées littéraires à l'intérieur du Mali. Tu lui aurais dit, alors que vous vous promeniez un soir dans Ségou : « Écoute, je ne sais pas comment ces gens ont réussi à persuader tant d'intellectuels africains qu'il est impossible d'écrire des romans et des pièces de théâtre dans nos langues ! » Et tu aurais ajouté sur un ton dont la soudaine gravité amuse aujourd'hui encore Alpha Mandé : « Mon frère, ils nous mentent ! » Alpha lui-même, pris comme nous tous au piège de ses activités professionnelles, écrit de moins en moins, mais peut-être que le jour où il suivra ton conseil de faire de la fiction en bamanan il nous éblouira tous. Cependant cette affaire ne concerne pas seulement les romanciers et les poètes. Pour mener à bien notre tâche, exaltante mais difficile, il est essentiel que nous réussissions à toucher les nôtres, en particulier les plus vulnérables. Il se trouve qu'ils n'ont en général pas fréquenté l'école française, ce qui accroît leur sentiment d'être largués dans un monde ouvert à tous les vents et où la connaissance garantit la réussite sociale. Leur parler dans la langue qu'ils comprennent, c'est vraiment la moindre des choses et je me demande parfois si l'obligation dans laquelle nous nous trouvons de justifier de telles

évidences n'est pas un des symptômes les plus manifestes de notre mal-être. C'est ce que j'ai essayé, à partir d'autres territoires de la culture, de suggérer dans *Le Viol de l'imaginaire*, et j'espère avoir été bien comprise. Si nous n'osons pas ce saut, c'est tout notre patrimoine culturel qui risque d'être à l'arrêt, de s'effriter avant de mourir de sa belle mort. Quoi que nous fassions, la nécessité de partir de nous-mêmes nous interpelle. Sans cet ancrage culturel qui donne un sens authentique à la prise de parole, la liberté d'expression est un vain mot. Quand on y pense bien, le fait que dans l'Afrique dite francophone la loi fondamentale, pilier juridique de toute société humaine moderne, soit déclinée dans la langue de Molière est d'une absurdité presque réjouissante. Cela peut aussi se révéler meurtrier, en définitive, si l'on sait que nos Constitutions, celles des États ayant appartenu à l'ancien Empire colonial français je veux dire, ne sont qu'un pâle reflet de la Constitution gaulliste de 1958. D'ailleurs, ton compatriote Demba Moussa Dembélé, alias Dembus, m'a appris que Senghor se vantait souvent d'en avoir été le principal rédacteur. Si c'est vrai qu'il a bien cet exploit à son actif, il n'y a pas de quoi être fier, au contraire. Mais je suis plutôt portée à croire que dans ce cas précis le poète de Joal s'est quelque peu laissé emporter par son imagination. Je suppose qu'on a plutôt demandé à l'agréé de grammaire qu'il était de veiller, par un dernier regard, à la bonne tenue de l'ensemble du texte. Pourtant l'anecdote, qui révèle la « mauvaise » synergie entre la France et les élites de ses anciennes colonies, n'est pas anodine : elle apporte de l'eau au moulin de ceux pour qui, en se posant en garant du pluralisme politique dans nos pays, l'Occident veut surtout s'assurer de la pérennité dans notre univers mental de son propre système de valeurs.

Il faut aussi dire la faiblesse et, dans certains cas, la faillite morale des contre-pouvoirs.

La presse indépendante, qui a fait du bon travail à sa naissance, est devenue au fil des décennies beaucoup moins incisive. Cela tient peut-être à ses problèmes chroniques de survie et à sa langue d'expression, qui la rend inaccessible à la majorité de la population. Tu fais du reste allusion, très justement, à l'indifférence de nos journalistes pour le sort des migrants africains en Europe. Que dire alors du mutisme des médias, privés et officiels, sur les tenants et les aboutissants de la crise libyenne ? Sais-tu que Kadhafi a été le parrain, le 22 septembre 2010, de la fête de l'indépendance du Mali ? Le choix porté sur sa personne était d'autant plus significatif que nous célébrions ce jour-là le cinquantenaire de notre accession à

la souveraineté. Les Maliens de tous âges et de toutes conditions savent que Mouammar Kadhafi a essayé chez nous, comme au Burkina Faso, en Tunisie et dans d'autres pays qui préfèrent désormais ne même plus s'en souvenir, de faire avancer des projets de développement avec ses revenus pétroliers.

Mais tout en reconnaissant la générosité de Kadhafi, je dois t'avouer que je me suis toujours méfiée de cette forme de coopération Sud/Sud dans laquelle il exerçait un si fort ascendant sur les dirigeants de mon pays. J'étais d'autant moins convaincue de son efficacité qu'elle s'inscrivait, avec une frappante absence d'imagination, dans le paradigme du marché. En effet, contrairement à une idée reçue, les financements libyens n'étaient pas systématiquement des dons, mais des acquisitions d'hôtels et de terres arables. Le type de relation paternaliste ainsi instauré me contrariait à un tel point que j'avais finalement décidé de ne plus prendre part aux réunions de l'association Nord/Sud XXI que j'avais pourtant intégrée à la demande expresse de feu le président Ben Bella. Financée en partie par la Jamahiriya libyenne, elle avait son siège à Genève où nous nous retrouvions périodiquement. L'idée de base, le souhait d'échapper aux redoutables griffes de l'Occident, était louable et j'aurais tout donné à l'époque pour signaler de vive voix à Mouammar Kadhafi lui-même ce qui allait de travers, par exemple dans la coopération maliano-libyenne. Des amis se sont activés pour organiser cette rencontre mais cela ne s'est jamais fait, malheureusement. Cet homme était-il du genre à écouter les critiques et à en tenir compte ? On a toutes les raisons d'en douter. Je n'en suis pas moins scandalisée par l'agression de l'Otan et par l'exécution publique du Guide libyen, mise en scène et filmée, en direct et avec une indécente jubilation, par les caméras du monde entier.

À très bientôt,

Amy

PS : Je m'aperçois que je ne t'ai rien dit de l'agression contre Dioncounda Traoré, le président intérimaire, et de son transfert dans un hôpital parisien... Ça va être une belle occasion pour les Français de le travailler au corps, si j'ose dire ! Cela m'inquiète.

Saint-Louis, mercredi 6 juin 2012

Très chère Aminata,

Le Sénégal est l'un des rares pays du continent – peut-être le seul, en fait ? – à n'avoir jamais connu de coup d'État militaire. Ici, nous ne savons pas ce que cela signifie d'entendre un matin au réveil un inconnu vous dire : « À partir de cet instant, le boss c'est moi mais rassurez-vous, c'est pour votre bien ! » Il a donc fallu que je vienne il y a quelques semaines au Mali pour faire l'expérience d'un putsch. Ce 22 mars, jour où le capitaine Sanogo et ses camarades ont pris le pouvoir, j'étais en train de discuter du génocide des Tutsi du Rwanda avec des lycéens de Bamako. Je n'ai rien compris quand on m'a coupé le sifflet au milieu d'une phrase. Quelqu'un a parlé d'une troisième « Marche des épouses de militaires », puis très vite il a été question de ponts bloqués par les « Bérets verts » et de la disparition du président Att. La rumeur a également annoncé, tu t'en souviens, l'échec du putsch et l'assassinat du chef de la junte. Bref, la routine des sociétés en désarroi. Toi et moi avions planifié des séances de travail pour discuter de notre présente correspondance, mais n'avons pu que suivre fiévreusement les événements depuis chez toi, à Missira. Plus rien ne sera comme avant au Mali et nos lettres, surtout les tiennes, seront désormais forcément dominées par la situation dans ton pays.

Je n'arrête pas d'y penser depuis mon retour à Saint-Louis, mais en attendant ton prochain courrier la vie continue.

Ce matin de juin, au saut du lit, je me suis connecté sur des sites d'information ivoiriens. Ayant cru entendre dans mon demi-sommeil la radio évoquer des tueries à Bouaké, j'ai tenu à vérifier. Sur la première page, un communiqué de Human Rights Watch fait état de vingt-deux assassinats depuis décembre dans la deuxième ville du pays. Mais j'avoue avoir surtout été frappé par la photo d'un duo d'ex-rebelles en tenues léopard, apparemment deux jeunes gens autour de leur vingtième année, pauvres Kalachnikovs rafistolées en bandoulière, doigt sur la détente. Le second guerrier porte d'épaisses lunettes noires et ils avancent, l'air dur et martial, sur une piste en latérite qui contraste

magnifiquement avec la végétation, d'un vert profond, tout alentour. Ce sont donc ces quasi enfants-soldats qui continuent à semer la terreur d'Abidjan à Korhogo, après dix ans de guerre civile ! Eux, ce sont des vainqueurs, à la différence des soldats maliens, mais au fond rien ne les distingue de ces derniers, que tu décris avec une si juste émotion. Tout dans leur attitude montre clairement que pour ces surhommes boutonneux et imberbes la loi des autres, la loi des simples mortels, ça ne veut rien dire, qu'à peine sortis de l'adolescence ils sont assurés, jusqu'au vertige, de leur droit de vie et de mort sur toute personne qui aurait le malheur de se trouver sur leur chemin... Leurs camarades, des gamins aussi arrogants et fragiles qu'eux, sont ces jours-ci au centre de nombreux faits divers relatés par la presse ivoirienne : un paysan abattu pendant qu'on lui volait sa mobylette et une petite commerçante trucidée devant le seuil de sa maison parce qu'elle tardait à leur remettre sa pauvre recette de six cents francs CFA...

Il serait bien évidemment absurde et même dangereux de résumer la Côte-d'Ivoire d'Alassane Dramane Ouattara à ces inquiétantes images. Non, elles sont juste le clin d'œil d'un passé récent, elles nous disent très peu sur ce que le pays est aujourd'hui ou même sur ce qu'il est en train de devenir. D'ailleurs, les journaux locaux que j'ai « feuilletés » en quelques clics consacrent certains de leurs articles à Didier Drogba, élu par une instance de la FIFA « meilleur buteur du ^{xxi}e siècle », juste devant l'Allemand Miroslav Klose ; on y annonce aussi la naissance de je ne sais quel quotidien d'infos générales et la validation d'une « Charte portant gestion des feux de brousse » à Oumé ; mais, comme bien souvent, l'attention des médias se concentre sur la formation du prochain gouvernement. L'establishment s'interroge : qui aura quel strapontin ? Apparemment, c'est la grande question, après un conflit ayant causé la mort de trois mille personnes et laissé l'économie ivoirienne sur le carreau...

Ce que je viens de te décrire, ce sont les deux faces de la même médaille et s'il fallait résumer cela on parlerait d'une situation de ni paix ni guerre. Cet insidieux entre-deux est en définitive plus troublant et corrosif qu'un conflit ouvert : si longue et meurtrière soit-elle en effet, une guerre déclarée est au moins perçue comme passagère puisqu'on en espère toujours, de manière plus ou moins raisonnable, la fin.

La résignation au pire, à une insécurité en quelque sorte endémique, n'est pas propre à la Côte-d'Ivoire, elle est également perceptible dans les pays secoués il y a peu par de soudaines

explosions de colère. En Tunisie, en Égypte et dans d'autres lieux emblématiques du « printemps arabe », la gueule de bois a très vite succédé au quart d'heure de gloire qui leur a valu l'honneur d'ouvrir des semaines durant les journaux télévisés du monde entier. Entre bloggeurs romantiques et ardents cris de liberté, la vie était belle sous les regards attendris des reporters en gilets pare-balles de la BBC et d'Al Jazeera mais, disons-le franchement, la vie d'après s'est révélée beaucoup moins drôle. En vérité, le retour à la normale a soudain donné l'impression au citoyen lambda que l'espérance n'est tout de même plus ce qu'elle était...

On s'entend, bien évidemment, Aminata. Je ne suis pas en train d'instruire le procès d'un quelconque « printemps ». J'admets au contraire que même le grand dérangement qu'il a causé ici et là est parfaitement compréhensible. Puisque le principal atout d'un pouvoir tyrannique est sa stabilité, il est logique que son effondrement soit suivi d'une période de transition incertaine, voire douloureuse. Mais il ne faut pas non plus se voiler la face : ce moment-là est justement propice à toutes les dérives liberticides. Aussitôt remballées les caméras des médias internationaux, les nouveaux dirigeants – à ce jour, tous, sans exception, sont des poulains de l'Occident et de ce mystérieux petit royaume appelé Qatar ! – se sentent les mains libres pour assouvir leur soif de vengeance.

À l'heure où je t'écris ces lignes, ils sèment la terreur en Libye. Ce matin, il a plutôt été question, aux infos, de l'Est libyen, la Cyrénaïque, qui a proclamé avec fracas son autonomie lors d'une réunion de trois mille représentants de tribus à... Benghazi. Il y a tout lieu de croire qu'il s'agit là d'un mouvement d'humeur sans conséquence et non le premier pas vers une réelle sécession. En attendant, la mort rôde entre Tripoli, Bani Walid et Syrte. Ici aussi, c'est la vie des citoyens ordinaires qui est littéralement devenue un enfer. À défaut d'être un lieu idyllique, le pays que tel minable philosophe parisien a l'outrecuidance d'appeler « ma pauvre petite Libye » avait au moins le mérite d'exister sur la carte, grâce à sa prospérité et à cette stabilité, certes ambiguë, dont je viens de te parler. On s'attendait à ce qu'elle tombe dans l'escarcelle des « libérateurs » étrangers mais rien ne s'y passe comme prévu. Le pouvoir étant au bout de leurs fusils, des bandes armées rançonnent la population et narguent de nouvelles « autorités » qui ont surtout peur de se faire remarquer. On ne sait toujours pas pourquoi l'administration Bush a mis à genoux l'Irak. La même question risque de se poser longtemps au sujet de la Libye. Il est logique de supposer que c'était pour contrôler les ressources de ces deux pays. Sauf qu'ils sont plongés dans un

chaos si terrifiant que plus personne n'ose s'y aventurer ! En somme, on les a détruits pour rien.

Si la Libye reste un casse-tête, c'est aussi et surtout parce qu'il est difficile de se ranger, même deux ans après, aux côtés de Mouammar Kadhafi. Qui était réellement cet homme ? Certes, quand il s'empare du pouvoir à l'âge de vingt-six ans, c'est sans aucun doute au nom d'un certain idéal d'équité et de progrès social. Mais, enivré par son autorité absolue sur un riche État pétrolier, il va peu à peu se détacher du réel, s'imaginant par exemple pouvoir se payer à coups de millions d'euros le silence, et peut-être même l'amitié, du candidat Sarkozy. C'était un calcul stupide, car ce sont ces largesses – d'autres dirigeants occidentaux en ont bénéficié, même si on ne parle que des chefs d'État africains – qui ont en définitive signé son arrêt de mort. C'est précisément parce qu'ils avaient pris sous la table son argent, l'argent du Trésor libyen, qu'il était important pour les politiciens européens que Kadhafi ne survive pas à la chute de son régime. Il était hors de question de le laisser, avec sa grande gueule, transformer un éventuel procès en tribune politique et en profiter pour balancer quelques révélations embarrassantes. Il aurait dû savoir que Tony Blair, Silvio Berlusconi et Nicolas Sarkozy ne sont pas des enfants de chœur, qu'il ne servait à rien de jouer au plus malin avec eux. Le sentiment d'invulnérabilité des autocrates finit presque toujours par les faire sombrer dans un délire aigu. Et à la fin de sa vie, Kadhafi ne semblait assurément plus avoir toute sa tête. Si presque tous ses visiteurs l'ont décrit comme un être constamment sous l'emprise de l'alcool et de la drogue, il doit y avoir un peu de vrai là-dedans. Je n'ai personnellement pas attendu les terribles événements que tu sais pour en faire le constat et même le dire, lors de simples conversations amicales, bien sûr. En 2009, je résidais encore à Tunis, dans le quartier Al Manar, et on pouvait voir en plusieurs endroits de la ville des portraits géants du Guide libyen. Je ne suis presque jamais passé devant de telles images sans les observer attentivement et j'ai chaque fois fait remarquer à mes copains que Kadhafi avait, manifestement, fini par avoir les traits d'un individu profondément dérangé. Je disais cela sans méchanceté et je savais d'ailleurs bien que ces photos étaient de sincères témoignages de reconnaissance à l'égard de celui qui avait fait construire des centaines de logements gratuits pour des Tunisiens démunis. On pouvait ainsi surprendre sur les murs des quartiers défavorisés de Tunis, d'un seul coup d'œil, à la fois le masque et le visage du Guide de la Jamahiriya. Ou, pour le dire autrement : ce qu'il était et ce qu'il jouait à être. La personne et le personnage. Le second,

confondant panache et excentricité, n'était même pas conscient que ses tenues outrancièrement bariolées et ses faux airs de dur – mâchoire volontaire, lunettes noires – faisaient surtout rire. Mais c'est l'autre Kadhafi, panarabe et panafricain, toujours prêt à faire le coup de poing avec les puissants de la terre et leurs valets, le créateur de la compagnie aérienne Ifriqiya, que les petites gens ont pleuré à Damas, Dakar, Maputo et Johannesburg.

Tu soulignes à juste titre à quel point sa générosité pouvait être à la fois sincère et arrogante. C'est qu'il était apparemment convaincu que son argent lui donnait tous les droits. Mais si nombre de ses homologues le trouvaient insupportable, il dérangeait beaucoup moins leurs opinions publiques. Voilà pourquoi, dès que le plan occidental en vue de sa liquidation physique est entré dans sa phase active, des images si différentes de l'homme et de son projet politique sont violemment entrées en collision. Tu vois bien de quoi je parle puisque, pendant les frappes de l'Otan, nous avons souvent fait circuler dans notre cercle d'amis toutes sortes d'articles sur Kadhafi. La plupart essayaient d'expliquer les raisons de l'acharnement quasi morbide de l'Occident contre lui. Quelques supporters enthousiastes lui prêtaient, entre autres, l'intention de créer une monnaie africaine unique et même de substituer le swahili à l'anglais dans les institutions panafricaines. Il y avait à boire et à manger dans cette avalanche d'infos, mais le quiproquo était de toute façon inévitable s'agissant d'un leader qui n'éprouvait aucune gêne à se laisser guider par ses humeurs, disant ou décidant au gré des jours le meilleur et le pire. Panafricaniste dans l'âme – ses décisions politiques majeures le prouvent –, il n'a pourtant pas hésité, pour s'attirer les bonnes grâces de l'Occident, à repousser des milliers de candidats subsahariens à l'émigration vers le désert et vers une mort certaine. Mais peut-être le principal reproche qu'on pourrait faire à Kadhafi, c'est de n'avoir pas su partir à temps. C'est toujours une grave faute pour quiconque d'être aux avant-postes pendant de si longues années : dans un monde qui change à vive allure, beaucoup trop d'époques et d'idées contradictoires finissent par se télescoper dans la tête du soi-disant Père de la Nation, et il en vient à son insu à parler une langue que les nouvelles générations ne peuvent absolument pas entendre. Les jeunes Libyens ont, logiquement, été les plus nombreux à vouloir en finir avec le régime de Kadhafi. Ils espéraient cependant le faire chuter par des marches aussi pacifiques que courageuses, dans l'esprit du printemps arabe originel. Mais un agenda bien plus pervers a littéralement vampirisé le leur. Nous sommes ici au cœur du problème : en Libye comme dans les pays voisins, des

économies ont été détruites, ou de nouveau asservies, en échange d'une liberté d'expression certes précieuse mais que l'on confond trop vite avec une démocratie authentique. Cela s'appelle se faire payer en monnaie de singe. La pagaille généralisée que l'on observe en Libye ne peut être tenue pour un simple accident de parcours, elle va surtout aggraver au cours des décennies à venir les souffrances des plus démunis.

Et l'Afrique subsaharienne dans tout cela, me diras-tu ? J'ai entendu beaucoup de gens, et toi aussi sans doute, faire des blagues sur le titre que s'était conféré Kadhafi de « Chef des chefs africains ». Je n'ai presque jamais discuté avec un Occidental de la guerre en Libye, même avec de bons camarades, sans qu'on ne me sorte en ricanant cette grosse ânerie. Sous-entendu : « Le tyran libyen vous pissait son fric à la gueule, et c'est normal que vous soyez les seuls à le soutenir ! » La bonne question, ici, c'est : comment naissent donc les stéréotypes ? Kadhafi « arrosait » sûrement nos présidents – pas tous et, encore une fois, pas eux seuls – mais qu'avons-nous à voir là-dedans, toi, moi-même et des millions d'autres Africains anonymes ? À mon avis, nos dirigeants ont tellement donné au monde l'image de mendiants que leur réputation de vénalité, quasi spontanée, s'étend à l'ensemble du continent. Quant à Kadhafi, il a peut-être beaucoup regretté ses dérisoires extravagances dans ses derniers instants. Il ne se doutait pas en effet qu'en se faisant couronner « roi africain » de manière aussi grotesque il discréditait à l'avance les efforts de l'Union africaine en vue d'une solution politique. Tu avais toi-même envie de lui dire, les yeux dans les yeux, tes vérités. Tu as bien raison de douter, hélas, de son aptitude à entendre les voix qui, sur le continent, voulaient lui apporter un soutien critique sans flagornerie.

À présent que tout est fini, ne laissons pas les questions de fond se noyer dans le marigot des préjugés et des railleries faciles. Voici ce que, personnellement, j'ai à dire haut et clair : en tant que Sénégalais, j'ai été sensible au fait que Kadhafi a œuvré avec constance et conviction au rapprochement entre l'Afrique subsaharienne et le monde arabe. Et la vérité, la stricte et triste vérité, c'est que cela a été retenu contre lui par un grand nombre de Maghrébins. À Tunis, au moment où le sort de Kadhafi était déjà manifestement scellé, il n'était pas rare d'entendre des gens pourtant éduqués – je me souviens en particulier d'un couple de journalistes « progressistes » – s'en féliciter et lui faire grief, entre autres, d'avoir pactisé avec des « Africains » porteurs du virus du sida... J'ai réellement eu du mal à comprendre comment on pouvait en même temps reprocher à Kadhafi ce qu'il avait fait de

plus abject (exécutions extrajudiciaires, tortures à la prison d'Abou Selim) et ses plus nobles actions, à savoir l'ouverture du marché du travail libyen aux migrants subsahariens et la protection, à géométrie variable il est vrai, de la minorité noire de son pays.

Je te crois volontiers quand tu me dis que vous avez écouté, horrifiés, les récits des rescapés maliens de la « révolution » libyenne ! Leurs témoignages, même s'ils ne pourront jamais porter aussi loin que nous l'aurions souhaité, sont une des rares tentatives de rompre la conspiration du silence sur leur calvaire. Il y a eu des pogroms anti-Noirs en Libye, des tribus arabes – les Ould Sleimane ne sont que les plus en vue – se sont rendues coupables de toutes sortes d'atrocités contre les Toubous, et à Tawargh, du côté de Misrata, un des nombreux groupes semant la terreur se faisait clairement appeler « Brigade pour l'éradication des esclaves à la peau noire ». La situation n'est certes pas simple car les Toubous, brimés aussi par Kadhafi, ont été parmi les premiers à prendre les armes contre lui après le soulèvement de Benghazi... Leurs leaders disent le regretter amèrement aujourd'hui car leur oppression, surtout politique sous l'ancien régime, est devenue en plus haineusement raciste. Une amie de Tunis me rappelle souvent avec indignation que le premier kadhafiste, ou supposé tel, lynché par la foule à Benghazi était un Noir.

Quant aux migrants, ils ont simplement été victimes de leur vulnérabilité dans une société totalement dérégulée. Le nouveau gouvernement ferme les yeux sur cette épuration ethnique qui pourrait, au-delà de la Libye, rendre encore plus visible partout dans le monde cette fracture entre Noirs et Arabes dont je t'ai déjà parlé. Douloureuses dans le passé, nos relations sont toujours restées ambiguës mais une certaine gêne a toujours empêché d'en discuter. Je suis surpris de constater que les intellectuels arabes de par le monde, si prompts à dissenter sur un certain « printemps », n'ont presque jamais dénoncé ce racisme meurtrier. Les événements de Libye offrent une excellente occasion de faire sauter ce tabou et il ne faudra pas s'en priver. Ce sera par exemple l'occasion de revenir en toute sérénité sur l'affaire des « mercenaires africains ». Existait-elle seulement, cette « garde noire », ultime et redoutable rempart de Kadhafi ? Toutes les enquêtes de terrain, y compris celles de Human Rights Watch et d'Amnesty International, prouvent le contraire. Cela n'a pourtant pas empêché la presse internationale de mentionner à tout bout de champ ces « mercenaires africains » et même de reprendre à son compte l'étrange information selon laquelle Kadhafi venait de

faire distribuer à ses soldats noirs des caisses de Viagra pour qu'ils puissent violer sans désespérer les femmes libyennes ! Tu penses peut-être qu'aucun adulte sensé ne peut s'abaisser au point de gober de telles foutaises. Eh bien, c'est que tu n'as pas vu sur ta télé Luis Moreno Ocampo, procureur de la Cour pénale internationale, sortir d'une réunion à New York et déclarer devant une forêt de micros : « Oui, oui, nous avons appris cette affaire de Viagra dont Kadhafi aurait passé commande, nous la prenons très au sérieux et nous allons ouvrir une enquête ! » C'était vraiment à la guerre comme à la guerre ! Sauf que le procureur de la CPI est quand même supposé jouer, au moins en public, la comédie de la neutralité. De telles fables se nourrissent en tout cas de dangereux fantasmes sur l'hypersexualité des Noirs. Ce dernier point n'est pas négligeable, car on en mesure la prégnance dans l'imaginaire arabe dès les premières pages des *Contes des mille et une nuits*. On ne peut donc s'étonner que la situation reste difficile et parfois tragique pour les Noirs, étrangers ou nationaux, dans l'Afrique du Nord post-révolutionnaire. Laisse-moi te dire ici deux mots sur le camp de réfugiés de Choucha, en Tunisie, auquel Sophie Bachelier et Djibril Diallo sont en train de consacrer un film. Très grand, il a accueilli jusqu'à vingt mille personnes, presque tous des Subsahariens ayant fui la Libye voisine. Rapidement, on les a présentés comme des « mercenaires africains de Kadhafi » et à deux reprises, en mai 2011 et en mars 2012, les jeunes de Ben Gardanne, ville tunisienne située à 25 kilomètres, ont attaqué le camp. Au cours de la première agression, ils l'ont partiellement incendié et tué une vingtaine d'Africains. Et pendant ce temps où étaient les forces de l'ordre tunisiennes ? Eh bien, la Garde nationale, présente sur les lieux, n'a cru devoir intervenir que pour faire des cartons sur les malheureux Nègres qui essayaient de s'enfuir vers le désert !

Connaîtrons-nous jamais le fin mot de tous les événements auxquels on a donné le nom générique et visiblement trop généreux de « printemps arabe » ? Personne ne pouvait en outre prévoir que le seul vrai vainqueur de ces bouleversements serait un islamisme modéré, expression qui a le don de mettre en colère, soit dit en passant, certains intellectuels arabes. En tout cas, il faudra trouver une explication politique aux victoires électorales de cette mouvance. Mais même la confiance des plus défavorisés ne suffit pas à la légitimer aux yeux de la prétendue « communauté internationale », loin s'en faut : ses leaders savent qu'ils doivent surtout donner des gages de leur « modération » à un Occident suspicieux, analysant leurs moindres faits et gestes.

Quoi qu'il en soit, il est difficile de se faire à l'idée que le

geste de désespoir de Mohamed Bouazizi a si radicalement changé la face du monde. C'est surtout la soudaineté de ces soulèvements, dans les États apparemment les plus forts, qui continuera pendant longtemps de nous impressionner. Et personne n'avait prévu un si profond bouleversement. Je n'oublierai jamais la conversation que je vais te raconter. J'étais au Mozambique quand j'ai entrevu en décembre 2010 sur la BBC une « brève » relative à la tentative de suicide par le feu d'un jeune de Sidi-Bouزيد. De retour en Tunisie, j'ai demandé à mes amis de quoi il retournait. Un seul d'entre eux était vaguement au courant et il ne prenait pas l'affaire au sérieux. Trois semaines plus tard, le tout-puissant Ben Ali prenait la fuite vers Ryad. C'est dire si le choc a été brutal ! Comme Moubarak et Ben Ali se seraient amusés si quelqu'un avait osé leur dire en novembre 2010 : « Excellences, vous ne serez plus rien dans quelques jours... » ! La Syrie et le Yémen ne se voyaient pas non plus dans l'œil du cyclone mais s'il est un homme qui ne croyait absolument pas son heure venue, c'était bien le colonel Kadhafi, si confortablement installé sous sa célèbre tente qu'au début de la crise électorale ivoirienne il n'hésita pas à lâcher sur un ton négligent : « Gbagbo ? Balancez donc quelques bombes sur son palais et qu'on n'en parle plus ! » On accuse le pouvoir de rendre fou : il rend surtout aveugle et sourd. Gbagbo et Kadhafi se sont réconciliés sur la même rive du désastre et aujourd'hui à Abidjan et Tripoli, c'est le printemps des fantoches.

Avec le meilleur de mon amitié,

b

Bamako, mardi 24 juillet 2012

Mon cher Boris,

Je suis allée ces deux derniers mois d'un pays à l'autre – France, Canada, Brésil, Algérie, Tunisie – pour le lancement de *L'Afrique mutilée*, essai coécrit avec Nathalie M'Dela-Mounier, et pour prendre part à différentes rencontres internationales. Inutile de te dire que le Mali était dans tous les esprits. Je m'attendais bien sûr à être interpellée partout sur le putsch du 22 mars, très difficile à analyser de loin, et ça n'a pas raté. Ce qui m'a frappée cependant, c'est qu'on renvoyait systématiquement dos à dos les djihadistes, la rébellion touareg et les auteurs du coup d'État militaire. J'ai entendu des réflexions particulièrement simplistes imputant au capitaine Amadou Haya Sanogo la responsabilité de la percée du MNLA et des salafistes. D'ailleurs, les images de la destruction des mausolées de Tombouctou par les derniers nommés passaient en boucle sur les chaînes de télévision et ces images-là ont eu, quoi qu'on dise, une charge émotionnelle très forte. Ce n'était pas de nature à faciliter les échanges. Mais puisqu'il s'agissait d'amis pour qui j'ai une grande estime, j'ai pris le temps de discuter avec chacun d'eux. Je n'ai donc eu aucun répit et c'est pourquoi je n'ai pas été en mesure de te répondre plus tôt. J'avoue qu'au milieu de tout ce tumulte j'avais hâte de t'écrire. Je dois dire que ce dialogue par lettres me va tout à fait, surtout en ce moment où il nous arrive si fréquemment de ne plus savoir où nous en sommes. Il me donne l'occasion de fixer mes idées et de faire ainsi le point à un niveau purement personnel.

Mes efforts de clarification auprès de mes camarades étrangers ont-ils porté leurs fruits ? Oui, en fin de compte, mais non sans mal. Les appareils de propagande sont si puissants que même ceux qu'ils matraquent reprennent à leur compte leurs messages. J'ai dû chaque fois donner à mes interlocuteurs des gages de mon objectivité. Je ne te le cacherai pas : je me suis souvent sentie comme meurtrie de devoir, du jour au lendemain, quémander la confiance de vieux compagnons de lutte. Dieu merci, nous avons fini par nous comprendre et j'en ai eu la preuve au moment des adieux, car leurs poignées de main étaient plus

franches et réconfortantes qu'au début de nos retrouvailles.

La partie n'est pas pour autant gagnée, car pour quelques personnes que l'on a réussi à convaincre, il y en a des milliers et des milliers qui ne jugent même pas utile de s'intéresser de plus près aux faits. Ce n'est pas une raison pour se décourager. Dans un sens, chaque être humain est à lui seul le monde entier, et il suffit souvent d'une minorité informée et résolue à agir pour porter une société vers l'avant. Dans des moments aussi difficiles que ceux que traverse le Mali, l'écoute des populations est plus forte, à cause de leur désarroi, et il ne faut pas rater le rendez-vous avec elles. Je parle ici des opportunités d'éducation citoyenne qui s'offrent et qu'il nous faut savoir saisir.

En somme, ce n'est pas forcément en s'adressant aux foules du haut des tribunes que l'on peut être le plus efficace. Rien ne vaut la palabre à deux, quand les mots vont de l'un à l'autre sans démagogie, les yeux dans les yeux. Une expérience particulière a renforcé chez moi cette conviction. Il s'agit de ma rencontre à Paris avec un jeune Malien influent, Gassama, qui souhaitait avoir un échange avec moi. Nous avons fait connaissance par l'entremise de Lamine Camara, un ancien du Centre Amadou Hampaté Bâ de Bamako, actuellement établi en France.

Mais pendant que nous attendons Gassama devant un cyber-café parisien, un travailleur émigré malien passant par là me reconnaît et s'arrête pour me saluer. Il s'appelle Ousmane T. et, à sa manière de me regarder, je sens qu'il souhaite se confier à moi. Comme il reste toutefois silencieux, l'air interrogateur, je lui lance, question de dire quelque chose à ce compatriote inconnu : « Comment ça va ? » À ce moment il déclare en détachant bien ses mots : « C'est à moi de vous poser la question, Aminata. Comment va le Mali ? » En réponse, je lui propose de se joindre à notre groupe. Nous sommes entrés dans le premier café venu, j'ai partagé avec eux ma lecture de la situation au pays et répondu à leurs questions. Ousmane, qui se rendait au travail lorsqu'il m'a vue et interpellée, était pressé. Avant de nous quitter, il a dit avec gravité : « Nous avons peur, Aminata. Peur de ne plus avoir de pays où retourner, alors que nous ne sommes pas chez nous, ici en France. Je le dis surtout pour nos enfants et nos petits-enfants. Que vont-ils devenir ? Où vivront-ils ? Que Dieu veuille sur toi et tes semblables, vous qui défendez la dignité de notre cher Mali. »

Ma discussion avec le jeune Gassama a été, au contraire, assez laborieuse au début. Rien d'étonnant à cela : il est membre de l'un de nos grands partis politiques obsédés par le coup d'État du 22 mars, qui est pour eux le premier, voire l'unique, problème à résoudre. Nous nous sommes heureusement détendus au fil des

minutes et la profonde connaissance par Gassama des réalités maliennes ainsi que son parcours de jeune émigré imprégné des questions macro-économiques et géopolitiques nous ont permis de mieux nous entendre. Lamine me rapportera plus tard que Gassama, qui lui avait dit mieux saisir désormais mes prises de position et la logique de mon raisonnement, se livrait à son tour à un sérieux travail d'explication auprès de nos concitoyens de France.

D'autres rencontres en cercle restreint ont eu lieu, comme celle organisée à l'Ile-Saint-Denis par Cheick. Il est venu nous chercher, Antonia, une amie portugaise, et moi-même pour nous conduire dans cette localité où vit une importante communauté malienne. J'y ai retrouvé avec émotion Youma, une femme de grande qualité, que j'avais eu l'occasion de recevoir au Centre Amadou Hampaté Bâ à Bamako. Et je dois avouer qu'elle n'a pas été la seule à m'impressionner. J'ai rarement été en contact avec des femmes aussi remarquables que celles avec qui j'ai parlé ce jour-là. Et ne crois surtout pas que j'aie été ménagée par mes auditeurs. Non, les enjeux sont tels que chacun a bien senti que c'était le moment où jamais de livrer ce qu'il gardait jusqu'ici tapi au plus secret de son cœur. L'un des participants n'a pas hésité à me dire qu'il m'a maintes fois attaquée publiquement parce que je l'avais déçu. Je ne suis pas sûre de l'avoir totalement fait changer d'avis, mais il y a eu une vraie écoute de part et d'autre et nous avons fini par convenir que, dans les circonstances actuelles, le plus important était de méditer les enseignements des deux dernières décennies en vue de donner une seconde chance au Mali. Face à ces émigrés, je n'ai pu m'empêcher d'évoquer une nouvelle fois le rejet par Amadou Toumani Touré des accords de réadmission des sans-papiers que cherchait à lui imposer coûte que coûte Nicolas Sarkozy. Son sursaut d'orgueil a eu un prix très élevé pour mon pays, ainsi que j'aime à le rappeler. À présent que Touré, dans son exil dakarois, est oublié de tous et se trouve plus bas que terre, on peut au moins le créditer de son refus de s'associer à une entreprise aussi infâme. Même si on se doute bien qu'il n'a résisté à l'Élysée que contraint et forcé, et peut-être la peur au ventre, seul importe au final ce que l'Histoire retiendra. Sur ce point aussi, mon auditoire de Saint-Denis et moi-même n'avons eu aucun mal à être en phase.

Oh ! Les rapports avec mes compatriotes n'ont pas toujours été aussi intelligents, voire affectueux, dans l'adversité. Tu connais nos intellectuels, ils ont un mal fou à se défaire des leçons qu'ils ânonnent depuis toujours et qui leur tiennent lieu de réflexion, soit dit sans vouloir les offenser. Leur prêt-à-penser

tient en quelques mots – droits de l’homme, calendrier républicain, etc. – tout à fait respectables mais qui ne sauraient servir à simplifier grossièrement des situations politiques d’une infinie complexité. Fiers de ce qu’ils appellent leur réalisme, ils me présentent volontiers comme une utopiste. Ça, c’est quand ils sont gentils : l’un d’eux m’a une fois glissé avec un petit sourire qu’ils sont un certain nombre à se demander si je n’ai pas perdu la raison. Je ne me suis pas donné la peine de lui répondre sur le coup, par lassitude sans doute. Ce n’est pas que j’aie l’habitude de me laisser faire, je réagis même très vivement quand il le faut, mais parfois il suffit d’un seul idiot pour que vous sentiez le souffle de la défaite balayer votre visage, pour que vous vous disiez que nous sommes bien trop loin au fond de l’abîme pour seulement espérer en sortir un jour.

Il y a aussi la question de la violence, pas celle que l’on subit mais celle que l’on est tenté de juger salvatrice. Des migrants expulsés de Libye et des chômeurs m’ont ainsi demandé : « Faut-il prendre les armes pour se faire entendre ? » Pour ces jeunes qui n’ont jamais entendu parler de Frantz Fanon, ce n’était pas là de la spéculation théorique, mais littéralement une affaire de vie et de mort. Que le Malien qui ne se sent pas pris parfois de vertige leur jette la première pierre ! En très peu de temps, nous avons eu droit au putsch institutionnel de la « communauté internationale », au coup d’État militaire du 22 mars 2012 et à l’occupation de Kidal, Gao et Tombouctou par des rebelles touareg et des djihadistes étrangers. La criminalité transfrontalière, déjà bien présente dans la zone avant ces événements, n’a pu que prospérer sur un terreau aussi fertile. M’étant beaucoup élevée contre la tendance à jeter sans cesse de l’huile sur le feu, j’ai dit à ces aspirants à la lutte armée qu’ils peuvent se battre sans prendre le fusil, en étant même assurés d’une plus grande efficacité.

Mon cher Boris, à paramètres nouveaux, logiques nouvelles. La notion même de résistance doit changer de forme comme de contenu. J’entends par là que résister, ça ne doit plus simplement consister à défier au niveau national tel ou tel dictateur. Il s’agit aussi et surtout, à l’heure de la mondialisation néolibérale, de déconstruire le modèle de coopération secrétant à la fois l’insécurité économique – source de toutes les autres – et de museler les chiens de garde locaux.

Tout compte fait, les vieux pays industrialisés, convaincus que les ressources de la planète leur reviennent de droit, s’en tiennent à leurs pratiques habituelles. Voilà pourquoi une grande partie des malheurs du continent provient de ses richesses

naturelles. Si nous n'y prenons pas garde, il se pourrait bien que l'implosion du Nord-Mali soit l'étincelle qui mettra le feu à la plaine, je veux dire à tout le Sahel.

Mais, au-delà de notre région, de plus en plus de pays sont, depuis une dizaine d'années, à feu et à sang. De l'Irak à la Syrie, en passant par le Soudan, l'Afghanistan, la Libye et la Côte-d'Ivoire, les enjeux et les contours des crises sont désormais clairs. La paix du monde est tributaire de la lutte de l'Occident pour le maintien de son emprise sur le reste de la planète.

Ma prise de conscience de ces réalités ne date pas d'aujourd'hui. Je suis l'ancienne ministre de la Culture et du Tourisme du Mali qui, modestement, a tenté de soustraire ces deux secteurs à la pernicieuse logique du tout-marché, en favorisant la réappropriation de certaines initiatives par les populations des régions aujourd'hui meurtries du Nord.

« Tombouctou 2000 » avait été conçu comme la première étape d'un développement culturel et touristique centré sur les Maliennes et les Maliens, respectueux des savoirs locaux et des écosystèmes. J'ai découvert, à cette occasion, qu'au sommet de l'État, certains politiciens – différant en cela des véritables hommes d'État – sont capables d'entraver les plus belles initiatives quand elles ne servent pas leurs mesquins calculs du moment. Il en a été de même avec le pavage des rues que j'ai lancé en Commune II de Bamako et qui s'inspirait de cette philosophie de la responsabilité citoyenne.

Cette dernière ambition, les hommes politiques n'ont jamais pu en saisir la portée. Chaque fois que je me suis trouvée en conflit avec eux, c'est qu'ils me suspectaient de vouloir chasser sur leurs terres.

Je m'étais fait des illusions en croyant pouvoir m'entendre avec Alpha Oumar Konaré. Nous avons tous tendance, tu le sais bien, à nous imaginer qu'un intellectuel ayant eu un certain parcours politique fera un bon démocrate une fois au pouvoir. Rien n'est moins certain. Je peux te dire qu'avec lui je me suis sentie constamment surveillée, car il n'était pas assuré de ma « loyauté », une critique que ces chantres de la liberté d'expression formulent contre tous ceux qui osent discuter les opinions du Grand Chef.

J'avoue avoir eu une meilleure relation avec Amadou Toumani Touré. Faut-il s'étonner que le soldat ait été plus ouvert et tolérant que l'universitaire ? Je te laisse juger. Quant à moi, je tiens à témoigner pour l'Histoire : tout en sachant que je récusais son modèle de développement, Touré n'en a conçu ni haine ni agressivité à mon égard. Il s'est même rendu dans mon quartier,

en signe d'encouragement, lors de nos actions de pavage. Le projet, engagé avec le soutien de la coopération luxembourgeoise, a été une réussite totale parce que conçu et mis en œuvre par les populations elles-mêmes. Mon seul motif d'amertume avec Att, c'est qu'il n'ait pas essayé d'étendre un concept aussi performant à l'ensemble de la ville de Bamako. Mais cela relevait de son choix politique. Je préfère rappeler ici avec gratitude que ce sont les présidents Hugo Chavez et Touré qui ont rendu possible par leur soutien financier notre Forum polycentrique de Bamako. Att a en outre accepté de présider une autre de nos manifestations, tenue à Sélingué en 2007 : le Forum international sur la souveraineté alimentaire « Nyéléni ».

Tout cela ne veut pas dire que nous n'avons pas eu de petits accrochages de temps à autre. Je crois par exemple l'avoir terriblement énervé lors d'une « Journée sur le développement de l'Afrique » organisée par le commissaire européen Louis Michel. Après le discours de ce dernier où il annonçait une sorte de prime substantielle pour la bonne gouvernance, je lui ai demandé de nous rendre, de grâce, nos dirigeants. Dans mon esprit, cela signifiait : « Arrêtez donc de tenir nos chefs d'État en laisse, arrêtez de les juger selon l'idée que vous vous faites de notre développement ! » Le président Touré n'a pas du tout apprécié ces paroles de bon sens. Son effroi était visible et j'ai bien deviné à quoi cela était dû : quand les Toubabs promettent des milliards à votre pays et vous félicitent d'être une sorte de modèle, on est supposé se confondre en remerciements et peut-être même, pourquoi pas, faire battre le tam-tam pour une danse endiablée et joyeuse ! Et moi, au lieu de chanter leurs louanges, je semblais décourager ces fameux « partenaires » que nous devons traiter comme des Dieux ! Figure-toi que, quand je me suis dirigée vers lui pour le saluer après la conférence, cet homme habituellement d'une exquise courtoisie a pressé le pas d'un air furieux pour n'avoir pas à me serrer la main.

Des incidents comme celui que je viens de te raconter me rendent encore plus précieuse une liberté de ton que je n'aurais jamais eue si j'avais pris la carte d'un parti.

Je peux ainsi choisir mes armes et mes priorités, mais aussi décider du terrain de mes luttes. Si je me suis investie corps et âme dans le « Mouvement social mondial », c'est parce que j'ai bien mesuré les limites et les ambiguïtés de l'action partisane dans mon pays.

Pour jouer un peu sur un slogan qui nous est cher, je pense qu'une autre société civile est possible au Mali. Elle est en construction depuis la création du « Forum social africain », à

Bamako, en 2002. Ce mouvement est irremplaçable en ce sens qu'il offre à chacun de nous la possibilité d'articuler le local au global et de situer en plus de nos responsabilités, celles des dominants. Cela me vaut beaucoup plus d'hostilité que d'habitude, mais il en faut d'avantage pour m'impressionner. Te rends-tu compte que certains n'ont pas supporté cet intérêt pour les affaires d'un pays, qui est après tout le mien ? Qui sont-ils donc, ces censeurs ? Ils forment un club chic où le ticket d'entrée est la condamnation du putsch de Sanogo. Tous ceux qui refusent cette logique simpliste, voire puérile, sont voués aux gémonies. Et c'est connu, il n'y a que le premier dénigrement qui coûte. On m'a donc accusée d'être une ennemie de l'unité africaine à cause de mes critiques contre la manière dont la Cedeao a géré cette crise. L'une de mes meilleures amies m'informe que, selon certaines sources, je passe pour celle qui aurait empêché l'avion des chefs d'État de cette organisation régionale d'atterrir à Bamako je ne sais plus quel jour d'avril. Je n'ai jamais rien entendu de plus ridicule et le simple fait que l'on me prête un tel pouvoir en dit long sur le manque de sang-froid de certains de nos décideurs dans les moments critiques. Quant au fond, je n'ai en vérité rien contre la Cedeao. Utilisée à bon escient, elle peut nous aider à faire front contre ceux qui cherchent à nous imposer en toutes circonstances leur bon vouloir. Il se trouve qu'il m'a suffi de la voir à l'œuvre au Mali pour perdre de telles illusions. J'ai surtout réalisé à quel point elle pouvait être dangereuse en cas de conflit grave. Aussi ai-je organisé avec des camarades du Mali, du Sénégal et du Bénin un débat dans le cadre de ce que nous avons appelé la « Cedeao des peuples ». C'était aussi une façon pour nous de souligner l'inaccessibilité de nos dirigeants. Pas un de nos présidents africains ne se distingue aujourd'hui par une approche non partisane du dialogue politique. Ils ne veulent discuter qu'avec les partis, sans doute pour être sûrs d'évoluer en terrain connu, mais ce choix les met en déphasage avec une partie significative de leur peuple. Savoir parler avec la société civile critique les aurait pourtant aidés à convaincre leurs parrains étrangers qu'ils sont obligés de tenir compte d'une opinion publique forte et vigilante. Le meilleur exemple est cette agression contre la Libye. Ils n'en voulaient pas, mais si l'Occident ne les a pas écoutés, c'est qu'ils savaient chacun d'eux livré à lui-même.

À très bientôt,

Amy

Saint-Louis, vendredi 17 août 2012

Ma chère Aminata,

Ta dernière lettre porte exclusivement sur la situation au Mali. Le contraire m'aurait étonné car je sais que l'expression « avoir mal à son pays », forgée par Neruda à propos du Chili, s'applique parfaitement à toi ces derniers temps. Ici, au Sénégal, nous suivons depuis bientôt cinq mois la situation chez nos voisins avec un mélange de stupeur et d'incrédulité. J'écoute d'ailleurs en ce moment Sud FM, une de nos radios privées où, entre parenthèses, j'ai travaillé dans une vie antérieure. Un invité vient d'y commenter longuement la visite de Soumaila Cissé au vainqueur quasi certain de la présidentielle, Ibrahim Boubacar Keita. J'ai lu ce qu'on en a dit il y a quelques jours sur vos sites d'information et je suppose que les journalistes maliens continuent à revenir encore et encore, avec des trémolos dans la voix, sur ce *happy end* si politiquement correct. Je comprends leur soulagement. D'une certaine façon, il y a eu plus de peur que de mal : un scrutin dont la tenue semblait insensée, voire particulièrement périlleuse, se conclut de belle manière. Ce geste de Cissé, chacun peut le juger à sa guise, en créditer l'auteur d'une certaine grandeur d'âme ou au contraire le trouver d'une parfaite hypocrisie. Il n'importe. Mieux vaut ce petit cinéma qu'un sanglant contentieux électoral. Je me permets cependant de te dire, de loin mais en toute fraternité, que les problèmes actuels du Mali sont bien trop graves pour se dissiper au lendemain d'une présidentielle réussie. Tout ce qui peut calmer les passions et favoriser le dialogue est bon à prendre, certes. Cependant, il ne sert à rien de danser d'un pied sur l'autre en répétant à l'envi le mot « démocratie » pour s'imaginer que le pire est passé. N'as-tu pas parfois l'impression, en discutant politique avec certains de tes amis, d'un déficit de sens du réel ? Je crois que nous tous avons de plus en plus tendance, pour ne pas perdre pied, à convertir les faits rapportés par les médias en *film de fiction*. Le chaos entrevu au journal télévisé devient ainsi au fil des reportages un récit suscité par notre propre imaginaire et les commentaires divers et variés des experts un doux bruit de fond.

Cette violence mentale est si meurtrière que beaucoup d'entre nous en sortent épuisés. Mais – fascinant paradoxe – plus les événements paraissent confus et chaotiques au commun des mortels, plus il est persuadé de pouvoir distinguer très clairement non pas entre la vérité et le mensonge, mais plutôt entre le cruel tyran et le politicien ordinaire, pas forcément génial, mais pas assoiffé non plus du sang de son peuple. Pour le dire en deux mots : entre le bon et le méchant *personnage* d'une grossière intrigue de série B. Voilà sans doute pourquoi l'exacte réalité importe si peu à ceux qui, une seconde après vous avoir reproché de « défendre Kadhafi, ce monstre », avouent n'avoir qu'une vague idée de la situation sur le terrain. Au final, il est assez bizarre que tant de gens n'aient même pas besoin de savoir de quoi ils parlent pour formuler des opinions sans appel sur les sujets politiques les plus brûlants.

Le massacre d'Aguelhok, commis froidement, la haine au cœur, en violation flagrante de toutes les lois de la guerre, est une date cruciale. En effet, le 31 janvier 2012, *exactement* une semaine après, les épouses, enfants et mères des militaires, lasses de voir ceux-ci se faire dépecer comme du bétail, décidèrent d'aller dire leurs quatre vérités au président Touré. La marche de ces femmes du camp de Kati au palais de Koulouba retiendra probablement l'attention des historiens. Tu en as parlé dans une lettre et je tiens à y revenir moi-même. Sans leur initiative dictée par le désespoir, il n'y aurait peut-être pas eu de coup d'État. Qu'ont-elles dit en effet au président ? Simplement ceci : « Nous sommes mariées à des hommes qui ont choisi le métier des armes, nous savons donc ce que signifie notre choix et nous sommes préparées à devenir des veuves à tout moment mais nous ne pouvons plus accepter qu'ils soient livrés à leur ennemi comme des animaux destinés à l'abattoir. Vous êtes le président de ce pays, et vous êtes aussi un officier supérieur, donnez-leur les moyens de se battre ! » Ainsi mis au pied du mur, qu'allait bien pouvoir leur répondre le chef de l'État à ces veuves au comble de la colère ? Eh bien, rien. Il ne sut pas quoi leur dire. Mais les épouses de militaires savaient, elles, à quoi s'en tenir bien avant de venir le voir. D'ailleurs toute la population savait : elle est toujours moins dupe que ne le croient les politiciens. Les marcheuses savaient, en plus de tout ce dont je viens de te parler, que le président désarmé en face d'elles avait fait preuve d'une coupable complaisance à l'égard des rebelles touareg ; qu'il avait cru pouvoir les neutraliser en nommant leurs chefs ministres, diplomates, directeurs de sociétés et en les cooptant, bien entendu, dans le haut commandement d'une armée qu'ils

n'avaient jamais renoncé, au fond d'eux-mêmes, à combattre. Lorsque l'heure de vérité est arrivée, ces tours de passe-passe se sont avérées une recette idéale pour la catastrophe. Les femmes de militaires n'ignoraient rien non plus du contraste entre la misère des Maliens ordinaires et une classe politique, opposition et pouvoir confondus, qui jonglait avec les milliards. Peut-être même l'une des dames en révolte a-t-elle évoqué le cas de ce jeune chef de parti, à l'époque probable successeur d'Att – son dauphin secret, à en croire une rumeur persistante –, qui s'était déjà fait livrer une centaine de 4×4, trente conteneurs de « Djakarta » et un mobile home pour porter, à l'américaine en quelque sorte, la bonne parole électorale dans le pays profond...

Mais à la fin des fins, le refus des militaires de servir de chair à canon pendant que les politiciens se livraient en toute inconscience à leurs jeux habituels a été le facteur déterminant. Le 22 mars, ils prennent le relais des marcheuses et vont demander des comptes au chef de l'État. Quelques jours plus tôt, une fête avait été, selon Eros Sana dans l'ouvrage collectif *La Guerre au Mali*, « organisée en grande pompe par la fille d'Att, Mabo, pour célébrer sa fortune de plusieurs milliards de francs CFA ». N'était-ce pas la provocation de trop au moment même où les villes du Nord tombaient l'une après l'autre ?

Tout cela peut expliquer, sans le justifier, le putsch de Sanogo. Ainsi que je te l'ai dit, autant il a suscité au Mali soulagement, compréhension, voire soutien actif, autant il a horrifié les Sénégalais. L'argument que j'ai le plus souvent entendu ici, c'est que la présidentielle du 29 avril était toute proche et qu'il fallait avoir la patience d'attendre. Mais attendre quoi ? Le remplacement d'Att n'aurait pas empêché le système, avec à peu près les mêmes hommes, de continuer à saper les fondements de toute une société. Les militaires étaient persuadés, à tort ou à raison, qu'au rythme où allaient les choses la guerre serait de toute façon perdue avant le scrutin. On peut dès lors comprendre leur refus de sacrifier leurs vies et celles de leurs hommes juste pour sauver de risibles apparences institutionnelles.

Ce qui me sidère aujourd'hui encore, c'est que l'on demandait aux Maliens ce que personne n'aurait jamais accepté : tenir, comme on dit avec une certaine coquetterie, le calendrier républicain au moment où la République n'était plus que l'ombre d'elle-même. Pour ne prendre que l'exemple de mon pays, que je connais tout de même assez bien, dans des circonstances beaucoup moins graves, des voix se seraient élevées de partout pour exiger que soit différée l'élection. Je vois d'ici nos militaires se demander à quoi jouent les politiciens et pourquoi il semble

leur importer si peu que nos villes du Nord – Matam, Podor, Saint-Louis, Louga, Kébémér... – soient occupées par l'ennemi. Personne n'aurait accepté qu'une présidentielle ait lieu dans un Sénégal amputé d'une bonne partie de son territoire et dont les soldats seraient en train de tomber par centaines au front, souvent à la suite d'innombrables atrocités.

Si mes concitoyens avaient été au courant de la situation exacte, ils n'auraient pas fait de fixation sur le capitaine Sanogo. Certes, ce dernier, sans être aussi délirant que le putschiste guinéen Dadis Camara, se montre parfois bien déroutant. J'apprends qu'il ne lui déplait pas d'être comparé à de Gaulle, ce qui est quand même une drôle d'idée, et toutes ces histoires au sujet de ses avantages d'ancien chef d'État sont tout simplement lamentables. Mais il s'agit moins dans cette affaire de sa personne que de ce que commandait le bon sens.

Le Nord-Mali sous le joug des barbares, nul ne sait de quoi demain sera fait et je ne peux que te souhaiter bon courage au moment de finir cette lettre.

Avec le meilleur de mon amitié,

b

Bamako, samedi 29 septembre 2012

Mon cher Boris,

Paris vient de déposer au Conseil de sécurité une résolution en appui, prétend-il, à la demande du président par intérim, Dioncounda Traoré, d'une intervention militaire au Nord. Je me suis souvenue tout à l'heure, en apprenant la nouvelle au journal télévisé, de la phrase de Mitterrand au temps de Bush père, juste avant la première guerre du Golfe : « Maintenant, les armes vont parler ! » Aujourd'hui, nous Maliens pouvons la reprendre en chœur, mais pas à la manière quasi jubilatoire de l'ancien chef de l'État français, que l'on sentait ravi de pouvoir donner une leçon à Saddam Hussein. Nous savons, au contraire, que c'est à nous de nous attendre au pire. La tension monte et, assez bizarrement, les rares personnes qui en parlent ici à Bamako se contentent de poser des questions ou de plaisanter sur le sujet, sans doute pour exorciser leur angoisse. Comme dit le proverbe, quand les éléphants se battent, c'est surtout l'herbe qui souffre. Des individus sans visage vont faire de notre pays un théâtre d'opérations militaires. Nous allons devoir subir, la peur au ventre, leur violence physique ou mentale car tous veulent décider de notre destin sans se soucier de notre avis. Le déploiement prévu ne sera africain que de nom, puisqu'il a été conçu pour servir les intérêts de la France dans le Sahel par le biais d'États totalement soumis à sa volonté. Dans mes moments d'abattement, de plus en plus fréquents, je me surprends à me demander ce qui empêche nos leaders de se rebeller, même un peu, contre ceux qui exigent d'eux qu'ils précipitent leur pays dans l'abîme. Je me dis aussi parfois que leurs homologues occidentaux doivent secrètement s'étonner de ne jamais rencontrer aucune velléité de résistance de leur part !

Le pire se prépare donc et le plus dur, c'est de voir certains Maliens piaffer d'impatience et crier sur tous les toits que cette guerre, absolument nécessaire, tarde hélas à éclater ! « On ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs », m'a lancé à la figure un de nos diplomates avec qui je discutais des dégâts potentiels d'une intervention armée dans les régions occupées du Nord. Le plus

drôle, ou peut-être le plus triste, c'est que notre va- t-en-guerre m'avait présenté quelques minutes plus tôt son fils, en me disant avec fierté qu'il était étudiant dans une université étrangère, là où lui-même était en poste... Le contraste était vraiment frappant, mais j'ai été tellement interloquée que je n'ai pas eu la force de lui demander s'il pensait que les jeunes soldats qui allaient devoir affronter Aqmi, Ançar Dine et le Mujao n'avaient pas le même droit que son brillant rejeton à une bonne éducation, s'il pensait sérieusement que ce sont juste des œufs à casser pour je ne sais quelle sanglante omelette. J'avais aussi envie de lui parler d'une chose que vous les hommes, souvent traumatisés par votre virilité, n'osez jamais avouer et qui s'appelle la peur de mourir. De rien d'autre. Juste de cette peur de mourir propre aux êtres de chair et de sang, et que j'ai souvent lue ces temps-ci dans les regards de jeunes soldats de retour du front. Je crois que, si je n'avais pas parlé à tant d'entre eux ces dernières semaines, je ne haïrais pas si fort, de toute mon âme, les bruits de bottes que l'on continue d'entendre de partout. Ce que j'en ai retenu, ce sont les syllabes d'une ville que les étrangers vont devoir apprendre à prononcer : Aguelhok. Il est des lieux qui donnent à jamais leur nom aux souffrances extrêmes d'un peuple : Guernica, Srebrenica ou Sabra et Chatila... Pour nous, l'horreur s'appellera pour toujours Aguelhok. Tu en as parlé, mais tu ne sais sûrement pas que les soldats rescapés de cette boucherie en trimballent les images dans leurs têtes et dans leurs téléphones portables, car ils ont pris en secret des photos du massacre pour que leurs camarades ne meurent pas une seconde fois. J'ai vu un de ces films et depuis il me hante. Il faut que je te raconte en détail comment c'est arrivé. L'autre jour, un jeune militaire à l'air timide débarque chez moi et me demande si je me souviens de lui. Je le regarde avec attention. Seul me frappe son uniforme trop étroit pour lui, son visage ne me dit rien. Il s'y attendait visiblement, car il me rappelle aussitôt qu'il a été mon jardinier quelques années plus tôt. Nous parlons de tout et de rien, je sais qu'il a quelque chose à me dire. En effet, dès que j'évoque la guerre il me lance qu'il était à Aguelhok. « Vous avez failli ne pas me revoir, tante », déclare-t-il. Je sens qu'il est si surpris d'être encore vivant qu'il répète cette phrase à qui veut l'entendre. En fait, l'homme ne se contente pas de paroles, car il brandit un téléphone portable, me demande si je veux savoir comment ses camarades ont été exécutés et, sans même attendre ma réponse, me le met sous le nez. Je prends l'appareil, non sans hésitation, car je suis partagée entre la peur de savoir et l'envie de savoir. Ce qui défile sous mes yeux est affreux et inoubliable : le meurtre de sang-froid du capitaine

Traoré poursuivi par des hommes enturbannés à bord d'un pick-up. Ce sont des images épouvantables, Boris. On le voit s'arrêter, hagard, à bout de souffle, face à un autre véhicule qui lui barre la route. Les secondes qui suivent sont insoutenables. Celui que les combattants d'Aguelhok considèrent comme leur héros est abattu au son de je ne sais quelle musique triomphale, sans doute parce que dans l'esprit de ses bourreaux la guerre, quand elle est si facile, est comme un simple jeu vidéo.

Et nous, si loin du Nord, que faisons-nous d'Aguelhok ? Ce serait trop facile de se débarrasser des suppliciés en disant qu'ils sont tombés au champ d'honneur. C'est vrai, certes, mais ils sont aussi et peut-être surtout des naufragés de la vie. Ils ont payé au prix fort les errements de politiciens indignes et à la fortune douteuse. Certaines réalités font mal, nous préférons faire semblant d'ignorer que, dans cette histoire, les damnés de la terre sont toujours en première ligne parce que l'armée leur assure au moins de quoi entretenir leur famille. Ce qui est clair, c'est qu'une guerre comme celle-ci souligne de manière insupportable les disparités sociales. Plus on est pauvre, plus on est exposé aux balles de l'ennemi. Il y a cependant d'autres raisons de haïr la guerre. Sans elle, les marchands d'armes en seraient réduits à crier famine, les malheureux, et les ONG privées d'une nouvelle occasion d'exhiber leur bonté d'âme sur le sol africain. D'ailleurs, le dispositif de la bienfaisance ostentatoire est déjà en train de se mettre en place au Mali et j'ai entendu sur une radio un « spécialiste » préconiser l'accroissement des moyens du Haut-Commissariat aux réfugiés et de l'Unicef. Certains ont même affirmé – en évoquant le précédent albanais – que l'afflux massif de réfugiés va booster l'économie des pays voisins !

D'être comme assiégée par tous ces délires fait voguer ce soir mon esprit vers les souffrances de Mahini. Mahini : une Malienne ordinaire, morte à l'hôpital, faute de soins. Ce sont des choses qui arrivent tout le temps et, pour se protéger, notre cœur se durcit et finalement on s'en remet à Dieu, on prie pour les victimes et la vie continue. Mais Mahini, elle, son fantôme ne me lâche pas. Je l'ai beaucoup pleurée car j'ai toujours vu en elle une femme hors normes. Sans diplôme mais riche d'une longue expérience de travail de proximité dans le quartier et en Commune II, elle prenait la parole en public avec un cran formidable. D'une énergie et d'une bonne humeur contagieuses, elle pouvait en un rien de temps mobiliser des centaines de personnes. Elle assenait ses vérités avec force et fustigeait les incohérences de la décentralisation, mais surtout le cancer de la corruption. Ce dernier mot n'avait rien d'abstrait pour elle et pour ses auditeurs,

tous des femmes et des hommes du peuple. Mahini leur parlait des micmacs dans l'attribution des parcelles de terrain et de l'impunité des élus, et cela sonnait plus vrai et juste que mille rapports d'experts. Elle s'en est allée, en mon absence, victime des inégalités qu'elle dénonçait, morte des suites mal gérées d'une poussée subite de sa tension artérielle. N'ayant pas réussi à lui trouver une place au centre hospitalier universitaire Gabriel Touré ou à celui du Point G, ses parents l'ont emmenée à l'hôpital Le Luxembourg où une ordonnance lui a été délivrée. Le père de son enfant, dont elle était divorcée, a fait face aux premières dépenses mais pour le scanner il fallait payer quelque soixante mille francs CFA. Dans notre pays, c'est beaucoup d'argent et on s'est mis à ma recherche. Je me trouvais malheureusement à l'étranger et n'étais même pas au courant de ces tristes événements. Les proches de Mahini ont donc sollicité d'autres membres de notre mouvement. Sans succès. Il restait la mairie, où Mahini était connue et appréciée pour y avoir participé à de nombreuses réunions. Elle a rendu l'âme avant que ne puisse être constitué son dossier de prise en charge pour indigence. J'ai appris par la suite que la première réaction de certains employés municipaux avait été de s'étonner que moi, Aminata Dramane Traoré, je ne fasse rien en ces heures difficiles pour aider Mahini. C'était quelque chose du genre : elle a une grande bouche mais ça s'arrête là, tous pareils ces intellectuels ! Ils s'imaginaient peut-être pouvoir semer ainsi la zizanie entre la famille de Mahini et moi-même. C'était peine perdue, car l'exceptionnelle qualité de mes relations avec Mahini était connue de tous. Mais je dois avouer, au-delà de cet acte de malveillance somme toute assez banal, un certain malaise, dont je vais t'entretenir. Sais-tu, Boris, que chaque personne de mon entourage en difficulté peut s'entendre dire qu'elle joue la comédie parce qu'ayant moi-même une fortune colossale je dois pouvoir lui venir en aide ? Dans l'imaginaire populaire, les signes extérieurs qui me situent parmi les « en-haut-de-en-haut », comme disent nos frères ivoiriens, sont mes passages dans les médias et mes fréquents voyages par avion. Cela ne me gêne pas outre mesure que l'on me croie plus riche que je ne le suis. Ce qui me dérange, en revanche – et c'est pour cela que je t'en parle –, c'est que pour la plupart des gens mes supposés millions viendraient surtout des financements que j'ai reçus pour mener des travaux d'assainissement et de transformation de notre quartier. Ce n'est même pas par méchanceté que l'on pense ainsi. Non, c'est juste parce que l'on estime qu'il est bien normal de garder pour soi une partie de l'argent des Blancs après avoir planté des arbres et pavé des rues !

Après Mahini, d'autres femmes nous ont quittés dans des circonstances quasi similaires. Je pense à Sirantou, l'une des plus belles voix de *Mille et une Maliennes debout*, morte en couches après avoir été baladée, elle aussi, d'un centre hospitalier à un autre.

Lorsque la guerre vient se greffer sur le désastre économique, cela ne peut pas donner des fruits bien appétissants. Et personne ne peut se prétendre à l'abri du malheur. Moi qui te parle, je suis confrontée quotidiennement aux épreuves que traversent les travailleurs du « San Toro ». La situation est si compliquée qu'il a fallu en mettre quelques-uns au chômage technique. J'ai dû m'y résoudre, la mort dans l'âme, après m'être endettée des mois durant pour payer leurs salaires quoi qu'il advienne. J'en suis malade, parce qu'il s'agit d'hommes et de femmes qui font désormais partie de ma famille et de mon histoire personnelle. Certains d'entre eux ont donné mon nom à leur fille et partagé avec moi heurs et malheurs. Je ne sais comment ils font pour s'acquitter de leur loyer – souvent modique, mais lourd pour eux –, des ordonnances et des frais de scolarité des enfants.

Même ceux qui ont gardé leur emploi ont du mal à se tirer d'affaire. C'est le cas de Laya, que j'ai réussi à maintenir à son poste. Il est venu me tendre hier vers dix heures du matin une ordonnance. Laya est une personne droite et très scrupuleuse, s'il avait pu éviter une telle démarche il n'aurait pas hésité. Mais il n'avait pas le choix. J'avais moi-même insisté pour qu'il conduise son fils à l'hôpital au lieu de lui donner ces produits bon marché mais dangereux provenant de ce qu'on appelle ici les pharmacies-par-terre. En examinant sa longue liste de médicaments, je me suis aperçue que trois d'entre eux avaient les mêmes propriétés. Si j'ai tenu à vérifier, c'est que j'avais eu vent des pratiques de certains infirmiers indélicats déterminés à se faire un peu d'argent sur le dos des patients. Rien d'étonnant à cela puisque selon un proverbe camerounais « la chèvre broute là où elle est attachée ». Chacun trafique donc dans son domaine de compétence : sur les frais de scolarité ou les notes d'examens, sur les routes nationales ou aux frontières... Ce n'est pas moi qui le dis, je ne fais que répéter ce que j'entends de la bouche des femmes de notre groupe. La petite corruption a ceci de terrible qu'elle met en conflit les couches les plus fragiles de la société et réduit à néant leurs efforts pour sortir du trou. Le chauffeur de taxi, par exemple, rentre à la maison le soir, après une journée de galère, avec au moins sa modeste recette, de quoi laisser à la maison avant de reprendre le volant le lendemain. Seulement, voilà : le flic qui règle la circulation l'intercepte sur le chemin de son

domicile, car il a lui aussi des problèmes... On devine la suite. Une nuit, j'ai vu un taximan hurler comme un forcené, ameutant la foule, jurant qu'il ne donnerait pas un centime au policier qui avait pris son permis de conduire. Si telles sont les réalités à Bamako, imagine ce que ça doit être à Kayes, Sikasso, Gao ou Kidal. Je n'ose même pas évoquer la situation en milieu rural...

Voilà, mon cher ami. C'est une chose de parler politique dans les conférences internationales. C'en est une autre d'être au contact des vies qu'elle peut briser. Les vies des « petites gens », comme les appelait avec tendresse Djibril Diop Mambetty qui leur a consacré une belle série de films.

Depuis la fin de l'année dernière, c'est chez nous qu'elle est devenue folle, la politique. Puisque l'Afghanistan est devenu la mesure de tous les chaos, on parle désormais de « Malistan ». Certains préfèrent toutefois « Somalistan » et d'autres penchent pour « Sahelistan ». Les Maliens ne s'y trompent cependant pas : tous ces mots-épouvantails expriment la même volonté d'isoler et d'écraser le terrorisme dans le sang. Le sang de notre peuple.

Voici ce qu'écrivait il y a quelques jours Vincent Hugué de *L'Express* à propos de notre probable entrée en guerre : « Après des semaines d'atermoiements et de parodies, reflets des dissensions au sommet de l'exécutif légal de Bamako, le président intérimaire, Dioncounda Traoré, et son Premier ministre, Cheick Modibo Diarra, ont officiellement sollicité, dans une lettre adressée à "Mr Ban", l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité autorisant l'intervention "immédiate" d'une "force militaire internationale" appelée à aider l'armée malienne à reconquérir les régions du Nord occupées. » La seule info contenue dans ce long passage, c'est que, pour te le dire en termes familiers, « ça va saigner ! »

Depuis la chute du mur de Berlin en novembre 1989 et les attentats du 11 Septembre, le redoutable pouvoir de façonner le monde est concentré entre les mains d'une poignée de pays et d'organisations comme la France, l'Union européenne et le G8 – devenu G20 en concédant quelques strapontins aux pays émergents. Ce système a un bras armé, l'Otan. Les nouveaux maîtres de l'univers agissent à visage découvert après avoir obtenu du Conseil de sécurité une sorte de permis de tuer. Pour le reste, il ne leur est guère difficile de prendre appui sur des organisations sous-régionales comme la Cedeao pour légitimer, politiquement et moralement, leur action.

Tout cela est bien connu, mais on prête de nos jours moins attention à une chose bien plus grave : le détournement de mandat dont se rendent de plus en plus souvent coupables, en

toute impunité, les puissances occidentales. Elles ont, par exemple, purement et simplement violé la résolution 1973 du Conseil de sécurité sur la Libye. Seul l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki s'est indigné de ce scandale, allant jusqu'à mettre nommément en cause Nicolas Sarkozy, Barack Obama et David Cameron. Il a également fustigé les Nations unies pour avoir cautionné l'inacceptable. Ses mots, très forts, méritent d'être rapportés intégralement. Les voici : « Les organes concernés de l'Onu – le Conseil de sécurité et le Bureau du Secrétaire général – ont trahi leurs obligations en termes de droit international, en particulier celles prescrites par la Charte de l'Onu. Ils ont permis aux États-Unis, à la France et au Royaume-Uni de décider exclusivement de l'avenir de la Libye. »

La 67^e Assemblée générale des Nations unies aurait dû mettre cette véritable forfaiture au cœur de ses débats. Elle n'a pas osé le faire, pour les raisons que chacun peut aisément imaginer.

Pour disposer d'une aussi grande marge de manœuvre, l'Occident a besoin de dirigeants à sa solde, pas de leaders indociles capables de lui tenir tête. Résister, il n'en est plus question. Que reste-t-il des sacrifices des Pères fondateurs, héroïques combattants de la liberté ? Pas grand-chose, assurément. Pourtant, ces visionnaires ont très tôt compris que la souveraineté politique est le préalable à tout développement. Que vaut l'indépendance si l'on est privé du simple pouvoir de battre monnaie ou de transformer ses propres matières premières ? L'Afrique est plus que jamais orpheline de ces dirigeants impitoyablement éliminés pour avoir voulu mettre leurs pays sur cette route-là, celle de l'autonomie et de l'autosuffisance. Depuis le début, depuis le temps du général de Gaulle, la Françafrique est une abominable histoire de coups d'État, d'assassinats politiques et de pillage des richesses de tout un continent. J'ai vu plusieurs fois le documentaire de Nicolas Benquet sur la Françafrique et je m'arrête toujours sur cette séquence où un vieil homme explique tranquillement qu'il a été chargé par les services de Jacques Foccart d'inonder littéralement la Guinée de faux billets de sily, la monnaie que venait de créer Sékou Touré. On connaît le résultat de cette opération. Tu sais très bien de quoi je parle puisque tu as coécrit *Négrophobie* avec Odile Tobner et François-Xavier Verschave. J'aimerais juste, Boris, que ceux qui estiment que nous critiquons trop souvent ou trop facilement les Occidentaux m'expliquent pourquoi, même aujourd'hui, nous devrions passer sous silence de tels agissements, qui ont pesé si négativement sur nos destinées. Encore Sékou Touré avait-il réussi à prendre le

pouvoir en Guinée, comme plus tard au Burkina Faso, assassiné le 15 octobre 1987. Beaucoup d'autres ont à peine commencé à émerger qu'on les a liquidés. Le meilleur exemple des espérances trahies, c'est le Congo : dans les années 1960, il est à la croisée des chemins et peut aller à l'indépendance avec Lumumba ou avec Mobutu. C'est le second qui triomphe de la manière ignoble que tu sais, assassinant Lumumba avec l'appui de la Belgique et de la CIA puis faisant du riche et immense Congo, le pays le plus faible et le moins respecté d'Afrique.

Tu l'as sans doute remarqué, je n'ai pas mentionné Modibo Keita. Je l'ai fait à dessein. Le message de ce géant de notre histoire, déstabilisé et assassiné, n'a jamais été aussi vivace. Lors de l'insurrection populaire de 1991, il a servi de source d'inspiration à bien des manifestants. Il le demeure pour la plupart d'entre nous à l'heure de l'humiliation et des renoncements. Nous avons le sentiment de n'être ni représentés, ni écoutés, ni respectés. Autour de moi des questions inhabituelles fusent. « Qui dresse la Cedeao contre nous ? » me demande, par exemple, un voisin, qui ajoute sans même attendre ma réponse : « C'est vous, les gens instruits, qui devez nous aider à comprendre pourquoi on nous hait tant. » Je lui dis honnêtement que je me sens aussi perdue que lui et il sourit quand je lui explique qu'il y a une grande différence entre ce qui est écrit dans les livres et ce que font nos dirigeants, que le simple fait d'être allés à l'école ne nous permet pas d'avoir réponse à tout. De la manière dont Dioncounda Traoré a été maintenu au pouvoir a découlé tout le reste : l'agression dans son palais où il a été gravement blessé et les cafouillages à propos de l'option militaire. Personne n'est dupe et si très vite il a été perçu par ses concitoyens comme l'« homme des étrangers », c'est parce que nous avons tous vu et compris que les résolutions se concoctaient au niveau de la France et de la Cedeao, et aussi qu'elles passaient comme lettre à la poste au Conseil de Sécurité. Il leur fallait « légitimer » celui à qui des instructions seraient dictées, en particulier celles relatives à la guerre. Tout s'est passé par-dessus sa tête, il n'est même pas allé à New York pour sauver les apparences et personne n'a été dupe en lisant dans le journal que « le président par intérim Dioncounda Traoré et le Premier ministre Cheick Modibo Diarra [avaient] dû se rendre à l'évidence et demander à Ban Ki Moon l'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution autorisant l'intervention immédiate d'une force militaire internationale appelée à aider l'armée malienne à reconquérir les régions du Nord occupées ». Traoré, le politicien à l'origine de cette requête du 24 septembre 2012, avait pourtant averti en son temps : « J'ai conscience d'être

le président d'un pays en guerre mais le premier choix est le dialogue et la négociation. Le deuxième choix est le dialogue et la négociation », insistant même : « Le troisième choix demeure le dialogue et la négociation. Nous ferons la guerre si nous n'avons pas d'autre choix ». Et il avait conclu en appelant « dans cette dernière perspective à l'union sacrée autour de l'armée ».

À la décharge du président par intérim, je dirai qu'il n'a pas eu le choix. Le chantage financier a eu l'effet escompté : totalement asphyxié, le Mali par sa voix s'est vu obligé d'accorder à ses bourreaux le vernis de légitimité auquel ils tenaient tant.

Licorne et l'Onuci en Côte-d'Ivoire, l'Otan en Libye et, à présent, la Cedeao au Mali ? Alors que nous n'avons pas fini de gérer les conséquences dramatiques des deux guerres du quinquennat de Nicolas Sarkozy, faut-il ajouter à nos malheurs ? J'ai beau tourner et retourner la question dans ma tête, la réponse reste la même : une solution pacifique était envisageable. L'économie souterraine (drogue, trafic d'armes et de migrants) et les rébellions, insurrections et mutineries produisent des logiques de haine dont il est essentiel de se démarquer. Au lieu de cela, il m'est arrivé d'entendre les propos que voici : « Matons-les, même s'il y a des Maliens parmi eux. Tant pis pour ceux qui n'ont pas su clairement choisir leur camp. » Mon cher Boris, je crois qu'il faut être fou pour s'exprimer de la sorte ! Mais cette folie est à la mesure d'une guerre qui n'est pas vraiment la nôtre, et qui est surtout troublante par ses zones obscures et ses non-dits, une guerre contre un ennemi si furtif qu'il en devient invisible.

Heureusement qu'en Europe même, des esprits lucides prennent la mesure des dangers qui nous guettent tous. Je me souviens d'une jeune élue socialiste lâchant après une conférence sur le Mali : « Tout cela risque de finir mal pour tout le monde. »

Invitée par Brigitte Maitre, Hubert Godon et d'autres militants d'Attac, du *Monde diplomatique* et du Parti socialiste à Mâcon, Lyon, Dijon et Chalon-sur-Saône, je me suis efforcée de mettre en exergue la convergence d'intérêts entre les peuples français et malien. En écrivant ces lignes, je me souviens que l'on m'a demandé plusieurs fois si j'avais eu l'occasion de m'ouvrir de ces idées, de vive voix, à François Hollande. Au début, la question me laissait un peu perplexe puis j'ai fini par en percevoir le sens. Elle signifiait en gros : c'est un homme de gauche, un homme de bonne volonté, il doit pouvoir entendre ce que tu as à lui dire. Eh bien, si j'ai pu avoir un jour cette illusion, j'en suis complètement revenue. Il m'a suffi d'écouter son discours d'investiture pour sentir toute l'arrogance de celui qui se prétend capable de régler les problèmes de son pays, du mien et même de l'Afrique tout

entière ! Et aux Nations unies, s'exprimant en lieu et place de Dioncounda Traoré, il a parlé du Mali comme d'un pays sous tutelle. Comment ne serions-nous pas remontés contre la Cedeao qui, via Ouattara et Compaoré, obéit au doigt et à l'œil à Hollande ? Le gouvernement d'union nationale qu'elle nous a imposé ne peut rien faire car il est totalement dépourvu de moyens. Mais le pire, comme je l'ai déjà fait remarquer, c'est que notre peuple n'a rien à dire sur son propre avenir. Pour cela, il aurait fallu des citoyens éduqués et informés, en somme un électorat avisé, exigeant et véritablement citoyen.

L'Afrique subit depuis plus de trente années les conséquences du surendettement et de la médecine de cheval des programmes du FMI et de la Banque mondiale. Trente années de trahisons et de mensonges ont fini par miner notre confiance en nos dirigeants, incapables de dire non aux institutions financières internationales dans un sursaut d'orgueil et de lucidité.

N'est-on pas, malgré tout, en droit d'espérer d'autres relations, faites de respect mutuel, entre l'Afrique et la France ? Le fait est que s'il est un domaine où les clivages idéologiques s'estompent comme par miracle en France, c'est bien celui de la politique africaine de Paris. Et ça, c'est une véritable honte pour la gauche...

À très bientôt,

Amy

Saint-Louis, vendredi 12 octobre 2012

Ma chère Amy,

Comme tu t'en doutes, nous sommes nombreux à nous faire du souci pour nos amis maliens depuis que leur pays est partiellement occupé. Il m'est donc souvent arrivé ces derniers temps de demander de tes nouvelles à ta fille Awa. Ses réponses ont fini par me donner le tournis, car comme le confirme ta dernière lettre, tu n'as pas arrêté de changer de pays et de continent. Pour ne rien te cacher, cela nous a beaucoup amusés et on s'est souvent moqués de toi à ton insu !

Je sais bien pourtant que cette quasi-impossibilité de demeurer en place est depuis au moins trois décennies notre apanage quotidien. Il n'en reste pas moins que tu es, de nous tous, celle qui paie le plus de sa personne. C'est là la preuve d'une grande force de caractère. Il en faut pour résister à la puissante déferlante médiatique de gens pour qui trafiquer le réel en tissant mensonges, demi-vérités et silences est un jeu d'enfant. Et je ne dis rien des coups qui tombent de plus près, assenés par des amis dont tu ne t'es jamais méfiée, de la nécessité de clouer le bec à ceux des nôtres qui ne savent que distiller, par de malicieuses rumeurs, le poison de la méchanceté et du ressentiment. Mais en vérité ces individus, seulement capables de bêler à l'unisson de leurs maîtres, comptent très peu. Au-delà d'eux, il s'agit de s'adresser, lors de conférences et sur les plateaux de télévision, aux femmes et aux hommes de bonne volonté sur toute la surface du globe. Ils sont en fait bien plus nombreux qu'on ne le pense, ceux qui se méfient d'instinct des médias internationaux sans avoir les moyens de comprendre les véritables enjeux des guerres faisant rage dans telle ou telle partie de la planète. Le cruel paradoxe est d'ailleurs que le commun des mortels finit par devenir à son insu une proie facile, presque une victime consentante, pour ces grandes chaînes qu'il écoute machinalement. A-t-il seulement le choix ? Il faut bien l'avouer, la BBC, CNN, Al Jazeera et les télés de moindre envergure nous apportent un confort mental sans pareil. Leur principal mérite est de nous procurer le repos de l'esprit en ramenant des conflits

d'une infinie complexité à un simple combat entre le Dragon et je ne sais quel vaillant cavalier, comme au temps des contes de notre enfance. Les résultats sont ravageurs. J'ai eu mille et une fois l'occasion d'observer que la plupart des gens considèrent comme le fruit de leurs puissantes cogitations ce qu'ils ont entendu dire par moult commentateurs. Attention, je ne te parle pas ce qu'ils ont entendu la veille ou quelques jours plus tôt. Le processus de maturation est plus long. Le profilage de l'ennemi se fait sur la durée, à petites touches discrètes et par à-coups. Lorsque arrive le moment où on le présente au public comme un monstre, tout le monde y consent sans broncher et certains exigent que l'on fasse pleuvoir encore plus de bombes sur son pays. Soit dit sans malice, dans ce travail de construction, le monde occidental passe aux aveux plus souvent qu'il ne le croit. C'est le cas lorsque les caméras s'attardent sur les moustaches « hitlériennes » de Robert Mugabe et de Bachar al-Assad. Peu à peu une subtile frontière a fini par être tracée dans les esprits entre, d'un côté, les pays aux dirigeants austères et responsables, contraints par des lois strictes au respect de la personne humaine, et de l'autre l'empire des ténèbres, où le cruel despote n'hésite pas à « tuer son propre peuple », si tu me permets de reprendre une formule à la fortune aussi soudaine que suspecte. N'est-ce pas, tout de même, un peu plus compliqué ? Cette question, je me la pose plusieurs fois par jour, avec un petit sourire, en écoutant de faux experts jouer leur partition dans le travail quasi généralisé de désinformation. Elle est d'autant plus justifiée que les seuls régimes désignés à la vindicte universelle se trouvent dans le monde arabe, en Afrique subsaharienne et en Asie. Cet Occident, si prompt à juger, ne comprend pas que l'on puisse avoir une opinion sur ses propres errements. Ses intellectuels, s'ils ne se gênent pas pour critiquer leurs dirigeants, le font toujours en restant dans les limites de la décence. Ils ne s'embarrassent pas de tels scrupules avec les leaders des pays du Sud. J'ai dîné un soir avec une Zimbabwéenne blanche dans un restaurant italien du quartier de Melville, à Johannesburg. Je venais de lire son livre, *Dinner with Mugabe*, et une amie commune avait tenu à me la présenter. Heidi Holland – c'était son nom – a d'ailleurs mis fin à ses jours en août dernier. Je n'ai pas trouvé le moyen de lui dire à quel point j'avais été impressionné par son ouvrage – certains auteurs, qui sont d'ailleurs souvent les meilleurs, n'aiment pas les compliments et on sent d'instinct qu'il serait presque déplacé de leur en faire. Puis elle m'a demandé sur un ton plein d'entrain, avec un mélange de tendresse et de ressentiment à l'égard de Mugabe, ce que je pensais de « Tonton Bob ». J'ai alors fait

allusion au fait que plusieurs passages de son livre étaient centrés sur le pénis de Mugabe et que si moi, auteur sénégalais, je me permettais des remarques aussi crues au sujet de Nicolas Sarkozy ou de la reine d'Angleterre, aucun éditeur ne laisserait publier cela. Je ne suis pas sûr d'avoir été bien compris, tant le droit au blâme ou à l'éloge que se confère l'Occident lui semble hors de discussion. S'interroger, par exemple, sur sa complaisance manifeste à l'égard de régimes infiniment plus violents et meurtriers que ceux qu'il veut abattre, c'est s'aventurer dans l'univers interdit de la déduction et du simple bon sens. En Arabie Saoudite et dans d'autres pays du Golfe, chaque semaine les pétro-despotes démembrant les voleurs sur la place publique et font lapider les épouses convaincues d'adultère. Et les voilà du jour au lendemain du côté des Occidentaux, aux avant-postes du combat pour les libertés... Qu'en pensent les femmes de leurs royaumes qui n'ont acquis que très récemment le droit de se rendre au supermarché sans être accompagnées d'un mâle dominant du genre suspicieux et qui ne peuvent toujours pas voter ou bénéficier d'un passeport ? C'est presque un euphémisme d'appeler ces souverains des dictateurs. En fait, leurs parrains, qui se prétendent des modèles de vertu, font très banalement de la politique politicienne. Mais ils la font à l'échelle de l'univers. Ce n'est pas une mince affaire, en effet, que de démêler l'écheveau des phobies d'un Occident obsédé par la Chine et l'Iran – mais aussi par une Russie se voyant de moins en moins, sous la houlette du nostalgique Poutine, comme un vaincu de la guerre froide. Pour ne rien dire de son ambition de contrôler les ressources réelles ou potentielles des autres pays... En définitive, tout étant lié à ce dernier impératif, certains stratèges murmurent que l'Amérique, de moins en moins dépendante du pétrole de l'Arabie Saoudite et des Émirats, pourrait être tentée par une nouvelle alliance stratégique avec Téhéran, comme au bon vieux temps du chah, mais sans doute dans des conditions radicalement différentes.

Et le « printemps arabe ? » Chaque fois que j'en entends parler, c'est le titre du roman de Cheikh Hamidou Kane, *L'Aventure ambiguë*, qui me vient en premier à l'esprit. Notre monde n'a jamais autant ressemblé, en effet, au pays diallobé que le même auteur compare à « un pur-sang pris dans un incendie ». Ce constat posé, les événements gardent tout leur mystère. Je suis de ceux qui peuvent dire, familièrement, qu'ils n'y ont absolument rien pigé. Ma seule certitude, chère Aminata, c'est qu'une si brutale accélération de l'Histoire ne peut en aucune façon avoir été le fruit du hasard. Ces soulèvements populaires

ont paru très spontanés, mais on ne me fera jamais croire que ce « déménagement » du monde n'a pas été peu ou prou « manufacturé ». Je ne le dirais peut-être pas à propos de la Tunisie ou – dans une moindre mesure – de l'Égypte, car ce qui est arrivé dans ces deux pays a pris tout le monde de court. La suite du feuilleton est moins romantique. Il est à peu près certain que de froids stratèges ont tracé des lignes sur une carte et évalué, avant de passer à l'action, les ressources naturelles dans telle ou telle partie du globe, et pris en compte des données très précises : risques militaires et/ou économiques.

Il est en définitive rageant de réaliser que des apprentis sorciers ont peut-être cyniquement profité de la juste colère des peuples pour redessiner le visage du monde dans le sens le plus réactionnaire et inéquitable qui se puisse imaginer.

Sans doute faut-il, pour espérer connaître le fin mot de cette histoire, trouver le point commun entre des faits aussi disparates à première vue, car, répétons-le, ce chaos-là est plus apparent que réel. Qui pouvait par exemple interpréter les émeutes de Benghazi en février 2011 comme le signe avant-coureur de la dislocation du Mali et d'une déstabilisation durable du Sahel ? Seuls les voisins de Kadhafi avaient senti le vent du boulet. Et lorsque le brasier ivoirien se ravive après une banale controverse électorale, on se doute bien que le vainqueur choisi par l'Occident, Alassane Dramane Ouattara, va être pour lui un président d'une docilité à toute épreuve. Mais qui osait en ce temps-là l'imaginer dans les habits du faiseur de paix régional en compagnie de l'inénarrable Blaise Compaoré ? C'est seulement aujourd'hui, avec le recul, que le fil conducteur entre les guerres civiles en Côte-d'Ivoire, en Libye et au Nord-Mali semble un peu plus visible. Il n'est dès lors pas étonnant que l'armée burkinabé ait monté une opération commando pour exfiltrer un chef d'Ansar-Dine blessé au combat et le faire soigner à Ouaga. Et, tout le monde l'a vu, sa position de président de la Cedeao a permis à Ouattara de peser avec force sur la situation au Mali.

Bref, la voilà, la fameuse « contagion vers le Sud » évoquée au début du « printemps arabe ». Une contagion tardive, ou différée, si tu préfères. L'expression, vite passée de mode, renvoyait à l'idée qu'il est temps que l'Afrique subsaharienne suive l'exemple de la Tunisie, de l'Égypte et de la Libye en se soulevant contre ses dictateurs. Des crétins m'ont souvent mis en demeure de leur dire à quelle date exacte vont enfin démarrer les insurrections subsahariennes et je suis sûr qu'on t'a plusieurs fois fait cette injonction qui révèle chez ses auteurs une méconnaissance profonde de notre histoire récente. Mais on peut

aussi dire que d'une certaine façon ils l'ont au Nord-Mali, leur contagion tant désirée. Leurs « révolutionnaires » bien-aimés, après avoir détruit la Libye, se sont employés à transformer Gao, Tombouctou et Kidal en un véritable champ de ruines. Misère morale. Misère spirituelle. On parle beaucoup, à juste titre, de la mise à sac des mausolées de Tombouctou et de la destruction de la porte de la mosquée de Sidi Yahya. Mais Amy, si ces barbares ont jugé sacrilèges des tombeaux de saints et des lieux de culte musulmans, quel sort ont-ils bien pu réserver aux sanctuaires dogons ? Il est à la fois étrange et fascinant que la question n'ait jamais été évoquée par les intellectuels africains. J'y vois une nouvelle preuve du peu d'estime que nous avons pour nous-mêmes. L'histoire de Tombouctou ne commence pas avec l'arrivée de l'islam, et le saccage orchestré au nom de cette religion par des djihadistes, en quelque sorte aspirés vers le néant, aurait dû *aussi* être une occasion de le rappeler. Au lieu de cela, nous consentons sans même un semblant de résistance à l'annexion des territoires de notre imaginaire. Que nous est-il arrivé au cours du dernier demi-siècle ? La réponse à cette effrayante question, je ne la connais pas. Notre génération intellectuelle, qui me paraît assez pitoyable, ne soutient en aucune façon la comparaison avec les aînés.

À présent, ton séjour à Dakar. J'ai choisi de n'en parler qu'à la fin de cette lettre pour te dire, en toute simplicité : merci. Notre conférence du samedi 26 juillet à Enda-Tiers Monde a été un grand moment de vérité. Je crois savoir que c'est Mass Lô qui a eu la lumineuse idée de l'appeler « Nous sommes tous Maliens ». Il était important qu'en plus de nous deux un islamologue de la réputation du professeur Abdoul Aziz Kébé, de l'université Cheikh Anta Diop, apporte au débat son éclairage. J'ai été frappé ce jour-là par la qualité de silence d'un auditoire si disposé à peser en toute bonne foi le pour et le contre dans l'espoir de mieux comprendre une situation particulièrement délicate et complexe. Il se peut que ce jour-là chacun se soit senti malien, pour de vrai, le temps d'un lucide examen de conscience. Avec, certes, un vague remords : quand le malheur a frappé à la porte de la maison voisine, chacun de nous a détourné le regard et s'est bouché les oreilles. L'occasion était donc belle de se racheter, mais également d'éprouver à quel point notre propre destin est en jeu au nord de ton pays. Autrement dit, si notre compassion à l'égard du peuple malien est d'une parfaite sincérité, l'élan de solidarité, lui, a quelque chose d'intéressé. La situation illustre, certes à très petite échelle, cet « égoïsme lucide » souvent évoqué par Cheikh Anta Diop et qui était, selon lui, une bonne raison

pour l'Afrique de « basculer sur la pente de son destin fédéral ».

Personnellement, cette discussion m'a rappelé que nous sommes, nous Sénégalais, un peuple décidément singulier. Tu sais, les autres Africains nous jugent souvent retors, mais aussi arrogants ou d'une amusante vanité. Le premier député africain au Palais-Bourbon ? Blaise Diagne. Le premier avocat africain ? Lamine Guèye. Le premier agrégé de grammaire ? Senghor. Tous sénégalais, bien sûr. N'importe quoi. Vraiment le plus grand n'importe quoi qui se puisse imaginer. Et la liste n'est pas exhaustive. Que nous assumions aujourd'hui encore un discours aussi manifestement complexé dépasse l'entendement. Cette tendance à bomber le torse fait perdre toute conscience de ses limites et incite à se croire à l'abri des calamités qui s'abattent sur tel ou tel de nos voisins les plus proches. Dans l'affaire malienne, notre calendrier électoral a pris un malin plaisir à nous égarer. Je veux dire que les dates ont, dans un sens, parlé d'elles-mêmes : le 22 mars, le capitaine Amadou Haya Sanogo renverse Amadou Toumani Touré et, moins de soixante-douze heures plus tard, le 25 mars, Abdoulaye Wade appelle Macky Sall pour le féliciter, reconnaissant du même coup avoir été battu à la régulière. Et je t'assure, cette coïncidence entre les deux événements nous a empêchés, nous Sénégalais, d'entendre un seul mot de ce que le Mali avait à nous dire. Si tu avais été à Dakar à l'époque, tu aurais entendu toutes sortes d'inepties sur le capitaine Sanogo, dont personne ne savait rien, sinon qu'il portait un béret vert. Un matin, environ trois semaines après le coup d'État, je me suis trouvé dans la file d'attente d'une banque saint-louisienne et un gars maigrichon, autour de la quarantaine, une de ces personnes qui aiment tenir le crachoir en public, n'a pas arrêté de déclarer, entre deux insultes adressées aux putschistes de Bamako, que « quoi qu'on dise » le Sénégal n'est pas comme les autres pays africains, que « nous sommes plus intelligents et plus civilisés [*sic*] » que les autres Africains. Je n'ai pas ouvert la bouche, bien entendu, mais j'ai relevé sans surprise que tout le monde l'approuvait avec force, certains tenant même à rappeler, comme toujours en pareil cas, que les grands chefs religieux enterrés dans notre pays nous préserveront, pour l'éternité, des épreuves et des souffrances endurées par les Bissau-Guinéens, les Ivoiriens et les Maliens. Je rigolais en douce et je me disais : « Causez toujours, les amis, mais si vous saviez ! Le malheur arrive toujours par derrière et ne croyez surtout pas qu'il va frapper poliment à la porte avant d'entrer ! » Je me suis alors souvenu à quelle vitesse fulgurante, presque d'une seconde à l'autre, le Mali est tombé de son piédestal. Il en est du chaos comme de la mort : cela n'arrive

qu'aux autres. Je suis pourtant persuadé que l'heure est venue pour nous de tirer les enseignements de la tragédie malienne au lieu de continuer à nous bercer d'illusions.

Alors, quelles leçons pour nous ?

L'accession au pouvoir de Macky Sall a surpris tous les Sénégalais. Avec le recul, on voit bien qu'elle récompense trois ans de travail de terrain au moment où ses rivaux, qui ne semblaient guère le redouter, s'épuisaient en vaines querelles de préséance. Personne ne savait donc comment allait se comporter ce président inattendu. Aujourd'hui, près de six mois plus tard, je peux te dire, tout à fait entre nous, qu'il me fait beaucoup penser à Amadou Toumani Touré, par son style personnel autant que par le système qu'il s'attache à mettre en place – qui n'est rien qu'une sorte de république politicienne. Courtois, apparemment à l'écoute de chacun, il ne semble pas gêné par la critique. Sans doute est-il sensible à la flatterie, comme tout leader politique, mais il est assez avisé pour ne pas la provoquer et, quand elle advient, il ne s'en réjouit pas avec la sénile vulgarité de son prédécesseur. Hypocrisie ? Pour moi, sans l'ombre d'un doute, tout ça c'est du pipeau. Mais en vérité peu m'importe, car à mon âge on n'attend d'aucun chef d'État une sincérité exemplaire. Il n'en reste pas moins que nous sommes tous assez surpris de noter une si grande retenue chez un homme formé, pour ne pas dire formaté, par M^e Wade. Mais ce dernier avait si violemment vampirisé les autres partis politiques que ses adversaires, affaiblis, n'ont eu d'autre choix que de se coaliser pour espérer venir à bout de son régime. Le vainqueur est aujourd'hui assez lucide pour comprendre qu'il ne pourra pas gouverner seul avant longtemps. Associer tous les adversaires de Wade à la gestion du pays pour remettre le Sénégal sur pied nécessite une grande ouverture d'esprit et la capacité de contrôler ses propres troupes. Mais le revers de la médaille, c'est une logique, poussée à l'extrême, de partage du gâteau entre les responsables politiques de tous bords et la société civile. On assiste, avec cette dernière, à une transhumance non partisane particulièrement gênante et frôlant parfois la caricature. La gestion des appétits personnels est visiblement au centre des préoccupations du président Sall et elle lui fait visiblement perdre le sens des priorités. En fin de compte, l'unique but est de sauver les apparences, et le désir de ne pas fâcher l'Occident n'a jamais été aussi fort dans notre pays. Par exemple, j'ai entendu hier soir un des principaux conseillers politiques de Sall déclarer au cours d'un entretien télévisé : « Il y a des choses que nous ne ferons jamais, car nos partenaires, qui sont à l'heure actuelle très contents de nous, ne nous le

permettraient pas ! » Tu te rends compte, Amy ? Regarder ses électeurs dans le blanc des yeux et leur dire : « Vous avez voté pour nous, c'est bien gentil, merci, mais votre voix importe moins que l'opinion de l'Union européenne ou celle de l'ambassadeur américain à Dakar ! » Notre ami Demba Dembélé, économiste et grand pourfendeur du franc CFA, me disait l'autre jour que le plus frappant chez notre président est son souci de préserver les intérêts des compagnies françaises sans attirer l'attention. Il y réussit très bien pour le moment, mais tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse...

N'oublions pas la question de la corruption. Nous nous sommes fait plaisir en obtenant de Macky Sall – qui s'est d'ailleurs prêté de bonne grâce à l'exercice – qu'il fasse une déclaration de fortune lors de sa prise de fonctions. Le nouveau régime cherche à nous prouver sa volonté de traquer les caciques de l'ère Wade suspectés de détournement de deniers publics. Vaste programme ! Si l'on en croit les journaux, les sommes « dévorées » par ces petits gourmands se montent à des centaines, voire à des milliers, de milliards. Les accusés sont si nombreux que la justice ne sait par qui commencer. Naturellement, les pressions internes, mais aussi extérieures, se multiplient pour sauver la tête de tel ou tel accusé. Un exemple ? Claude Guéant et M^e Robert Bourgi auraient « plaidé » en faveur de Karim et Sindily Wade lors d'un récent passage de Macky Sall à Paris. Lequel se moque peut-être de nous dans cette affaire. Il s'est trouvé suffisamment à l'aise dans le système Wade pour y occuper à un moment ou à un autre des positions éminentes, par exemple de Premier ministre et de président de l'Assemblée nationale, et sa fortune officiellement déclarée de huit milliards CFA nous a, comment dire, plutôt fait saliver ! Et que dire de certains de ses alliés ? Ils ne se sont pas gênés, eux non plus, et qui cherche à comprendre cette histoire risque d'être pris de vertige. Un journaliste du quotidien dakarois *La Tribune* qui me demandait mon avis sur les poursuites judiciaires en cours, a été très surpris de m'entendre émettre de légers doutes sur leur utilité. En fait, je n'étais pas tout à fait sûr de le penser. Je dois t'avouer que l'affaire me dépasse. Ai-je voulu suggérer qu'il faut passer l'éponge ? Non, bien sûr. Il est impératif de tout faire pour récupérer les milliards planqués dans les paradis fiscaux ou dans des banques étrangères en Europe et même, dit-on, en Asie. Au-delà de la question de principe, nous avons besoin de cet argent pour soigner et éduquer nos enfants. Je n'en pense pas moins qu'il est plus urgent aujourd'hui de s'occuper de la corruption elle-même que des corrompus. Cela signifie qu'il faut s'en occuper en amont, au jour le jour, de façon

moins spectaculaire et démagogique mais plus efficace. Je suis, ma foi, très surpris de constater que personne ne prend au sérieux cette véritable gangrène qui appauvrit le pays et le rend, d'une certaine façon, ingouvernable. L'obligation de transparence ne saurait se limiter au sommet de l'État. Je ne vais pas vilipender une catégorie particulière de fonctionnaires, mais au Sénégal chacun sait quelles sont les administrations, hélas très nombreuses, publiques ou privées, où le racket de la population paraît si normal qu'il fonctionne au vu et au su de tous et très souvent en pleine rue. La liste est longue de ces méfaits qui nous coûtent si cher, au propre et au figuré, moralement et économiquement. Tu devines la raison de mon insistance sur cette question de la corruption. Le même mal rongait ton pays quand il était admiré du monde entier. Notre président est lui-même un homme débonnaire et affable, mais je lui trouve plus de style que de contenu. Soumis à toutes sortes de pressions, il se montre souvent plus soucieux de concilier les contraires que de trancher. Dans le même temps, des élites politiques enfermées dans leur bulle s'y livrent à des jeux insensés, au nom de leurs seuls intérêts de parti, au moment où tout s'effondre autour d'eux.

Ce qui m'inquiète le plus au Sénégal, c'est le phénomène des « talibés », ces petits mendiants livrés à eux-mêmes qui vivent dans la rue. Je constate, après six ans d'absence, qu'ils n'ont jamais été aussi nombreux ! Près d'un million, dit-on. Ça soulève le cœur de voir ces gamins en haillons, couverts de gale, qui entre six et quinze ans ne savent que tendre la main à des inconnus en essayant de susciter leur pitié. D'ailleurs, ils sont souvent rabroués sans ménagement, car personne n'a envie d'être confronté à l'évidence criarde de notre faillite morale et humaine, personne ne veut admettre l'existence de ces enfants de la rue, reconnaître que certains d'entre eux sont violentés et violés, et qu'un jour ou l'autre ils pourraient faire payer ces abus à notre société. Je ne vais pas te dire que je me moque du renforcement de l'État de droit ou du débat sur la durée du mandat présidentiel. Ce sont des questions essentielles et je suis convaincu que, sur ce front-là, un pays n'avance que très lentement, pour ainsi dire par poussées millimétriques. Mais ce n'est pas une raison pour se dispenser de prendre à bras-le-corps les maux qui sapent les fondements mêmes de la société où l'on met en place de si charmantes institutions. Même si comparaison n'est pas raison, le cocktail qui vous a sauté à la figure pourrait un jour ou l'autre causer notre propre perte. Ce n'est là qu'une opinion personnelle et, si les faits me donnent tort, j'en serai l'homme le plus heureux du monde...

À très bientôt, avec le meilleur de mon amitié,

b

P.S. : Je n'ai pas réussi à t'avoir au téléphone avant ton départ de Dakar. Je voulais surtout m'assurer du bon déroulement de l'enregistrement de *Questions directes*, l'émission d'Alassane Samba Diop sur la « Télévision Futurs Médias ». Je l'ai suivie avec plaisir, en même temps que des milliers de Sénégalais. Ils t'ont écoutée, n'en doute pas, avec émotion, car ton bref passage dans notre pays, où tu comptes tant d'amis, n'est pas passé inaperçu.

Bamako, mardi 15 janvier 2013

Mon cher Boris,

L'intervention militaire contre les islamistes, à la fois espérée et redoutée par bien des Maliens au cours des derniers mois, vient d'être déclenchée. L'opération, baptisée Serval, est conduite par la France.

C'est l'attaque des djihadistes contre la localité de Konna, le 7 janvier, qui a mis le feu aux poudres. Nous avons eu si peur en apprenant la nouvelle que ces bruits de bottes d'une armée étrangère suscitent dans la population plus de joie et de soulagement que de colère. Les Maliens sont heureux de la tournure des événements. On le voit. On l'entend. Ce qu'on perçoit peut-être moins, toutefois, c'est un certain embarras, voire un sentiment de honte. Ils savent que leur armée avait affaire à forte partie, mais ils sont également conscients que la débâcle militaire, qui a mis Paris en position de libérateur, va être payée très cher. Je suis de ceux qui ont voulu à tout prix éviter que l'hyène n'entre dans la bergerie mais voilà, nous avons perdu cette bataille pour la paix, mes amis et moi-même. Si nous le constatons avec tristesse, nous ne sommes pas découragés pour autant, nous allons poursuivre sans relâche notre difficile combat pour la vérité, la justice et la dignité.

Aussitôt après la chute de Konna, la Mission internationale de soutien au Mali (dont nos forces sont censées être le fer de lance) s'est déployée dans une impréparation totale. Sur le petit écran nous avons vu, comme au cinéma, débarquer un nombre impressionnant de gros porteurs de chars, de blindés, de camions et d'autres engins. Paris a fait fort en réunissant en moins d'un mois les quatre mille éléments de cet important contingent. Comble d'humiliation, nous ne voyons de cette guerre se déroulant sur notre sol que ce que ses médias veulent bien nous donner à voir ! Ce n'est pas seulement par manque de moyens ou pour des raisons de sécurité que la télé malienne s'autocensure. Il s'agit en fait d'une réaction d'orgueil de nos journalistes qui supportent très mal que la presse internationale se moque de nos soldats. Et il faut dire que celle-ci ne s'en prive pas !

« Alarmante armée malienne », titre *Libération*, qui la décrit comme faite « de bric et de broc », avant d'ajouter : « Une vieille Kalachnikov usée pour cinq à six soldats, pas de pansements pour les blessés de guerre dans le plus grand hôpital militaire de Kati, ni de médicaments. »

Comme les temps ont changé ! J'observe que les soldats africains avaient bien meilleure réputation quand ils se battaient pour la France ! Selon le général Mangin, par exemple : « Aucune troupe n'a jamais eu à donner les mêmes preuves de résistance à la fatigue et aux privations de toutes sortes, par la longueur des étapes parcourues, par la continuité des efforts, par l'absence de ravitaillement, de vivres, de sommeil, ils ont donné la mesure de leur résistance. Malgré le chiffre élevé de tués, de blessés, ces troupes, sans faiblir, se sont toujours lancées en avant dans les combats qui pouvaient durer plusieurs jours, elles ont montré leur élan dans le choc et leur ténacité dans la lutte. » La suite de son éloge nous fait cependant dresser l'oreille tant elle pue le racisme le plus paternaliste : « Encadrés comme ils le sont aujourd'hui par les officiers français, il n'est pas d'ennemi, quels que soient son nombre, sa couleur et son armement, qu'ils ne soient en état d'affronter avec les plus grandes chances de succès. » Si on a bien compris, nos soldats ne peuvent accomplir des exploits que sous le commandement des Blancs. Mangin s'exprimait au siècle dernier mais ses héritiers, les concepteurs de Serval, restent animés par les mêmes convictions.

Cela me met en colère et je ne peux m'empêcher de penser en ces instants tragiques à Modibo Keita, père de notre indépendance, ordonnant le 20 janvier 1961 le départ des troupes françaises de notre pays. Voici, pour la mémoire et pour l'Histoire, ce qu'il déclara à cette occasion, juste après l'éclatement de la Fédération du Mali : « [...] l'ambassade de France en République du Mali est informée par mes soins de la décision de mon parti et de mon gouvernement de voir la France évacuer les bases militaires de Bamako, de Kati, de Gao et de Tessalit qu'elle occupait du fait des accords franco-maliens signés à Paris le 22 juin 1960, entre elle et la Fédération du Mali, et qui deviennent caducs après les événements du 19 au 20 octobre 1960, et l'acte de reconnaissance par la France du gouvernement du Sénégal, acte qui consacre la dissolution de la fédération du Mali ».

Le drapeau de l'ancienne puissance coloniale fut ramené et remplacé le 5 septembre 1961 par celui d'une nation fière d'avoir enfin recouvré sa liberté.

Ceux qui, comme l'écrivain Seydou Badian Kouyaté, ont été

d'importants acteurs de cette période de notre histoire, savent bien pourquoi l'opération Serval a pour Paris un doux parfum de revanche. Personne ne me fera croire qu'elle a été décidée sur un coup de tête ou dans la panique. Comme le rapportait *Le Figaro* dès le 24 septembre 2012, la France, « ciblée par Aqmi, est à l'avant-garde de la future opération, dont l'ossature sera composée des forces de la Cedeao ». Et le quotidien de noter : « La France s'impatiente. Une centaine de membres de ses forces ont déjà été déployés dans la région [...]. Ils devraient être prochainement renforcés par les commandos de la marine nationale. » Au même moment, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, enchaînait les contre-vérités avec une rare effronterie, déclarant par exemple : « Nous n'avons pas l'intention d'avoir des troupes au sol [...]. C'est aux Africains de régler leurs affaires. La France n'est que facilitatrice. » À la guerre comme à la guerre, certes, mais quand même...

Et comme par hasard, toujours en septembre 2012, le président malien par intérim, Dioncounda Traoré, se voulait on ne peut plus rassurant, ce qui ne l'empêchera pas de solliciter du Conseil de sécurité l'envoi de soldats étrangers sur notre sol. Son Premier ministre, Cheikh Modibo Diarra, avouera du reste avec candeur, dans un entretien publié le 30 septembre par *Le Monde* : « Au regard de l'insistance avec laquelle cette organisation [la Cedeao] nous a demandé de faire une requête d'intervention internationale, j'imagine que cela veut dire qu'il existe une telle force quelque part. »

En réalité, dès le 31 mai 2012, soit deux semaines après l'investiture de François Hollande, un plan d'intervention militaire avait été approuvé à Paris en Conseil de défense restreint. L'idée était de mobiliser la Communauté internationale et d'encourager une action menée par les Africains eux-mêmes.

Le 26 septembre 2012, à New York, François Hollande commence à changer de ton : « Je sais qu'il peut y avoir une tentation de mener des négociations. Négocier avec les groupes terroristes ? Il ne peut en être question. Toute perte de temps, tout processus qui s'éterniserait ne pourrait que faire le jeu des terroristes. »

Les esprits sont donc bien préparés lorsque, le 20 décembre 2012, le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité la résolution 2085 autorisant le déploiement d'une force africaine de 3 300 hommes, pour une période initiale d'un an. La France, qui n'est pas autorisée à agir unilatéralement, s'appuie sur les dispositions de l'article 5 du chapitre II de la Charte des Nations unies régissant les rapports bilatéraux. La même résolution 2085

pose comme préalable à toute intervention la remise sur pied de l'armée malienne. Gravement affectée par les coupes budgétaires qui ont laminé à partir de la décennie 80 les services publics, elle n'en reste pas moins la plus grosse pourvoyeuse d'emplois du Mali. Son processus de recrutement était toutefois particulièrement opaque : on réservait des quotas aux parents d'Att, mais aussi aux dignitaires qui les revendaient sans vergogne au plus offrant. La pratique était si courante que tout le monde connaissait les tarifs, à savoir deux millions pour une place dans le cycle officier de l'École militaire interarmes (Emia) et entre deux cent cinquante mille et cinq cent mille pour devenir sous-officier ou soldat. Je signale au passage que le même système était en vigueur dans la police, la gendarmerie et la douane. Et puisque de nos jours tout se sait, ces jeunes voyaient bien que là-haut ça magouillait ferme. Je suppose que la plupart d'entre eux avaient eu vent des accusations portées contre leur chef suprême, Amadou Toumani Touré, à propos de la rançon versée pour la libération de neuf otages allemands... Tout cela n'était pas de nature à leur remonter le moral ! Mal équipés, mal commandés, ils ne se sentaient pas prêts à donner leur vie pour une patrie qui ne signifiait rien pour eux. C'est, soit dit entre parenthèses, attendre l'impossible des instructeurs européens annoncés que de leur demander de réparer de tels dégâts.

Ce délabrement de nos forces armées explique aussi la ferveur populaire qui a accueilli Serval. « Si vous ne pouvez pas compter sur vos propres fils pour vous protéger, vous n'allez sûrement pas faire les fiers quand d'autres s'en chargent, même si vous savez qu'ils agissent avant tout pour défendre leurs propres intérêts », disent les fervents partisans de l'intervention française, ici au Mali comme chez toi au Sénégal et ailleurs. Cet argument ne résiste pas à l'analyse approfondie des causes de la fragilité de nos États et de nos armées. La puissante armée française est elle-même exposée, au nom de la rigueur, à des coupes budgétaires, mais elle réalise tout de même une démonstration de force ici, au Mali ; c'est pour te dire que l'armée malienne n'a pas seulement souffert de la mauvaise gestion. Elle a également subi des réformes qui en ont fait une pourvoyeuse d'emplois à l'intention des jeunes qui parfois n'ont pas eu d'armes ni assez de balles pour se battre en soldats. La « Flamme de la paix », l'événement phare que Alpha Oumar Konaré a organisé en vue de prouver son attachement à la paix, a consisté à mettre le feu à des milliers de fusils lors d'une cérémonie fort médiatisée, en présence de son homologue Jerry Rawlings, du Ghana. Savais-tu que des Mig et des chars ont été démontés et vendus aux fabricants de marmites

en aluminium et aux ferrailleurs ? Il paraît d'ailleurs que ces derniers ont exporté les pièces détachées ainsi récoltées !

Ce fut un énorme gâchis, selon bien des stratégies militaires et des Maliens qui croient à l'importance de l'armement. Je le leur concède tout en me demandant d'où pouvaient bien venir, dans les circonstances actuelles, les fonds nécessaires à l'acquisition d'armes performantes dans la lutte contre le terrorisme ? Quel pourcentage de notre budget faudra-t-il consacrer à ce poste ? Il y a par ailleurs la question de l'ennemi. Qui est-il ? Où est-il ? Que veut-il ? Pour les Occidentaux, il s'agit d'Aqmi et de ses ramifications. Pour les Maliens ordinaires, il s'agit aussi, et peut être d'abord, de frères ennemis qui ont ouvert la voie aux « djihadistes » et qui veulent la partition du pays.

Cela dit, au début de ces échanges, nous étions loin de nous douter, mon cher ami, que le Mali allait y occuper une place aussi importante. Comment aurions-nous pu faire autrement lorsque ce peuple, si fier et si pudique, s'est trouvé malgré lui projeté sur le devant de la scène internationale ? Je suis persuadée, chaque jour un peu plus, que le Mali a été sacrifié par Paris, mais aussi par ses propres frères africains comme pour conjurer un mauvais sort : se défaire des terroristes qui, faut-il le rappeler, doivent largement leur montée en puissance aux turpitudes des Occidentaux eux-mêmes. Nul ne résume mieux cet état d'esprit que Yayi Boni. Le président béninois n'a pas hésité à déclarer le 11 janvier 2013, jour du déclenchement de l'opération Serval, qu'il était en train de boire du petit-lait. Pourquoi donc ? Parce que, selon notre enthousiaste et bien candide politicien, cette intervention n'a pas seulement sauvé le Mali et l'Afrique, mais le monde entier ! Que veux-tu que j'ajoute, Boris, à une analyse aussi pauvre et superficielle ? Tu comprends bien que, si les chefs d'État de la Cedeao se satisfont d'une grille de lecture aussi puérile, aucun débat contradictoire n'est concevable. Ces éminents leaders n'ont pas hésité à réitérer il y a quelque temps leurs menaces contre les Maliens qui oseraient leur tenir tête. Leur « club ouest-africain » ne sort pas grandi de cette affaire : incapable, comme ses textes le prévoient, de se porter au secours de l'un de ses membres, il essaie de donner le change par de dérisoires gesticulations. Je n'approuve pas pour autant les voies de fait sur le président par intérim Dioncounda Traoré. Même si celui-ci a piétiné la Constitution en conservant son poste au-delà des quarante jours légaux, la légitime exaspération des manifestants ne pouvait en aucun cas justifier une telle violence, de surcroît dans l'enceinte même du palais de Koulouba. La complicité supposée ou réelle de ses agresseurs avec le capitaine Amadou Haya Sanogo a donné du

grain à moudre à la Cedeao qui a aussitôt lancé des avertissements tous azimuts. La très « démocratique » commission de la Cedeao est allée jusqu'à proférer des menaces contre ceux qui sont considérés comme des proputschistes en déclarant qu'elle « suit de très près la situation et ne permettra à quiconque (individus ou groupes) de prendre la transition en otage. Elle prévient encore une fois que si le Comité national pour le redressement de la démocratie et de la restructuration de l'État et ses alliés ne réaffirment pas clairement, au cours des prochains jours, leur engagement envers la transition et ne s'abstiennent pas de toute ingérence future, ils s'exposeront au rétablissement immédiat des sanctions ciblées qui avaient été prises à leur rencontre par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement, le 2 avril 2012. À cette fin, la commission de la Cedeao collabore étroitement avec l'Union africaine ».

En dépit des apparences, cette fébrile agitation visait surtout à décourager à l'avance toute forme d'opposition aux autorités de la transition malienne. C'est sans complexe aucun que le sommet de Yamoussoukro a répertorié dans son communiqué final les mesures destinées à préserver le gouvernement intérimaire de tout danger jusqu'à l'élection présidentielle du 28 juillet 2013. Personne ici n'en voulait à une date aussi rapprochée, mais l'insistance indécente de Paris a pesé davantage que les réserves exprimées par la quasi-totalité de notre opinion publique.

On nous a tout simplement volé notre pays, Boris. Je suis Malienne et je dis haut et fort qu'on nous a volé le Mali, sous prétexte de le protéger des djihadistes. La vérité est que ceux-ci n'auraient pas fait régner la terreur à Kidal et encore moins à Konna si Nicolas Sarkozy, encouragé en coulisse par un certain Bernard-Henri Lévy, n'avait pas cru devoir mettre la Libye à feu et à sang en faisant fi des tragiques conséquences, parfaitement prévisibles, de son activisme.

Personne ne songe à demander des comptes à ces deux-là, ne serait-ce qu'au regard du chaos dans lequel est tombé Benghazi qu'ils prétendaient sauver. Pardonne-moi de revenir sur cette dimension de la crise dont nous avons déjà parlé. Tout le monde la dit « malienne », mais je tiens à faire remarquer que notre pays a été plutôt soufflé par la violence des ingérences occidentales dans le « printemps arabe ». Nous avons bien du mal à comprendre que notre situation puisse servir de modèle dans la propagande pour l'interventionnisme militaire. Quel manque de lucidité ! C'est une preuve de plus que nous avons mille fois raison de regretter les hommes d'envergure, comme Cheikh Anta Diop dont l'absence fait encore sentir plus vivement ce qu'il faut

bien appeler notre faillite collective, à nous les intellectuels africains. Je ne peux que regretter les ravages causés par la pensée unique lorsque j'entends les prises de position de vieux complices du mouvement social mondial. Des militants qui savent parfaitement que la guerre de la France au Mali est d'abord économique, n'hésitent pas à approuver l'opération Serval sous prétexte qu'il fallait faire quelque chose, que le président par intérim l'a demandé, et que le Conseil de sécurité de l'Onu a mandaté la France.

Le Mali avait besoin d'un appui aérien, mais pas de l'occupation de son territoire, ni de la tutelle militaire et politique de la France. Par ailleurs, les circonstances précises qui ont poussé les djihadistes à foncer sur Konna restent à clarifier. Enfin, Paris ne devrait pas nous pousser à combattre un ennemi avec qui il négocie quand il s'agit de libérer ses otages. Au Mali, nous sommes tous des otages. Samir Amin, pour qui j'ai beaucoup d'affection et de respect, figure parmi les militants qui jugent la décision de François Hollande courageuse dans une Europe incapable de faire face aux crises arabe et africaine. À propos de la Libye, Samir fait remarquer que l'objectif poursuivi par l'Otan n'était « ni la protection des civils ni la démocratie, mais le contrôle du pétrole et l'acquisition d'une base militaire majeure dans le pays. Certes, les compagnies occidentales contrôlaient déjà le pétrole libyen, depuis le ralliement de Kadhafi au "libéralisme". Mais, avec Kadhafi, on n'est jamais sûr de rien. Et s'il retournait sa veste et introduisait demain dans son jeu les Chinois ou les Indiens ¹ ? ». Nous aurons certainement l'occasion de faire la lumière sur ce qui différencie Nicolas Sarkozy en Libye de François Hollande au Mali. À l'arrivée, le drapeau tricolore flotte au-dessus de deux villes meurtries ; puis, comme tu le signales quelque part, Nicolas Sarkozy va prendre un bain de foule à Benghazi et François Hollande à Tombouctou. À quand le changement en matière de politique africaine de la France ? L'un des partis français avec lesquels j'aurais pu avoir une certaine affinité, c'est le parti socialiste. J'avais plutôt été rassurée par le discours d'investiture de Hollande à l'élection présidentielle. Il avait déclaré : « La République française, par son histoire, sa géographie, ses valeurs et sa place, est appelée à jouer un rôle particulier sur la scène internationale... Elle a définitivement répudié toute volonté de domination, elle se garde de toute nostalgie d'empire. Elle est suffisamment sûre d'elle-même pour admettre ses fautes historiques envers les peuples du Sud. »

Même si elles sont parfois surprenantes, ces controverses sont finalement instructives car le Mali n'intéressait jusqu'ici que de

rare « spécialistes ». J'espère que mes concitoyens et les Africains, d'une manière générale, sauront saisir la balle au bond pour se faire entendre et respecter. Je veux dire par là que nous avons une occasion historique de secouer le baobab des idées reçues sur notre place dans le monde et de rompre avec la culture du consensus que deux décennies de démocratie prétendue exemplaire et faussement pluraliste nous ont inculquée. Je ne vois pas pourquoi nos élites gardent le silence quand certains de leurs homologues français disent haut et fort ce qu'ils pensent.

Mis à part Oumar Mariko du parti Sadi, très peu d'hommes politiques se sont prononcés sur l'opération Serval. À propos de cette intervention, c'est Valéry Giscard d'Estaing qui s'est exprimé le premier en France, la qualifiant de « guerre postcoloniale ». Sa prise de position a suscité la colère de Michel Rocard, qui déclare y voir au contraire un « enjeu civilisationnel ». L'ancien Premier ministre Dominique de Villepin ne cesse de marteler que « la guerre contre le terrorisme est une absurdité » (TV5). J'ai parfois l'impression que l'on discute des enjeux de cette guerre davantage en France qu'en Afrique. Tu m'as dit une fois qu'il en est de même du Rwanda.

Qu'est-ce qui nous empêche de formuler des opinions documentées et argumentées sur nos propres conflits ? Faute d'avoir les moyens de régenter la vie des autres peuples, nous pouvons au moins aspirer à régir notre propre univers, à comprendre nos propres malheurs pour les sublimer. Ce qui est en cause ici, c'est un certain rapport à l'Histoire. J'entends souvent mes compatriotes dire que, pour eux, la priorité absolue, c'est la préservation de l'intégrité territoriale du pays. Leur slogan, « Mali un et indivisible », est certes digne de respect. Il m'émeut. J'avoue aussi qu'il me peine car ceux qui s'en réclament avec un admirable patriotisme ne se rendent pas toujours compte que la perte de souveraineté économique et politique à travers les programmes d'ajustement structurel a précédé et favorisé la tentative de partition du pays qui nous menace à partir de Kidal.

Le bradage des entreprises publiques et des terres agricoles ainsi que les termes des contrats miniers sont autant de formes de dépossession auxquelles pourront s'ajouter les bases militaires si nous ne sommes pas vigilants et solidaires.

Je veux aussi témoigner, à partir d'expériences humaines vécues, de la volonté de nos troupes de faire face courageusement à l'ennemi, même en étant convaincues, comme à Aguelhok, que leur destruction pouvait être au bout de ce chemin de souffrance. À Aguelhok, une jeune recrue a eu le temps d'envoyer un texto à son père : « Papa, il se peut que tu ne me revoies plus parce que

nous sommes à court de munitions. » Un autre a alerté ses proches : « Ils sont en train de nous exécuter l'un après l'autre. Dans quelques instants, ce sera mon tour. Adieu. » Il est normal, Boris, que les mères de ces soldats n'aient toujours pas réussi à oublier ces mots-là, les derniers prononcés par leur fils.

Abdoulaye était lui aussi à Aguelhok. Blessé au bras et encore terrorisé par ce qu'il y avait vu, il s'était juré de quitter l'armée. Mais il n'avait pas envie de désertier et il ne pouvait pas non plus se passer des 65 000 francs mensuels qui lui permettaient de faire vivre sa famille. Abdoulaye est tombé à Konna où il était allé le 10 janvier 2013, la peur au ventre. Quand il a cessé de répondre aux appels téléphoniques, ma nièce Coumba a compris. Elle est devenue inconsolable. Nous, à Bamako, nous retenions tous notre souffle en nous disant : « Pourvu qu'ils tiennent bon cette fois-ci ! Pourvu qu'il ne leur arrive rien ! » Tu l'auras compris, Konna, ça n'était pas pour nous un de ces combats dont on entend parler vaguement à la télé. Konna avait le visage d'un être aimé. Abdoulaye. Sur place, une de mes connaissances, du nom de Bassékou, marchand de bétail originaire de Korianzé, nous a rassurés au début en nous disant que nos soldats tenaient tête vaillamment aux assaillants. Quelques heures plus tard, il fallut se rendre à l'évidence. J'ai reçu un message de Yacou : « Les nôtres se replient, tante. On compte de nombreux blessés et des morts. L'hôpital de Mopti est débordé, il y a du sang partout. » Abdoulaye et ses camarades nous avaient promis en partant pour Konna de « ne pas trembler devant l'ennemi et de ne pas fuir, quoi qu'il arrive ». Je suis sûre qu'ils ont tenu parole, mais je ressens en t'écrivant ces lignes une grande colère contre ceux qui les ont envoyés, les mains nues, à la boucherie.

En toute amitié,

Amy

1.

Samir Amin, « 2011 : le printemps arabe ? », article publié par *Mouvements*, le 1er juin 2011. <http://www.mouvements.info/2011-leprintemps-arabe.html>

Saint-Louis, jeudi 27 juin 2013

Ma chère Amy,

Jamais l'intervention d'une grande puissance en terre étrangère n'a été accueillie par de tels vivats... Dans cette opération Serval la diplomatie française a, une nouvelle fois, fait la preuve de son génie... Hollande a même pu se payer le luxe de l'autodérision à l'Unesco en déclarant, lors d'une cérémonie de remise du prix Houphouët-Boigny pour la paix : « Je déclenche la guerre au Mali et voilà que ça me vaut un prix pour la paix ! » Il a également été l'invité d'honneur, pour les mêmes raisons, du sommet de l'Union africaine – et pas n'importe lequel, s'il te plaît : celui du cinquantenaire de nos indépendances ! Seule Dlamini Zuma, présidente de la commission de l'UA, a jugé ce geste choquant, mais a dû se résigner. À Addis-Abeba aussi, le compatriote de Talleyrand a sûrement éprouvé le même sentiment de fierté pour son aisance à faire passer la quarante-neuvième intervention militaire française en Afrique pour un acte de pur altruisme. De toutes les puissances européennes, la France est la seule à n'avoir jamais pu se résigner à décoloniser et l'opération Serval va évidemment la conforter dans cet entêtement réactionnaire. Bien des nôtres ont, dans cette affaire, largué sans crier gare les amarres de la raison ! Je fais allusion à tous ces intellectuels, africains ou non, peu suspects jusqu'à présent de complaisance pour la Françafrique, qui se sont soudain mis à « applaudir des dix mains » – pour reprendre une charmante expression wolof – l'offensive française contre les djihadistes. Tu t'en es indignée, à juste titre. Serval, c'est l'imposture dans toute sa splendeur, l'imposture dans toute sa gloire : le succès a dépassé les plus folles espérances des stratèges.

Ce qui m'a le plus frappé, c'est le ton rageur de certains de ces amis s'exprimant sur les plateaux de télévision ou ailleurs : vous m'accusez d'être soulagé que la France soit venue débarrasser le Sahel des narcoterroristes barbus ? Eh bien, je persiste, je signe et je hurle à pleins poumons : « Vive François Hollande ! » Et vous m'accusez, camarades, de pactiser avec le néocolonialisme français ? Eh bien, ouvrez vos oreilles et

entendez mon tonitruant cri du cœur : « Vive le néocolonialisme français ! » Je me moque, bien sûr, mais parfois on n'était pas très loin de cette caricature. On pourrait penser que pour certains de ces militants, c'est une vie de combat fichue par terre. À mon avis, ce serait une vision trop simpliste. Ce brutal revirement est tout en surface et je n'y perçois, personnellement, nulle trace de reniement. De la haine pour ceux qui ne savent que couper les mains et les jambes ou cacher les visages des femmes, oui – et certes ces gens méritent toute la haine du monde. Cependant, même contre eux, la haine n'est pas bonne conseillère. Si l'on en vient à appeler de ses vœux la peste sous prétexte qu'elle va nous guérir du choléra, c'est qu'en vérité on se sent perdu, au comble du désespoir. Dans les faits, depuis quelques années la seule possibilité qui nous soit laissée, c'est, si tu me permits la formule, de choisir entre le « plus pire » et le « moins pire ». Un cas typique de ce blocus mental a été l'invasion américaine contre l'Irak en 2003. Le monde entier s'est trouvé en quelque sorte dans l'obligation de se prononcer en faveur de Saddam Hussein ou de Bush, et j'ai adoré la réaction de la romancière indienne Arundhati Roy lors d'une conférence à Mantova, en Italie. Elle a fait rire l'assistance en demandant d'un air faussement étonné : « Mais pourquoi veut-on me contraindre à choisir entre Jack l'Éventreur et l'Étrangleur de Boston ? » Même si l'Irak, ça semble bien loin de Kidal, encore une fois, dans notre village planétaire toutes les comparaisons ont, si j'ose dire, droit de cité. Sur cette carte géante, les territoires se raccordent tous et les coins oubliés de l'univers ont beaucoup à nous apprendre sur les plus ardentes mégapoles.

Comment en sommes-nous arrivés à ce que je propose de nommer la déraison Serval ? Chacun de nous doit se poser la question en son âme et conscience. Nous les intellectuels, après nous être institués, avec notre habituelle arrogance, les porte-parole de nos peuples, nous les avons tout simplement égarés. À l'arrivée, nous voyons avec stupéfaction sur nos télévisions des soldats français accueillis en héros par des populations maliennes en délire. Le pire, c'est que nous ne pouvons même pas laisser éclater notre rage contre cette allégresse populaire : elle est, dans un sens, logique et justifiée. Un vieil ami dakarois, Ousseynou Bèye, qui a toujours eu un regard détaché et très clair sur tous les événements politiques, m'a fait remarquer avec ironie, mais non sans amertume : « Boris, tu dois admettre que pour une fois il y a eu convergence d'intérêts entre la France néocoloniale et le peuple malien. » Tu n'en seras sans doute pas heureuse, mais j'ai dû en convenir. Je crois que c'est une bonne façon de poser le

problème, car elle circonscrit Serval dans le temps.

L'inquiétant, c'est que le peuple malien n'ait pas eu le choix ou, plutôt, qu'il ait eu à choisir entre des barbares déchaînés et une occupation étrangère si corrosive et subtile qu'elle en devient indolore. On tombe toujours dans le même piège : il y a les bons et les méchants, et sans même nous demander comment il se fait que les premiers appartiennent toujours au même univers culturel nous crions haro sur Mugabe, Saddam Hussein, Gbagbo et Kadhafi. Certains de ces politiciens arabes ou africains se sont souvent montrés d'une cruauté incroyable, et personne évidemment n'est à l'aise pour les défendre. Mais, justement : s'agit-il de prendre parti pour eux ? Certainement pas. Comme toi j'ai été ulcéré, au cours des derniers mois, par les exactions et exécutions sommaires commises chaque jour par les narcoterroristes au Nord-Mali. Je sais aussi que la situation était telle que le Mali et toute l'Afrique n'avaient d'autre solution dans l'immédiat que de s'en remettre à la France pour les déloger. Pourtant, ce qui aurait dû être une simple alliance de circonstance revêt une signification stratégique qui ne devrait pas nous échapper. Sourde aux exhortations de Cheikh Anta Diop et de Nkrumah, l'Afrique n'a jamais voulu admettre, ainsi que le disait l'historien, que sans une armée digne de ce nom aucun pays ne compte vraiment, que « la sécurité précède le développement ». Si la Chine est là où elle en est aujourd'hui, c'est parce qu'elle l'a compris. Je ne suis pas en train de suggérer que des problèmes aussi complexes peuvent être résolus d'un claquement de doigts. Notre passé n'a rien à voir avec celui des Chinois, et la belle idée d'une armée pour toute l'Afrique restera sans doute pendant des décennies, voire des siècles, une vue de l'esprit. Mais ce qu'il y a de bien avec les utopies, c'est qu'elles nous placent au moins dans le sens de l'Histoire, qu'elles nous donnent l'envie et la force de réaliser ce qui peut l'être ici et maintenant. En somme, rêver l'impossible nous rend plus pragmatiques. Si le Mali avait eu une armée capable de faire face à ses agresseurs, il ne s'en serait pas remis à d'autres pour assurer sa survie, laissant apparaître sa fragilité dans des conditions qui ont intrigué et amusé le monde.

C'en est fini en tout cas pour longtemps de sa souveraineté et de sa relative homogénéité territoriale. Il faudrait être bien naïf pour s'imaginer que, après s'être donné tant de mal pour libérer le Nord, Serval remettra les clefs du pays à Dioncounda Traoré ou au futur président élu et se contentera de grandes effusions d'adieu. Non, le monde ne marche pas ainsi. La France s'est mise en bonne position dans la course aux prodigieuses richesses naturelles du Sahara, elle doit absolument sécuriser « son

uranium nigérien » et on la voit mal laisser tomber la rébellion touareg qui reste pour elle une carte précieuse.

Que pouvait valoir, finalement, l'indépendance du Mali, ce pays qu'un rien a fait chuter dans l'abîme ? Qu'a-t-il fait de l'héritage de Modibo Keita ? La question qui se pose à nous tous, et sans doute avec une force particulière aux anciennes colonies françaises d'Afrique subsaharienne, c'est pourquoi nous ne semblons même pas sentir la morsure des chaînes qui entravent nos mouvements. Il m'est arrivé d'écrire que, même entassés au fond de la cale, nous nous laissons bercer par la mélodie de ces chaînes. Il n'est pas juste de s'exprimer ainsi, je le sais bien, ce sont des mots que nous arrachent parfois la rage et le dépit. La lutte est si inégale que nous pouvons parfois juger plus sage de nous résigner à notre sort. Ceux d'en face n'ont pas seulement la force des armes, ils ont surtout subjugué les âmes, on le devine à chaque instant dans les comportements des meilleurs d'entre nous. On en revient toujours à Cheikh Hamidou Kane évoquant notre rencontre avec l'Occident : « Ainsi derrière les canonnières, écrit-il, le clair regard de la Grande Royale des Diallobe avait vu l'école nouvelle. »

Aucun doute là-dessus. Il n'en reste pas moins, je le dis avec sincérité, que notre esprit de résistance n'est pas à la mesure des enjeux. Nous sommes tous, intellectuels et politiques, responsables de cette faillite. Mais il m'arrive d'en vouloir particulièrement à nos historiens ; j'ai parfois l'impression que la plupart de ces brillants esprits n'utilisent pas leur connaissance intime de notre passé pour nous aider à comprendre les enjeux du présent. Beaucoup d'entre eux ont le nez dans le guidon, tandis que d'autres répètent les mêmes phrases depuis des décennies sans paraître se rendre compte des mutations qui n'en finissent pas de se produire sur le continent.

Nous devons peut-être aller plus loin et nous demander si nous n'aurions pas dû hausser le ton dès le jour où des blindés français ont forcé les grilles du palais de Gbagbo. Il était possible et nécessaire, que l'on soit pour ou contre Laurent Gbagbo, de faire savoir à Paris qu'une ligne rouge venait d'être franchie. Mais nous ne savons qu'annoncer notre leçon sur la démocratie, on a inventé exprès pour nous des termes comme « bonne gouvernance » – qui a donc jamais entendu parler de « bonne gouvernance » en Belgique ? –, nous avons fini par perdre tout sens des nuances et surtout la capacité d'inscrire des événements politiques particuliers dans une logique globale de domination. Or, par ces temps difficiles, ceux qui ont été si longtemps les maîtres de l'univers sentent leur position menacée et, comme en

1885 à Berlin, tracent des lignes sur des cartes en fonction de leurs intérêts, sans se soucier du sort des populations violemment dressées les unes contre les autres.

Je m'arrête là, poursuivi par une image, ma chère Aminata : celle de ces gamins maliens au bord des routes de Tombouctou et de Gao, regardant passer les militaires toubab, un peu comme ils admiraient les motards il y a quelques années, à l'occasion du Paris-Dakar. Je me suis plusieurs fois demandé ce que ça doit faire de telles scènes dans la tête d'un enfant. On a rarement vu une population à ce point ébahie par son propre destin et ne comprenant rien à ce qui est pourtant censé être sa guerre de libération. C'était à croire que tes concitoyens, devenus d'un instant à l'autre des images sur un écran, se voyaient en train de se regarder eux-mêmes et de regarder leur propre pays à la télé.

Mais le meilleur peut naître du pire. On m'a récemment demandé si l'accueil enthousiaste réservé aux troupes françaises signifiait leur retour en force dans leurs anciennes colonies. J'ai répondu que si une telle éventualité ne peut être écartée, elle a malgré tout peu de chances de se matérialiser. Les transports amoureux en direction des soldats français viennent du cœur, mais ils sont passagers. Les véritables objectifs de cette guerre ne vont pas tarder à apparaître au grand jour et pour les Maliens le réveil risque d'être douloureux. Ça n'existe nulle part, des bruits de bottes étrangères agréables aux oreilles. Les médias français peuvent toujours se bercer d'illusions mais, à leur place je me dirais que la mariée est quand même trop belle ! Et puis, tu sais, l'opération Serval a démarré au moment même où la presse parisienne exposait chaque jour des faits de plus en plus précis prouvant le rôle actif des services français dans l'attentat du 6 avril 1994 à Kigali. L'implication résolue de la France dans le dernier génocide du ^{xx}e siècle est une tache indélébile sur son honneur. Ce ne sont pas les cris de joie, sincères mais très passagers, des Maliens qui vont l'effacer.

Ta principale préoccupation, cependant, c'est le sort de tes compatriotes, si durement éprouvés bien avant ces événements par le marasme économique. Le Mali et ses soldats en guerre dans leur pays, à l'instigation d'une puissance étrangère et sous le commandement de celle-ci... Le Mali et ses soldats dont la mort ne compte même pas, contrairement à celle du pilote français d'hélicoptère, Damien Boiteux, abattu au premier jour des combats. Ce que ces humiliations doivent nous montrer, c'est ce qu'une certaine comédie politique, destinée à l'exportation, peut avoir de dangereux. De l'effondrement du mythe républicain à la mise en œuvre de mécanismes d'exclusion meurtriers, il n'y a

qu'un pas : chaque Touareg ou Arabe risque d'être désormais perçu comme un complice des groupes djihadistes ou de la rébellion. Les relations entre les différentes communautés du Mali ont toujours été délicates, et la menace d'affrontements ethniques et raciaux n'a jamais été aussi sérieuse. C'est le moment où jamais de dépasser les vieilles rancœurs. Peu de temps après le carnage d'Aguelhok, j'ai eu l'occasion de parler dans un lycée de Bamako. Il y avait des jeunes Touareg dans l'assistance. Certains d'entre eux avaient manifestement peur de ce qui pourrait leur arriver un jour ou l'autre. Rien, justement, ne doit leur arriver. Ils n'ont pas à payer pour les crimes de quelques politiciens ambitieux, qui sont d'ailleurs surtout des laquais de Paris.

Ce qui nous égare, je crois, c'est une fâcheuse tendance à analyser les faits isolément. Très franchement, je ne sais pas comment font de si brillants esprits pour s'imaginer qu'une intervention militaire aussi importante que Serval, par exemple, est en quelque sorte orpheline de père et de mère. Bien sûr, ils ne sont pas naïfs au point de croire que des soldats français se sont du jour au lendemain transformés en justiciers désintéressés et que, en contradiction avec une politique coloniale et néocoloniale marquée par les pires atrocités, la France s'est retrouvée dans l'imbroglio nord-malien par pure bonté de cœur. Aucun de ces analystes n'ignore que l'agression de l'Otan contre la Libye, sous prétexte de la débarrasser d'une dictature, est à l'origine de la déstabilisation du Nord-Mali. Quand on prend en compte le rôle de la France dans la chute de Kadhafi, l'opération Serval devient beaucoup plus lisible. Il est tentant d'évoquer une fois de plus la Françafrique et je comprends que tu l'aies fait. J'aimerais pourtant nuancer un peu ton propos. La Françafrique est, certes, à l'œuvre dans cette histoire – de toutes les armées sur le terrain, seule celle du Nigeria, particulièrement discrète, est hors du pré carré français –, mais nous devons aussi être conscients que d'une certaine façon la Françafrique de papa, c'est fini. Il serait toutefois naïf de s'en réjouir, car ce n'est une bonne nouvelle qu'en apparence ! Dans la guerre globale menée par l'Occident contre le terrorisme mais aussi, pour d'autres raisons et de manière plus feutrée, contre la Chine, les pays émergents et même l'Iran, il est facile à Paris d'appeler en renfort ses anciennes colonies sur lesquelles elle a toujours exercé un contrôle absolu. Serval évoque sans doute davantage l'intervention américaine en Irak que les opérations classiques du genre « Licorne » ou « Turquoise ». Imagine toutefois que Bush ait réussi à envahir l'Irak en emmenant dans ses bagages les armées des pays d'Amérique du Sud où, deux décennies auparavant, la CIA faisait la pluie et le

beau temps ! Je me dis parfois que les stratèges français sont vraiment trop forts et que le Portugal, la Belgique et l'Angleterre doivent souvent se demander avec envie par quels géniaux tours de passe-passe historiques Paris parvient à garder la haute main sur ses anciennes colonies africaines – lesquelles n'en continuent pas moins de se croire totalement indépendantes. En tout cas, avec Serval, la France n'a pas boudé son plaisir. Avant, elle parachutait des bidasses à Ndjamena, Bangui ou Kolwezi avec une certaine désinvolture, et ça ne faisait évidemment pas la une des médias. Cette fois-ci, on a enchaîné déclarations fracassantes, conseils de guerre à l'Élysée, sondages d'opinion et éditoriaux, si bien que le Mali a eu, bien malgré lui, son petit moment de célébrité planétaire. Il est peu probable, hélas, qu'il en jouisse longtemps. Avant même le retrait des forces françaises prévu pour mars, les kamikazes sont entrés en action et il n'est question depuis quelques jours que de soldats – maliens et tchadiens, pas français – sautant sur des mines ou tombés dans quelque embuscade du Mujao. On aurait dû s'en douter : Paris ne s'est pas retiré d'Afghanistan, avec une hâte peu glorieuse, soit dit au passage, pour aller payer le prix du sang au Mali. C'est un des paradoxes de l'ordre actuel du monde : ceux qui veulent nous imposer leur loi par la force des armes ne supportent pas que leurs soldats meurent au combat.

L'objectif déclaré de cette guerre – aider le Mali à recouvrer son intégrité territoriale – fait sourire quand on sait à quel point le risque est grand d'une remise en selle de la rébellion, en particulier du MNLA. Ce mouvement, très vite écrasé militairement, va recueillir sans coup férir les bénéfices de l'opération Serval. En somme, après leur cuisant échec militaire, les indépendantistes touareg vont se voir accorder un contrôle politique sur le Nord dont ils n'ont jamais osé rêver. C'est un formidable paradoxe, mais l'intérêt de l'Occident, c'est un État central malien sans réelle emprise sur la partie septentrionale de son territoire. Les pressions ont commencé pour obliger Dioncounda Traoré à négocier avec des Touareg modérés sortis de la manche de Paris et on ne voit pas un président intérimaire aussi malléable résister à Hollande. Il n'a même pas osé protester contre l'interdiction faite aux soldats maliens d'entrer dans Kidal... C'est d'ailleurs une affaire hallucinante, quand on se donne la peine d'y regarder de plus près. Kidal, c'est tout simplement la partition d'un État souverain par une puissance étrangère « amie », alliée avec l'ennemi. Et il se trouve aussi que les Touareg, que la France y met à l'abri en prélude d'on ne sait quelles grandes manœuvres, n'ont d'autre choix que de lui obéir

au doigt et à l'œil. Peu représentatifs de leur communauté, ils devraient plutôt être jugés pour les innombrables atrocités commises, notamment à Aguelhok.

À tout bientôt, chère amie, et mon affection toute particulière à ton petit-fils Yan Ibrahim que j'entends si souvent crier et semer une grosse pagaille chaque fois que je t'appelle chez Awa.

b

Bamako, mercredi 24 juillet 2013

Très cher Boris,

Je t'envie d'avoir l'occasion de faire de si fréquents allers-retours entre Saint-Louis et Dakar. Finalement, si on prend les choses du bon côté, vivre hors de la capitale, c'est avoir en vrai deux villes pour le prix d'une seule. Il nous est pratiquement impossible, malgré notre bonne volonté, d'échapper à ce dédoublement. Toutes les activités intellectuelles, des grands colloques aux plus modestes ateliers de formation, se passent à Bamako, Dakar ou Abidjan, et l'on est sans cesse en route vers ces métropoles à partir de l'intérieur du pays. Mais je sais qu'il est plus facile de s'en réjouir de si loin... Tu aimerais sans doute que le mouvement s'inverse, je veux dire que Saint-Louis attire à son tour des dizaines, voire des centaines de milliers de visiteurs par an ! Ce serait autant de gagné pour ses habitants, en particulier ses jeunes. Il paraît d'ailleurs que la ville résiste de mieux en mieux à l'hégémonie de Dakar. En plus de l'université Gaston Berger, elle abrite un grand festival de jazz et d'autres manifestations culturelles de moindre envergure, certes, mais assez connues et respectées tant au Sénégal qu'à l'étranger.

Cela dit, ce n'est pas moi qui vais te reprocher d'aimer de moins en moins ta ville natale. J'observe à Dakar comme ici, à Bamako, la logique des grands travaux de transformation de nos capitales, sans véritable ancrage social et culturel. Comment s'appropriier, habiter, partager et entretenir des infrastructures qui surgissent dans l'intention de rattraper tel ou tel pays ? Et pendant que, loin de leurs peuples et au détriment de ces derniers, nos dirigeants contractent des dettes pour ériger de faux New York, Paris et Londres, l'écart déjà énorme se creuse davantage entre les « médinas » et les enclaves urbaines européanisées et hautement sécurisées. Il ne s'agit pas seulement de différences architecturales. C'est aussi un monde où on pousse si loin le désir de « faire comme les Toubabs » que des voisins ne se disent même pas bonjour... Je ne sais pas pourquoi, mon cher ami, mais je suis très sensible aux amabilités des voisins ou des passants, et m'efforce à mon tour de saluer tous ceux que je

rencontre.

C'est d'ailleurs une histoire de « bonjour » qui a en partie motivé l'une de mes initiatives citoyennes : le pavage des rues de mon quartier. Un jour, en sortant de chez moi, j'entends un groupe de jeunes gens parler et rire à gorge déployée. Je ne sais pas de quoi ils parlaient, mais ils se sont tus dès qu'ils m'ont aperçue. C'était étrange. Je me suis approchée d'eux et leur ai demandé pourquoi ce silence. L'un d'entre eux a lâché la réponse suivante : « Tu as été ministre non ? – Et alors ? leur ai-je demandé. – Eh bien, rien ! » J'ai vécu cet entretien bref et incisif comme une gifle. Je me sentais chez moi, dans mon quartier, mais, pour avoir été ministre, je n'étais pas tout à fait parmi les miens. J'avais tenu, avant ma nomination au poste de ministre de la Culture et du Tourisme, à construire ma maison en matériaux locaux et à paver ma rue. Utopiste, je voulais prouver qu'il y avait des avenues et des avenir à bâtir dans les quartiers populaires. Ma démonstration à petite échelle ne suffisait pas. Il fallait agir avec davantage de jeunes. Tout cela se déroulait à Missira, tout près de Niaréla, ce puissant lieu de vie qui t'a fasciné à tel point que tu en as fait, ainsi que tu le rappelles, le cadre de ton roman *Doomi Golo* . Bravo pour sa version audio et numérique, dont j'ignorais l'existence ! Elle va le rendre accessible à un plus grand nombre de lecteurs/auditeurs. À ma connaissance, l'expérience n'a jamais été tentée au Mali et j'aimerais savoir quel accueil le public sénégalais a réservé à ce produit littéraire d'un genre nouveau.

Pour en revenir à Missira, l'initiative de réconciliation, de réhabilitation et de réappropriation que j'ai lancée, à la suite de cette confrontation avec une jeunesse qui se sentait exclue, avait pour nom « Le soi, les voisins, le quartier ». Elle a été mise en œuvre entre 2008 et 2012. Quatre années de bouillonnement, de convivialité et de bonheur dont je garde un souvenir ébloui, impérissable ! Ma joie et ma fierté sont, aujourd'hui encore, d'autant plus grandes que le pavage des rues – élément central et fédérateur de cette action citoyenne – a fait tache d'huile. C'est la bonne vieille recette : prouver le mouvement en marchant. Mais encore faut-il avoir des jambes en bon état ! Car cette belle mobilisation citoyenne et citadine, c'était *avant* . Avant la guerre par procuration, celle dont les Maliens ordinaires ne connaissent ni les tenants ni les aboutissants. Celle dont notre pays, qui a tant besoin de ressources, de sérénité et de convivialité pour réaliser des infrastructures de base, n'a pas les moyens. Il va devoir consacrer 3 à 4 % de son budget à l'achat d'armement contre un ennemi qui surgit souvent des taudis, des quartiers insalubres où

le chômage brise bien des vies. Je reste persuadée que travailler ensemble, remodeler en solidarité nos quartiers et nos cités, participe de la réconciliation et la reconstruction de nous-mêmes et de notre pays meurtri.

Je ne veux pourtant pas être injuste avec tous les politiciens, même si j'ai pris bien des coups dans la poursuite de mes microréalisations. Il y a ceux qui voient dans chaque entreprise qui leur échappe une volonté de les défier. Il y a ceux qui pensent que je n'ai rien compris aux règles du jeu, si je crois pouvoir changer le monde à partir de ces petites actions. Et puis il y a ceux qui me respectent et m'encouragent parce qu'ils savent que je ne suis ni dans une logique d'enrichissement personnel ni dans une logique clientéliste.

Le Centre Amadou Hampâté Bâ et les structures familiales que j'ai créés, Djenné, Dunanso et San Toro, pour illustrer les réponses possibles au niveau local, sont confrontées aux mêmes difficultés que toutes les petites entreprises à caractère culturel, en raison du maintien du Mali parmi les pays dits « à risque ».

J'évoque ces réalités pour rappeler que rien n'est simple. À cause de cette exclusion, des Maliens vont devoir inventer une autre économie en faisant preuve de créativité et de solidarité avec les plus vulnérables.

Il faudra que la France, qui ne sait plus où donner de la tête, lâche du lest. Elle se tire une balle dans le pied en fermant les yeux sur l'asphyxie de l'économie réelle pendant que prospère celle de la guerre. Les chômeurs et les affamés, dont le nombre grossira, seront autant de candidats à l'émigration clandestine, au « djihad » et à d'autres aventures. Une telle situation constitue du pain béni pour les racistes de tous bords. Comment appréhender cette évolution prévisible, Boris, lorsque l'on a en face de nous des autorités françaises qui imposent leur agenda ? Elles ont si bien mené leur affaire qu'elles s'imaginent que leur problème à l'heure actuelle est de trouver quelqu'un « à qui confier les clefs » de mon pays. C'est bien ce que François Hollande a déclaré : nous acceptons de partir mais nous ne savons pas à qui remettre les clefs du Mali ! C'est, mine de rien, la plus grave insulte proférée contre la nation malienne. Voilà une phrase qui aurait dû provoquer la même levée de boucliers que le « discours de Dakar » mais qui, malheureusement, est passée totalement inaperçue.

Quid de l'ambassadeur de France chez nous ? Il est sur tous les fronts, à l'instar de son homologue Gérard Araud qui s'active à New York pour faire aboutir les résolutions appelées à sceller notre destin à notre insu. Nommé par Nicolas Sarkozy, il fait en

ce moment du zèle auprès de son successeur à l'Élysée pour être maintenu à son poste. Du temps où il fallait nous convaincre de la nécessité de nous impliquer dans la lutte contre le terrorisme, il n'a pas hésité à nous dire ses quatre vérités sur ce qu'il appelait l'absence de débat démocratique. Maintenant que notre gouvernement est engagé corps et âme dans ce combat, le même diplomate est omniprésent dans les médias sans que la discussion publique qu'il préconisait ait jamais eu lieu. L'ambassadeur Christian Rouyer – puisque c'est de lui qu'il s'agit – entretient des liens étroits, sinon incestueux, avec nos politiciens et la quasi-totalité des médias à qui il a accordé, dès le déclenchement de l'opération Serval, vingt millions de francs CFA pour « préparer » leur couverture de la guerre, autant dire pour acheter leur silence.

Cette modique somme a suffi, hélas, à museler des journalistes ayant bien du mal à joindre les deux bouts. On a beaucoup parlé de l'extrême dénuement de nos soldats – une des causes de leur manque de professionnalisme. Il y a toutes les raisons d'en dire autant de nos journalistes. Bien avant la débâcle militaire malienne, ces guerriers autoproclamés de la liberté d'expression se laissaient acheter par le représentant d'une puissance étrangère directement concernée par le conflit et qui leur traduisait ainsi son mépris.

Les médias occidentaux, loin du champ de bataille, de qui on pouvait attendre un minimum de retenue, ont-ils au moins sauvé l'honneur de leur corporation ? Même pas. Leurs reportages sur Serval se sont faits à travers la grille de leurs idées reçues sur l'Afrique, ce qui a amené certaines plumes célèbres à flirter avec le racisme bon enfant des correspondants ou envoyés spéciaux de certaines chaînes de télé ou radios soi-disant mondiales. Aucun d'eux ne s'est permis de mettre en cause la légitimité de l'intervention militaire ou de proposer une lecture d'ensemble de la crise malienne. Jamais ministre de la Défense n'a été aussi chouchouté, et avec une si belle unanimité, que Jean-Yves Le Drian.

« Que nous cache-t-on encore ? » Telle est la question que je me pose souvent lorsque je regarde les infos. Et elle ne me tараude pas seulement à propos du Mali. Il y a tant de bizarreries, mon cher Boris, sur tous les sujets d'actualité ! Prends l'exemple de la Syrie. Qui peut dire avec certitude d'où sort l'Observatoire syrien des droits de l'homme, dont les communiqués sont devenus du jour au lendemain la bible de mille et un experts ? Qui a créé ce machin ? Qui le finance ? Est-ce se ranger du côté de Bachar el-Assad que de soulever ces interrogations dictées par le simple bon sens ?

Chez nous, les autorités de la transition s'alignent systématiquement derrière la France. Celle-ci accepte-t-elle une résolution ou une décision ? Elles en font autant. Paris change-t-il d'avis ? Bamako reconnaît modestement sa propre erreur et, sans doute par le plus grand des hasards, prend un virage identique à celui de la France. Mais les faits sont têtus. Laurent Fabius semble être le seul à ignorer les terribles souffrances des Maliens, lui qui déclarait il y a quelques jours avec aplomb : « Nous sommes en train de gagner la guerre. Il faut aussi gagner la paix. »

Tu auras peut-être du mal à le croire, mon cher ami, mais dans ce pays complètement dévasté il y a eu, si j'ose dire, une montée d'adrénaline électorale dès que la date butoir du scrutin a été fixée au 28 juillet !

On ne parle plus que du fichier, d'un éventuel réaménagement de la loi électorale, de financement et d'autres questions importantes, certes, mais tellement secondaires par rapport aux causes profondes de l'effondrement de l'État malien.

Nos réfugiés en Algérie, au Niger, en Mauritanie, au Burkina Faso ainsi que les déplacés se sentent abandonnés. Leur situation, particulièrement humiliante, aurait mérité plus d'attention. Pense donc qu'un adulte doit se faire photographier et accepter d'être fiché avant d'avoir droit à six kilos de riz et cinq cents grammes de lait pour chaque membre de sa famille. Ces malheureux sont réduits à l'état d'objets et nombre d'entre eux sont persuadés que leurs photos vont servir à mobiliser des fonds dont ils ne verront jamais la couleur. Mais ce que les réfugiés supportent le moins, c'est le bracelet qu'ils sont tenus de porter en permanence. Ils y voient un signe d'infamie, même si on leur explique qu'il leur permet de bénéficier d'un lieu d'habitation et d'une certaine quantité de nourriture.

Même en dehors des camps, les temps sont de plus en plus durs. Ici, à Bamako, des commerçants et des fonctionnaires des régions du Nord font la queue pour cinquante kilos de riz. On lit la gêne sur les visages. Ceux qui ne peuvent pas refuser ces dons ont l'impression d'être tombés au plus bas de la déchéance. C'est pourquoi beaucoup préfèrent envoyer leurs enfants à leur place. Certains d'entre eux, bien que peu fortunés, ont été plus souvent vus en train d'aider les autres que de tendre la main. Il leur est donc difficile de se résigner à mendier publiquement de quoi survivre.

Ceux qui en ont les moyens sont partis s'installer à Niamey, Ouagadougou, Dakar, Nouakchott, ou même en Europe. Là, ils attendent que ça se tasse, comme on dit familièrement.

Au moment où je t'écris ces lignes, une de nos radios évoque

les affrontements entre troupes franco-tchadiennes et djihadistes dans l'Adrar des Ifoghas et annonce l'arrestation de militaires maliens accusés d'avoir commis des exactions contre les Touareg. J'espère qu'une enquête impartiale va être ouverte. Cependant, il lui faudra pour être complète s'intéresser aussi au massacre d'Aguelhok, le 24 janvier 2012.

N'y comptons pas : comme toutes les guerres modernes, celle-ci est avant tout médiatique. On choisit avec soin les atrocités à condamner. Aguelhok, ce sont les alliés de la France qui en sont responsables. Alors, motus et bouche cousue. Ce fut le cas en Côte-d'Ivoire avec le carnage de Duékoué, perpétré par les hommes de Guillaume Soro de l'avis de tous les témoins, dont des Casques bleus et plusieurs ONG. La « justice internationale » a fait la sourde oreille et aujourd'hui Gbagbo est seul dans sa cellule de La Haye, sans qu'on puisse ni lui reprocher rien de précis ni lui rendre sa liberté. Comment peut-on, dès lors, empêcher ses partisans de le considérer comme un otage ? Je retrouve aujourd'hui, appliquées au Mali, les techniques de manipulation de l'opinion mises en œuvre quand la chasse à Gbagbo a été déclarée ouverte. Les faits sont toujours présentés de manière à susciter chez nous du mépris à l'égard des coupables désignés. Le matraquage aidant, on finit par se persuader que ce qui est dit et répété avec une telle insistance ne peut être que fondé, d'autant plus qu'en face, si on se donne la peine de rectifier, c'est toujours très mollement. Dans cette partition réglée comme du papier à musique, toute parole libre est immédiatement châtiée. Le directeur du journal *Le Républicain*, Boukary Dao, en sait quelque chose, lui qui a été jeté en prison pour avoir divulgué la lettre anonyme d'un soldat, si outré par le salaire de quatre millions de francs CFA accordé à Amadou Haya Sanogo qu'il a appelé ses compagnons d'armes à désertre. Le capitaine Sanogo a fait savoir qu'il n'avait pas fixé son propre salaire et qu'il n'était pour rien dans l'arrestation du journaliste. Mais l'affaire fait beaucoup de bruit dans la confrérie médiatique. Je me demande toutefois si ceux qui souhaitent tant se débarrasser de l'ex-chef de la junte n'essaient pas de jeter de l'huile sur le feu.

Boris, je ne saurais assez conseiller à tes compatriotes de méditer notre situation, qui est d'une exceptionnelle gravité. Le Sénégal et le Mali sont si proches que très vite après l'indépendance ils sont passés du rêve fédéral à sa réalisation concrète. L'expérience a tourné court, ce qui n'empêche pas nos deux peuples de continuer à se percevoir dans les grandes circonstances comme une seule et même nation. Si j'apprécie d'ailleurs tant notre correspondance, c'est qu'elle renforce ce

sentiment d'appartenance.

Le Sénégal fait partie, très logiquement, des pays frères qui ont cru devoir se solidariser avec nous dans la « lutte contre le terrorisme ». En fait, il s'agissait surtout de circonscrire le péril islamiste, de tuer le poussin dans l'œuf. Cet effort de guerre, si limité soit-il, coûte cher à nos voisins, mais s'ils font un tel sacrifice, c'est autant pour nous que pour eux-mêmes. Deux analystes, Mouhamadou El Hady Ba et Pierre Amath Mbaye, soulignent à propos du Mali, comme nous n'avons cessé de le faire tout au long de nos échanges, que des « forces exogènes se sont greffées à une situation interne qui, malgré les apparences, était désastreuse ». Méfiez-vous des apparences, Boris ! C'est le cri que j'ai eu envie de pousser en entendant François Hollande, de passage à Dakar, encenser le Sénégal pour mieux fustiger mon pays... Voici ce qu'il a dit ce jour-là : « Le Sénégal est un pays considérable d'Afrique qui a été un modèle de démocratie et si les choses se passent aussi dignement, il faut que [le président sortant] Abdoulaye Wade en soit félicité et Macky Sall aussi. » Il ne s'est pas privé d'enfoncer le clou, soulignant que « cette transition démocratique, quand on voit ce qui se passe au Mali, est un facteur d'espérance pour l'Afrique ». De quel droit nous donne-t-il des leçons de vertu, alors que la France s'est rendue coupable de crimes abominables sur notre sol, avant et même après l'indépendance ? La question qui a rattrapé le Mali et qui doit être prise très au sérieux, au Sénégal comme dans nos autres pays, est avant tout celle des inégalités. C'est d'ailleurs en ces termes qu'est posé très justement le problème, dans un rapport intitulé « La crise malienne et les leçons pour le Sénégal ¹ ». Voici la question soulevée par ses auteurs : « Pouvons-nous, au-delà du risque externe, nous servir de l'expérience malienne pour diagnostiquer nos propres fragilités internes ? » Question très pertinente, en vérité. Je suis persuadée que nous commencerons à y voir plus clair si, sans fausse pudeur, chacun de nos États se livre à cette salutaire introspection. Il restera ensuite à régler la question du paradigme dans lequel s'inscrit une telle interrogation. À mon avis, aucun contrat social digne de ce nom ne peut faire l'économie d'un débat de fond sur le rôle de l'État et des élites, mais aussi sur le modèle néolibéral. Nous l'avons appris à nos dépens et la même mésaventure guette le Sénégal.

La vérité toute simple, c'est que le scénario malien peut se reproduire partout où se creusent les écarts entre les « gens d'en bas » et les « gens d'en haut », pour reprendre les termes imagés d'un de mes collègues ivoiriens, feu Niangoran Bouah. Et ce ne sont pas les politiques de « lutte contre la pauvreté » de la Banque

mondiale (que d'aucuns qualifient plutôt de politiques de lutte contre les pauvres) qui y changeront quelque chose.

Le ver est depuis longtemps dans le fruit, mais nos dirigeants semblent mal armés pour le comprendre. Dans ces conditions, le bout du tunnel est encore bien loin. Il est suicidaire de s'obstiner à croire que le meilleur remède aux effets néfastes du libéralisme, c'est encore plus de libéralisme !

Le dévoiement de nos institutions résulte en grande partie de la politique du « moins d'État » et de son corollaire, la privatisation des biens et des services publics au détriment des populations. La paupérisation explique en partie les fléaux qui s'abattent sur nous et que Paris prétend corriger par la guerre : le radicalisme religieux, le réveil de l'irrédentisme touareg, le tout sur fond de trafic de drogue, d'armes et de prises d'otages occidentaux.

Je souhaite de tout cœur, mon cher ami, que ce travail de déconstruction des idées reçues, auquel nous entendons contribuer avec la complicité de notre éditeur Philippe Rey, porte quelques fruits. Nous aurons gagné ce pari si la lecture de ces lettres permet au public de comprendre que la rébellion touareg en cours a été encouragée et instrumentalisée tant pour la déstabilisation de la Libye que pour celle du Mali. Il est temps pour chacun de bien avoir à l'esprit que, sans l'aide de leurs alliés touareg, les islamistes n'auraient pas si facilement pris le pouvoir au Nord, où ils ont commis les crimes les plus sanglants. L'opération Serval n'est donc pas une vertueuse odyssée, mais bien, très précisément, la quarante-neuvième expédition néocoloniale française en Afrique subsaharienne depuis nos indépendances de façade. Et au moment d'ajouter, Boris, qu'au Mali aussi elle n'a agi que pour préserver ses intérêts stratégiques, je ne peux m'empêcher de me demander : pourquoi donc faut-il expliquer ce qui est d'une si aveuglante évidence ? Quelle profonde aliénation nous amène à croire que dans la féroce jungle des relations internationales la France serait la seule à s'embarrasser de nobles sentiments ? Est-il possible d'avoir la mémoire aussi courte et, je m'excuse de te le dire avec une telle brutalité, si peu de jugeote ?

À très bientôt .

Amy

Saint-Louis, mercredi 4 septembre 2013

Ma chère Aminata,

La semaine dernière, j'ai fait un court séjour à Paris, à l'invitation du musée Dapper. Informé de la parution au Seuil du livre d'un certain Samuel Laurent, intitulé *Sahelistan*, je me suis dépêché d'aller le chercher en librairie. Dans les allées de la Fnac des Halles, j'ai croisé le cinéaste Ousmane William Mbaye. Nous sommes partis bavarder dans un petit café des environs et ton nom est revenu à plusieurs reprises dans la conversation. Tu n'as certainement pas oublié que Willy, ainsi que nous l'appelons familièrement, a été très actif aux côtés de Sissako pour la réalisation de *Bamako*. Depuis lors, il a fait *Mère-bi*. J'aime tout particulièrement ce portrait d'Annette Mbaye d'Erneville par son propre fils. L'exercice est difficile, mais c'est la force du propos de « Tata Annette » elle-même et la douce lumière sur son visage qui rendent ce film si vrai et émouvant. Le tout dernier film de Willy s'intitule *Président Dia*. Il a ravivé chez nous le débat sur le conflit entre Senghor et Mamadou Dia, deux hommes qui ont tenu nos destinées entre leurs mains au lendemain de l'indépendance. Leur affrontement a été coûteux pour le Sénégal et eux-mêmes, liés par une très grande amitié, l'ont mal vécu.

Cependant, la bonne nouvelle que Willy m'a annoncée ce matin-là est qu'il est en train de discuter avec la famille de Cheikh Anta Diop de son projet de film sur le grand homme. Je lui ai dit que c'est le documentaire que tout le monde attend depuis longtemps. Il y a quelques années, j'ai taquiné feu Samba-Félix Ndiaye, qui venait de terminer *Lettre à Sédar*, en lui demandant pourquoi nos cinéastes n'avaient encore rien fait sur Cheikh Anta Diop. Comme le rappelle d'ailleurs son biographe Henri-François Imbert, Samba-Félix s'était alors promis en souriant de relever le défi que je venais de lui lancer. La mort n'en a hélas pas laissé le loisir à ce talentueux réalisateur. Aujourd'hui, c'est Willy, qui n'était même pas au courant des intentions de son ami d'enfance, qui décide de reprendre le flambeau. Pourvu qu'il aille jusqu'au bout. En plus d'avoir une force de caractère peu commune, Cheikh Anta Diop était profondément attachant et seule

l'intuition d'un artiste pourra nous aider à surprendre enfin l'homme derrière ses idées. Je suis persuadé que cette œuvre aidera à mieux comprendre le penseur.

Au moment où nous quittons le café, j'ai sorti de mon sac le livre de Samuel Laurent pour le montrer à Willy. L'ouvrage, sous-titré *De la Libye au Mali. Au cœur du nouveau Jihad*, est écrit avec simplicité – on peut même parfois parler de candeur. Des pages saisissantes y sont consacrées à la violence raciste qui s'est déclenchée en Libye contre les Noirs. Samuel Laurent nous fait mieux comprendre pourquoi, au Nord-Mali, on parle parfois d'un affrontement entre « peaux claires » et « peaux sombres ». C'est une dimension du conflit sur laquelle on ne saurait à mon avis trop insister. Dans un autre livre, collectif celui-là, *La Guerre au Mali*, Michel Galy fait remarquer que « le MNLA est plus impopulaire que les islamistes à Bamako ». Cette petite phrase, qui peut aisément passer inaperçue, est pourtant lourde de sens. Une fois les djihadistes étrangers chassés du Nord, le grand défi pour les Maliens est celui d'une sincère réconciliation. Or les scènes d'horreur d'Aguelhok et d'autres méfaits moins connus – viols de toutes les femmes et jeunes filles d'une famille en obligeant les hommes à en être les témoins – continuent à nourrir un imaginaire de haine et un sentiment d'impuissance face aux forces aveugles du Destin. Il est certain qu'aucun gouvernement malien n'osera demander à un juge d'instruire cette affaire. L'idéal pourtant aurait été que les auteurs de ces crimes, ou au moins leurs *commanditaires*, soient traduits devant la Cour pénale internationale. Celle-ci préfère regarder ailleurs et on sait bien pourquoi. C'est dommage, car un tel procès aurait envoyé au peuple malien un message salubre, à savoir qu'au Nord les atrocités ont été commises par une organisation armée défiant l'État, et non par une communauté.

Cela dit, peux-tu deviner le titre du premier chapitre de *Sahelistan* ? Je te le donne en mille. Eh bien, Samuel Laurent s'y propose de répondre à la question que voici : « Qui sont les imposteurs du Conseil national de transition libyen ? » Il les connaît bien pour être familier du pays et sa charge contre eux est aussi violente qu'efficace ! Naturellement, le mot « imposteurs », que nous avons nous-mêmes choisi pour le titre de notre livre, m'a aussitôt frappé. C'est aussi d'imposture que parlent Jade Lindgaard et Xavier de la Porte dans leur courageux livre consacré à Bernard-Henri Lévy !

Dès mon retour à Saint-Louis, je me suis plongé dans la lecture des journaux que l'on m'avait mis de côté. C'est ma façon de me remettre à niveau. L'exercice est plutôt décevant en

général, mais on tombe de temps à autre sur des pépites. J'ai ainsi découvert – une fois n'est pas coutume – que plusieurs quotidiens avaient fait leurs gros titres sur les relations entre le Sénégal et le Mali. Si je te demandais de deviner le motif de cet intérêt subit pour ton pays, tu me parlerais sans doute du contingent, d'ailleurs bien modeste, des *Jàmbaar*, nos valeureux soldats, dans la Mission internationale de soutien au Mali... Non, il ne s'agit pas du tout de cela. En fait, la réponse tient en un chiffre : 87. Pour être plus précis, 87 francs CFA. C'est, selon la presse, la mirobolante somme déboursée par les anciens présidents Wade et Konaré pour acquérir en avril 2003 le mètre carré de terrain à Saly Portudal, station balnéaire qui est un peu la « Costa del Sol » où vont s'agglutiner nos nouveaux riches. Le premier nommé, qui n'a jamais fait les choses à moitié, se serait octroyé 28 813 mètres carrés. Quant à Konaré, il est écrit qu'il s'est montré dix fois moins gourmand en se contentant de 2 117 mètres carrés. Félicitations, ma chère, pour l'humilité et le sens de la mesure de ton ancien président ! À en croire *L'Observateur*, un des quotidiens qui rapportent la nouvelle, Macky Sall aurait ordonné l'ouverture d'une enquête judiciaire. Une amie étrangère à qui je racontais cette histoire s'est écriée : « Wade, passe encore, c'est son pays ! Mais Konaré ! Qu'est-ce qui lui a pris d'aller magouiller sur des terres au Sénégal ? » Poser une telle question, c'est y répondre et je me suis contenté de dire en souriant : « C'est ce qu'on appelle le panafricanisme à l'envers ! Nos leaders bien-aimés s'y mettent à plusieurs pour détruire méthodiquement l'Afrique, un pays après l'autre, et vogue la galère ! » Façon de parler, bien entendu. Mais que ces accusations soient fondées ou non, elles révèlent surtout le formidable niveau de complicité entre nos chefs d'État en dépit, naturellement, de haines personnelles qui peuvent être, selon les initiés, tenaces et quasi irrationnelles. Quand ils sont amis, on assiste à des échanges de bons procédés, par exemple sur l'art et la manière de contourner des règles démocratiques perçues comme une gêne, une affaire de bailleurs de fonds toubabs vraiment trop compliqués, et non comme un moyen de rendre plus serein le vivre-ensemble. Me Wade aurait ainsi conseillé à un jeune politicien désireux de succéder à son défunt père sans passer par les embarras du suffrage universel : « Ne fais pas le con, mon petit, ton papa a tenu le pays pendant des décennies, tu as avec toi l'armée, tu as des milliards, alors organise cette élection, gagne-la et on n'en parle plus ! » On a beau dire, la sagesse des Anciens n'est plus ce qu'elle était ! Mais sur ce coup-là, notre ex avait vu juste. Il est vrai aussi que Chirac y a mis du sien à l'époque, en dépêchant un

constitutionnaliste dangereusement pointu, du nom de Charles Debbasch, au Togo – car c'est de ce pays que je te parle et de nul autre –, chargé de s'assurer que tout allait bien se passer pour le fiston Eyadema. Pour Chirac, « africain » jusque dans son sens de la famille étendue, la moindre des choses était de donner le Togo en héritage à Faure Eyadema, ce petit chenapan qu'il avait moult fois fait sauter, avec une tendresse toute paternelle, sur ses genoux.

D'un chef d'État à l'autre on retrouve les mêmes folies, la même mégalomanie. N'es-tu pas frappée de constater, par exemple, que malgré la différence d'âge et d'itinéraire, Abdoulaye Wade et Alpha Oumar Konaré ont tous deux tenu à magnifier leurs règnes par des monuments coûteux, laids et inutiles ? J'en ai vu à chaque carrefour de Bamako et le monde entier s'est gaussé du gigantesque « monument de la Renaissance africaine » réalisé par des sculpteurs nord-coréens spécialisés, comme chacun sait, dans l'art d'immortaliser la maladie de grandeur des tyrans. Leur chef-d'œuvre a d'ailleurs recommencé à défrayer la chronique, car Wade persiste et signe : il faut qu'on lui paie ses royalties. Le Bureau sénégalais des droits d'auteur ne l'entend pas de cette oreille, paraît-il, et c'est encore là une pénible affaire à suivre de près...

J'ai remarqué, Amy, que le mot « souveraineté » revient une ou plusieurs fois dans chacun de tes courriers. C'est un point si essentiel que je tiens à m'y arrêter moi-même. Il est aujourd'hui le fil conducteur de ma réflexion. C'est que, vois-tu, au lendemain de nos indépendances il n'a été question que de « développement ». Tout y est passé : le socialisme africain de Senghor, les coopératives d'inspiration vaguement autogestionnaire de Dia, les « Ujamaa villages » de Nyerere et, *last but not least*, les différentes déclinaisons du modèle communiste sur notre continent. Puis, au tournant des années 1990, de nouvelles générations ont estimé que le principal, ou peut-être même l'unique, obstacle à la prospérité était l'absence de pluralisme. Et nous nous sommes tous jetés à corps perdu dans les luttes pour la liberté d'expression, le multipartisme et le droit de choisir nos dirigeants au travers d'élections transparentes. Toutes ces batailles méritent le plus grand respect et j'ai d'autant moins envie de les tourner en dérision que dans certains pays des dizaines, voire des centaines, d'insurgés sont tombés pour l'avènement d'un système politique plus ouvert. Tu rappelles souvent toi-même les trois cents manifestants abattus pendant le soulèvement contre le dictateur Moussa Traoré.

En outre, je n'ai jamais été partisan du tout ou rien. Je sais

que les sociétés humaines vont de l'avant avec une insupportable lenteur et que, même si trop d'Africains continuent à souffrir par la faute de leurs dirigeants, nous sommes bel et bien sortis, une fois pour toutes, de l'ère des Bokassa, Idi Amin Dada et autres Pik Rœlof Botha.

Chacun a pourtant bien conscience du fait que, si le système démocratique est le « moins mauvais » de tous, il peut aussi être le levier idéal pour des forces tapies dans l'ombre, souvent des puissances d'argent aux capacités manœuvrières quasi infinies. Ces *lobbies* économiques sont à l'œuvre partout, mais je pense qu'ils causent encore plus de dégâts dans les pays pauvres où il leur est plus facile de contrôler le processus politique à travers des groupes et des individus influents. Il n'est dès lors pas étonnant que chaque élection, au Sénégal, au Zimbabwe ou au Mali, soit supervisée par la société civile, mais également par des bataillons d'observateurs étrangers. Force est toutefois de constater que ces derniers, tenant les cordons de la bourse, ont fini par devenir la principale instance de légitimation des scrutins. Les citoyens qui ont voté le matin en sont réduits à guetter fiévreusement en soirée les petites phrases distillées par l'Union européenne, le National Democratic Institute ou la Fondation Carter, car leur opinion est bien plus décisive pour la suite des événements que les déclarations des candidats eux-mêmes. C'est bien cela le talon d'Achille de nos consultations électorales qui pourtant suscitent de si gros espoirs de changement au sein de nos populations. Les sentinelles locales, souvent largement financées de l'extérieur, tapent sur les cibles qu'on leur désigne, et ça, c'est un sérieux problème.

Le plus grave, c'est que beaucoup d'argent peut circuler en ces occasions et pas dans un seul sens. Certains de ces gendarmes de la démocratie sont faciles à corrompre. Tu me diras qu'on n'est plus dans la situation caricaturale où Bongo et Eyadema, les papas je veux dire, « arrosaient » une armée d'observateurs français pour qu'ils leur fichent la paix. C'est vrai, encore que... Il n'y a pas si longtemps que l'avocat Robert Bourgi a lâché le morceau. Ce sont des millions d'euros dissimulés dans des mallettes ou, assez ironiquement, dans des masques africains, qui ont été remis sous la table par nos présidents à tous les chefs d'État français de la V^e République – excepté de Gaulle. C'était une bien coûteuse assurance contre les risques électoraux. Et ça a payé, si j'ose dire : sans ces pratiques mafieuses, il n'y aurait sûrement pas eu de dynastie Bongo ou Eyadema : chez le premier nommé, l'armée française est directement intervenue pour sauver un président que venait de désavouer le suffrage universel.

Je ne peux soutenir, en l'état actuel de mes informations, que ces pratiques se perpétuent. Je n'ai lu nulle part que Ouattara et ton nouveau président, Ibrahim Boubacar Keita, ont arrosé qui que ce soit pour remporter la victoire. Et pourtant, tu sais bien que l'élection malienne a été décidée, imposée et organisée par la France. Tiébilé Dramé – que j'ai jadis croisé, d'ailleurs, à Amnesty International –, négociateur des accords de Ouaga avec le MNLA et politicien habituellement mesuré, a dit de Fabius qu'il est devenu le « directeur des élections au Mali ». Ce n'est quand même pas rien...

En matière de transition politique manipulée, l'Afrique francophone est passée de la violence des putschs militaires style Foccart à quelque chose de bien plus subtil et pernicieux. En d'autres termes, la fabrique des laquais de Paris s'est mise au goût du jour. Le résultat reste le même, puisque dans les deux cas des étrangers choisissent nos dirigeants à notre place ou pèsent si lourdement sur notre décision que c'est tout comme. On ne saura sans doute jamais par exemple qui, de Gbagbo ou de Ouattara, a *réellement* obtenu le plus de voix en décembre 2010. Mais au fond, peu importait à partir du moment où l'on a su pour quel candidat avait « voté » l'Occident. En fait, le bras de fer avait fini par relever davantage du rapport de force militaire que du décompte des bulletins jetés dans une urne : lorsque le président sortant s'est obstiné à ne pas le comprendre, les chars français sont entrés en action et l'arithmétique électorale s'est aussitôt pliée, comme par enchantement, à la volonté de Sarkozy. Voilà pourquoi l'homme politique africain qui sait y faire est souvent moins soucieux de convaincre ses compatriotes que de donner des gages de docilité à de lointains parrains étrangers.

Bref, soumettre les élites d'un pays à sa volonté en faisant main basse sur le processus de leur désignation, c'est une belle trouvaille. Le savoir-faire repose ici sur l'aptitude à repérer et à accompagner, dans un grand tintamarre médiatique, les plus profondes aspirations populaires dans un pays déjà largement sous influence. Nous en avons fait l'expérience au tournant des années 1990, après la chute du Mur de Berlin, avec les fameuses conférences nationales. Il était difficile d'imaginer à l'époque que, sous les dehors d'une seconde lutte de libération, le même vieux système de domination était en train de se chercher un second souffle.

Le rapprochement peut-il être tenté avec le « printemps arabe » ? Pour moi, Aminata, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Bien sûr, comparaison n'est pas raison. Je sais bien que les bouleversements en Libye, en Syrie ou en Égypte, tout en relevant

de la politique intérieure de ces pays, peuvent aussi avoir un impact plus fort sur la sécurité de notre planète que des manifestations au Sénégal ou au Cameroun. Pourtant, lorsque la Tunisie s'est enflammée, j'ai écrit un texte dans lequel je me moquais gentiment de quelques amis de là-bas. Je le conclus en ces termes : « Bienvenue au club ! » Sous-entendu : vous pouvez faire vos adieux à votre souveraineté. Je voyais bien en effet quelles arrière-pensées sous-tendaient la glorification du « printemps arabe » par l'Occident. Le fait est que beaucoup de concitoyens de Bourguiba se sentent de moins en moins respectés de nos jours par les chancelleries occidentales. Une personne qui m'est très chère, Mabrouka Gasmi, a tenu à partager avec moi la « Lettre ouverte » d'un de ses compatriotes, Mezri Chikir – figure connue de la scène politique nationale –, à l'actuel ambassadeur américain en Tunisie, Jacob Walles. J'en extrais à ton intention le passage suivant : « Excellence, votre prédécesseur Gordon Gray se plaignait à son Département d'État d'attendre six mois avant d'être reçu par le ministre des Affaires étrangères de Ben Ali. Depuis la "révolution du jasmin", saluée par Obama et bénie par Ben Laden avant son élimination synchronisée, jeunes et vieux, actuels et futurs ministres, opposants, constituants, journalistes, capitalistes, marxistes... font la queue devant votre bureau. Je ne vous reproche pas votre nationalisme et votre ardeur à défendre les intérêts de votre pays ; je reproche aux miens leur manque de dignité et toute l'énergie qu'ils mettent pour détruire ce qui reste de leur pays. » Ayant vécu en Tunisie pendant les dernières années du régime Ben Ali, je mesure parfaitement la portée de ces observations et surtout l'amertume de leur auteur. Asphyxié par un implacable maillage policier, la Tunisie avait indéniablement envie de respirer l'air de la liberté. Cette nécessaire rupture historique a eu lieu, mais on peut se demander si, à force d'être assistée, voire prise en charge du dehors, elle ne s'est pas pervertie.

Il reste malgré tout impossible d'imaginer des soldats tunisiens défilant un 14 juillet sur les Champs-Élysées pour célébrer en grande pompe la fête nationale de l'ancienne puissance coloniale.

Cette infamie, nous sommes les seuls à nous en accommoder, nous de l'ex-Empire français. Aucun de nos chefs d'État n'ose décliner une invitation destinée à montrer au monde entier que Paris reste le maître absolu sur ses terres. En fait, à force de toujours tout justifier par un « pourquoi pas ? » assez veule, nous sommes réveillés un matin au plus profond du néant. Le critique camerounais Ambroise Kom a intitulé un de ses livres *La*

Malédiction francophone. Il pensait surtout à la littérature, mais l'analyse vaut tout autant pour l'attitude de nos politiciens à l'égard de la France. J'avais prévu de te parler ici de la très incroyable et fantastique affaire de la dépouille mortelle de Savorgnan de Brazza, mais je ne suis pas sûr d'en avoir la force ce soir. Il est en tout cas des choses que l'on n'ose demander qu'à nous, Subsahariens francophones. Je me souviens des confidences d'un ancien ambassadeur du Royaume-Uni à Dakar : « J'ai été, m'a-t-il dit un jour, en poste à Lagos avant de venir ici, mais je t'assure que, si je m'étais comporté au Nigeria comme je vois le faire l'ambassadeur de France avec les intellectuels et les hommes politiques sénégalais, je n'en serais jamais ressorti vivant ! » Je ne suis pas en train de te dire, Amy, que nos États, faméliques et fragiles, devraient se mettre du jour au lendemain à défier tout l'Occident, car je sais bien que les pantins qui nous dirigent ne prendront jamais ce risque. Mais même un laquais doit pouvoir se réserver, au nom de sa dignité d'être humain, la possibilité de dire de temps à autre : « Ça, non, je ne le ferai pas, vous m'en demandez trop... » Sans cette ligne rouge, l'Histoire est falsifiée, la mémoire capturée et le maître d'hier se sent libre de cracher sur les tombes de ses victimes.

Quant aux opposants, ne sont-ils pas mieux placés pour exiger un peu de respect de la part des étrangers ? Permetts-moi d'en douter : la plupart mangent dans la main de l'ambassadeur de France. Eux aussi se savent sous surveillance et leur avenir politique ou personnel – un poste ronflant de second couteau à l'international, par exemple – dépend de leur capacité à faire le dos rond.

Il ne faut pourtant pas s'y tromper : les politiciens ne sont pas les seuls en cause. Dans certaines circonstances, c'est un pays tout entier qui devrait crier au scandale. Or a-t-on lu la moindre protestation des médias ou de la société civile lorsqu'on a appris que nos soldats allaient défiler à Paris ? Il y a eu des velléités de résistance chez Gbagbo et si elles ne sont pas allées bien loin, c'est parce qu'il ne pouvait même pas dire à l'Élysée : « Non, je ne peux pas participer à cette insultante parade du 14 juillet, mon opinion publique me le ferait payer très cher ! » Ce qui est terrible, c'est qu'on en soit arrivé à une situation où Paris, ayant pris le contrôle de la classe politique (pouvoir/opposition) et de la société civile (militants des droits de l'homme, artistes, écrivains, universitaires et journalistes), peut se permettre de pisser d'abondance sur nos têtes sans que personne y trouve à y redire. Très franchement, Amy, il y a aujourd'hui de quoi se demander si nos indépendances n'ont pas été au fond une transition – ou une pause – d'un petit

demi-siècle avant ce que j'ai envie d'appeler, pour paraphraser Cheikh Hamidou Kane, le « second matin de l'Occident en Afrique », le matin de notre recolonisation.

C'est peu de dire que notre libération mentale, piste d'envol vers toutes les autres libertés, est une question de vie et de mort. Des enfants meurent de faim et de maladie dans nos pays parce que des étrangers se donnent les moyens politiques et militaires d'accaparer nos ressources. La lutte pour la souveraineté ne peut cependant être qu'une affaire de longue haleine et je doute même que nos propres enfants puissent la mener à terme : pour reprendre une image de Mongo Beti, le tunnel à parcourir avant d'émerger à la lumière est à la fois obscur et désespérément long. Cela ne doit pas nous empêcher d'orienter dès aujourd'hui nos énergies dans cette direction. Et tu peux me croire, personne ne va susciter ni entretenir des ONG et associations de défense des droits de l'homme pour appuyer cette aspiration à la dignité.

Les meilleurs d'entre nous ont, je tiens à le répéter, consacré une immense et belle énergie à la lutte pour le développement, puis pour la démocratie. Mais peut-être n'ont-ils pas compris que, dans notre monde impitoyable, ces deux buts ne pouvaient être atteints que par des États souverains. Pour ne prendre qu'un exemple parmi des milliers d'autres, seule l'autonomie de décision de l'État nigérien vis-à-vis de la France lui permettrait de disposer de son uranium au mieux des intérêts nationaux. Dans *Areva en Afrique*, Raphaël Grandvaud en parle comme d'un pays où la malnutrition et la famine sont récurrentes, et il ajoute : « [...] si une lampe sur trois est éclairée en France grâce à de l'uranium nigérien, la plupart des Nigériens n'ont pas l'électricité et celle-ci n'est pas produite localement, mais importée du Nigeria ¹ ».

Encore une fois, il n'a jamais été aussi impératif de relire Cheikh Anta Diop qui nous a mis en garde, sa vie durant, contre la phobie de nous-mêmes. Mais il ne faut jamais désespérer : le temps de l'Histoire est peut-être trop lent au regard de nos légitimes impatiences. Il n'y a pas si longtemps, après tout, l'Amérique latine était couchée aux pieds de la CIA. Les présidents y étaient choisis par la Maison Blanche en fonction des intérêts des USA et ces tyrans se nommaient Stroessner, Augusto Pinochet et Jorge Videla. Vois ce qu'il en est aujourd'hui... En trois décennies à peine, la situation y a changé du tout au tout. Je n'évoque cette expérience que comme possible source d'inspiration, je ne dis pas que nous devons la recopier. Finalement, l'Amérique latine d'aujourd'hui est autant fille de Simon Bolivar que de Che Guevara. Au fil des générations, s'y est transmise et vivifiée la mémoire d'une résistance multiforme au

capitalisme américain et à ses hommes de paille. Ce n'est pas à toi, auteure du *Viol de l'imaginaire*, que je vais apprendre le rôle crucial des écrivains et artistes dans ce travail en profondeur. Avec le recul, l'amitié entre Gabriel Garcia Marquez et Fidel Castro, souvent jugée improbable, voire étrange, nous semble au contraire chargée de sens. Portée par l'Histoire, leur connivence est un clin d'œil au temps, le passé et le futur étant inextricablement enlacés. Chacun peut mieux la lire, à présent que le *Lider Maximo* est enfin sorti de plus de cinquante ans de solitude...

Depuis ma dernière lettre, Barack Obama est venu en visite officielle au Sénégal. C'est presque une tradition pour les présidents américains d'inclure notre pays dans leur inévitable tour d'Afrique. Obama s'en était dispensé au cours de son premier mandat, pour punir Wade d'être davantage un vieux politicien cynique et imprévisible qu'un démocrate soucieux de renforcer les institutions de son pays. Bien que n'ayant jamais eu de l'estime pour M^e Wade, j'ai été outré par l'aisance avec laquelle nous conférons à un chef d'État étranger, fût-il celui de la première puissance mondiale, le droit de sanctionner son homologue sénégalais. Le respect que chaque peuple doit exiger des autres ne saurait être fonction de sa taille ou de son poids économique. Sans cette conviction, Fidel Castro et Hugo Chavez, par exemple, n'auraient jamais osé tenir tête à l'Amérique. Le patriarche cubain a du reste fait école, car Rafael Correa a rappelé il y a quelques jours aux USA que l'Équateur ne marchande pas sa fierté, ajoutant avec humour qu'il était prêt à accorder une subvention aux États-Unis pour des programmes de lutte contre la torture, la peine de mort et autres traitements inhumains et dégradants pour notre espèce.

Les élites africaines, celles de l'espace dit francophone en particulier, beaucoup moins chatouilleuses, se laissent piétiner sans broncher. Quoi de plus insultant que l'audience *collective* accordée, à deux reprises, par Obama à quatre de ses pairs africains à la Maison Blanche et dont tu parles si drôlement ? On peut tourner et retourner cette affaire dans tous les sens, mais à la fin des fins cela s'appelle du mépris.

À l'inverse, le bref voyage du président américain à Dakar a pratiquement paralysé notre pays. Je sais bien comment marche notre monde et je ne suis pas en train de prétendre que c'est une anomalie. Mais tout de même... Mon agacement et ma gêne viennent sans doute du fait que Barack Obama est arrivé chez nous au moment même où j'étais en train de lire l'ouvrage de Jeremy Scahill, *Dirty Wars: the World is a Battlefield*. Un

formidable document d'investigation à l'américaine, précis, mal-pensant et écrit avec une rageuse sobriété. J'y ai appris par exemple que, au cours de ses dix premiers mois à la Maison Blanche, Obama s'est livré à autant d'exécutions extrajudiciaires que Bush en huit ans. Obama, plus malfaisant que Bush fils, universellement jugé bête et méchant ? Ce n'est assurément pas le récit que l'on nous sert depuis le début de sa triomphale ascension... Mais voilà : au tribunal de l'Histoire, il s'agit moins d'être le plus angélique que le plus malin. Et si ces assassinats par drones, systématiquement supervisés par Obama en personne, ne frappaient que les terroristes ciblés par son administration, on pourrait parler d'action préventive ou de légitime défense. Malheureusement, ces drones tuent plus d'enfants et de femmes que de militants armés. Et dans un cas au moins, celui d'Anwar Awlaki – qui est au centre du livre de Scahill –, Obama a donné l'ordre de tuer un citoyen américain dont le fils de dix ans, Abderahmane, sera éliminé un mois plus tard dans les mêmes conditions. Cette façon de semer la désolation dans des familles entières fait presque sourire de la part d'un virtuose de la com', si prompt à se faire filmer en train de couvrir d'un regard attendri ses deux filles, Malia et Sasha. Si les mots ont le même sens pour tous les fils d'Adam, chaque fois que sa signature a coûté la vie à d'innocents Pakistanais ou Yéménites, Obama a purement et simplement violé les lois modernes de la guerre. Nul besoin de te le rappeler, ces lois reposent sur une distinction très claire entre les combattants et les populations civiles qu'il faut à tout prix protéger.

C'est tout cela que j'avais à l'esprit en regardant ce monsieur nous faire, avec un incroyable culot, sa petite leçon de morale sur les droits de l'homme. J'étais d'autant plus frappé par sa capacité de dissimulation que je suis devenu quasi accro à « Democracy Now ! » Cette très sérieuse télé sur le Net m'a été conseillée par une amie de Chicago, brillante spécialiste de littérature, qui a voté avec enthousiasme Obama en 2008 mais n'a aujourd'hui pas de mots assez durs pour lui. À mon tour de recommander « Democracy Now ! » à tous ceux qui cherchent une alternative aux médias *mainstream*. Rien de tel en effet que les enquêtes d'Amy Goodman et Juan Gonzales ou que les prises de parole de leurs invités pour déniaiser n'importe qui, pour le guérir de ce culte de la personnalité bon chic bon genre autour de Barack Obama !

Faut-il en déduire que nous devons nous sentir coupables d'avoir tous si ardemment souhaité sa victoire il y a cinq ans ? Quitte à te dérouter un peu, je répondrai non. Je suis de ceux que

son élection a mis en extase. J'étais d'ailleurs à Time Square en cette mémorable soirée de novembre 2008, parmi la foule qui en suivait les dernières péripéties, le cœur battant, sur un écran géant de CNN. Je n'étais même pas du très petit nombre des sceptiques qui s'étonnaient timidement que le monde entier, déjà oublieux de la folie américaine, fût ainsi en train de « chanter victoire hors de saison », pour reprendre le mot de Brecht à propos de la barbarie nazie. Mais il ne s'agissait cette nuit-là ni de politique ni encore moins de savoir qui allait s'asseoir derrière le bureau ovale de la Maison Blanche. Ce moment historique dépassait de loin la seule personne d'un candidat dont on ne peut du reste nier ni l'exceptionnelle intelligence ni la maîtrise, parfois agaçante, de l'art de nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Moyennant quoi, lorsque Michelle et Barack Obama encadrent la « Porte du non-retour » à Gorée, l'image, somptueuse, est très différente de celle que nous renvoient les descendants des anciens propriétaires d'esclaves, Bush, Clinton and Co, filmés au même endroit. Ma chère Aminata, une formidable revanche sur l'Histoire était là, juste à portée de main, et il eût été stupide de la laisser nous échapper au nom de nos vieilles lunes théoriques, de lâcher, pour le dire plus clairement, la proie pour l'ombre. En outre, même si le président Obama a déçu nos attentes – il est vrai totalement irréalistes –, il a toujours donné, ou veillé à donner, l'impression d'être animé de bonnes intentions dans une Amérique frileuse et rendue chaque jour un peu plus déraisonnable par ses ennemis. Dans les moments où il m'irrite le moins, j'ai tendance à lui trouver toutes sortes de circonstances atténuantes. Cependant, il m'arrive aussi de me demander si, tout bien considéré, Barack Hussein Obama n'est pas le politicien le plus sournois que la terre des hommes ait jamais enfanté. Je ne te le cacherai pas : j'ai souvent le sentiment, en le voyant faire son numéro de charme à la télé, qu'il s'est bien payé notre tête et qu'il continue à se demander comment nous faisons tous pour être si idiots. Mais rien n'est simple : j'ai été tellement fasciné par la puissance littéraire et humaine de *Rêves de mon père* que j'hésite à juger trop sévèrement son auteur...

Lorsqu'on a annoncé sa tournée africaine, je me suis dit que nous allions encore avoir droit à un quatrième « discours de Dakar » après ceux de Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal et Hillary Clinton ! Il a eu l'élégance de nous épargner cet exercice particulièrement lassant et infantilisant. Il est vrai qu'Obama, lui, avait déjà prononcé son « discours de Dakar » quelques années plus tôt à... Accra !

Mais tu penses bien qu'il ne s'est pas privé de nous engueuler

gentiment sur l'impératif moral pour un État, quel qu'il soit, de s'interdire toute forme de discrimination et, dans ce cas précis, contre les homosexuels.

Cette remarque a d'ailleurs été, figure-toi, un des moments les plus importants de son séjour. Je crois même qu'elle restera un tournant du premier mandat de Macky Sall. Le président sénégalais aurait sûrement préféré garder le silence sur un tel sujet, par courtoisie mais aussi par crainte de froisser son invité. Nous savons tous depuis Sékou Touré, Lumumba et Thomas Sankara à quel point il peut être dangereux de vexer des gens aussi puissants et susceptibles. Sall, cependant, s'est soudain retrouvé le dos au mur : se sachant surveillé par ses compatriotes sur ce sujet précis, il a choisi entre deux maux le moindre, qui était de contredire publiquement Obama. Je me suis dit en observant leur échange que les dirigeants occidentaux sont quand même de drôles de bonshommes : quelle idée, en effet, d'attendre d'un allié plein de bonne volonté mais beaucoup plus faible que vous qu'il se mette complètement à poil sur le perron de son palais ? À qui aurait bien pu profiter une aussi périlleuse démonstration de loyauté ? En fait, Macky Sall a surtout réagi comme l'aurait fait n'importe quel politicien au monde : ayant compris d'instinct que son silence allait déclencher au Sénégal une formidable tempête, il a refusé de faire ce cadeau à ses ennemis. Connaissant bien mes concitoyens, je peux t'assurer, Amy, qu'ils se seraient également déchaînés contre Obama. Je les entends d'ici l'insulter sur nos radios privées et l'accuser d'être « un Toubab à la peau noire – et encore ! – venu cracher son venin de mécréant sur nos valeurs religieuses les plus sacrées », etc. Et, tout à fait entre nous, Amy, nous avons beaucoup aimé la discrète remarque de Macky Sall sur la peine de mort depuis longtemps abolie au Sénégal, mais encore appliquée « ailleurs ». Où, ailleurs ? Ma foi, chez les éternels donneurs de leçons, si étrangement sûrs de leur vertu...

Il a beaucoup été question de la crise casamançaise lors de cette visite. C'était si inhabituel que cela m'a fortement intrigué. Pour ne rien te cacher, je me suis senti complètement largué pendant quelques jours. Puis voilà que j'apprends en suivant une émission de télé que l'ambassade des USA à Dakar a dans son organigramme un « Monsieur Casamance », un certain James Burlington, en contact quasi quotidien avec le maquis, ainsi que nous appelons ici les chefs rebelles du « Mouvement des forces démocratiques de Casamance »... C'était une information de taille, car même si elle ne m'a pas réellement éclairé sur les motivations américaines, elle me fait craindre au sud du Sénégal

une situation plus ou moins semblable à ce qui se passe au nord du Mali. Babacar Justin Ndiaye, un de nos analystes politiques les plus écoutés, qui a d'ailleurs révélé l'existence et le rôle de ce James Burlington, résume la menace en une phrase lapidaire : « Le syndrome de Kidal, écrit-il, plane sur la Casamance. » C'est aussi clair qu'effrayant, mais nous ne savons pas lire les signes au bon moment. En attendant de savoir à quelle sauce nous allons être mangés, on ne peut que s'indigner de voir un diplomate étranger prendre en main, sur notre sol même, une affaire aussi sérieuse et sensible. Cette façon cavalière de procéder est surtout un flagrant déni de notre souveraineté.

En toute amitié,

b

1.

Areva en Afrique, une face cachée du nucléaire français , Agone, 2012.

Bamako, mercredi 2 octobre 2013

Très cher Boris,

Puisque tu attaches une si grande importance à nos langues, laisse-moi te résumer la crise malienne en un seul mot : « Guèrè-guèrè ». En bamanan, le terme désigne ces malheurs qui vous tombent dessus sans que vous sachiez d'où ils viennent ni pourquoi vous en êtes la cible. Il en est ainsi de la charia imposée par les islamistes radicaux à Kidal, Gao et Tombouctou, et de la militarisation de la lutte contre le terrorisme. J'ai tendance à y voir, comme Jean-Christophe Rufin, ancien ambassadeur de France dans ton pays, une « croisade mondiale qui n'a pas de fin, qui justifie tous les engrenages et qui, compte tenu de l'ampleur du problème, ne peut aboutir à une victoire ».

Malheureusement, ces « engrenages » broient surtout les plus faibles. Voilà pourquoi il importe tant d'opposer, au cynisme des puissants, la profondeur de l'expérience humaine. Et celle-ci est faite pour l'essentiel du vécu de femmes qui paient le plus lourd tribut à la guerre.

Fatoumata B., une femme simple, ne demandait qu'à vivre sa vie sans se soucier des grandes affaires du monde. Mais, au nord du Mali, les grandes affaires du monde sont tombées sur la tête de Fatoumata B. et elle m'a dit ceci : « Abdramane était encore un enfant. Mon enfant. D'Aguelhok, il m'a appelée et m'a dit : "Mère, prie pour moi. N'entends-tu pas les coups de feu ? Les rebelles sont lourdement armés. Prie pour moi, mère." » Elle n'a plus eu de nouvelles de lui depuis cette conversation téléphonique, et les coups de feu continuent à claquer à ses oreilles. Elle m'apprend aussi que son fils, faute de trouver un emploi après ses études, était entré dans l'armée pour lui venir en aide. Elle ne sait même pas ce qu'il est advenu de son corps. Binta D., sa belle-fille, reste prostrée toute la journée mais sursaute, terrifiée, au moindre bruit.

C'est également à Aguelhok que des islamistes ont demandé à la population de lapider à mort un homme et une femme, mère d'un nourrisson de six mois. Ils les avaient jugés coupables d'adultère. Le directeur de l'école est devenu fou après avoir

assisté à cette scène. Et des enfants, qui étaient là eux aussi, sont à jamais traumatisés. Longue est la liste des humiliations et des souffrances endurées par les populations de Kidal, Gao et Tombouctou : enseignement coranique substitué à l'école républicaine, port obligatoire du voile par les femmes quand elles sortaient de chez elles, mausolées saccagés et manifestations culturelles interdites. Coups de fouet et amputations s'abattaient sur les « coupables » selon la « gravité » des accusations. Et ces femmes, qu'elles soient touareg, peulhs, songhoïs, sont toutes maliennes, et leur calvaire est le même, n'en déplaise au MNLA.

Mais face à l'imminence d'un clash dévastateur, nous ne sommes pas restées les bras croisés, comme le prouve notre manifeste intitulé « Disons "non" à la guerre par procuration ! » D'autres femmes ont pourtant choisi de pactiser avec les officines dites de coopération, en assurant que toutes les dispositions allaient être prises pour soulager les éventuelles souffrances des réfugiés et des déplacés. Va, mon cher ami, dans les camps et cherche ces dames de la bonne société qui jetaient de l'huile sur le feu... Tu ne les trouveras pas là-bas, elles mènent une existence douce et paisible dans leurs confortables demeures !

Mais la guerre, ce ne sont pas seulement ces malheurs collectifs spectaculaires. Comme je l'ai rappelé à maintes reprises, elle est d'abord économique. Nous l'avons vue venir avec l'augmentation du taux de chômage des jeunes et la crise de la filière touristique. C'est pourquoi j'ai tenté, du temps où j'étais ministre de la Culture et du Tourisme, de soustraire ces deux secteurs à l'infamale logique du tout-marché.

Compte tenu de la difficulté de me faire entendre de la plupart des acteurs politiques maliens, j'entrevois avec la gauche au pouvoir en France la possibilité d'impulser les solutions que nous avons explorées ensemble au fil des ans. J'étais d'autant plus confiante que François Hollande avait également fustigé en termes à peines voilés l'implication de son pays dans un autre conflit de même nature : « La guerre d'Afghanistan s'est prolongée au-delà de la mission initiale, avait-il dit. Elle attise la rébellion autant qu'elle permet de la combattre. Il est temps de mettre fin en bon ordre à cette intervention et j'en prends ici l'engagement. »

Bref, dans mon esprit, l'élection d'un tel homme pouvait garantir davantage de liberté d'expression et une plus grande audace aux Africains qui, en plus du discours insultant de Nicolas Sarkozy sur l'« homme africain », avaient été victimes de deux guerres impérialistes, en Côte-d'Ivoire et en Libye.

Nous étions loin de nous douter que, plus directement

belliciste que son prédécesseur, Hollande allait gagner son titre de chef de guerre au Mali. Quelle amère ironie de l'Histoire !

Chez les Verts, la nomination de l'altermondialiste Pascal Canfin m'a valu des félicitations de la part de certains de mes concitoyens qui connaissaient la qualité de nos relations. « Tu dois être contente, maintenant, Hollande a mis dans son gouvernement quelqu'un qui est du même bord que toi », me disait-on. J'étais d'autant plus heureuse que Nathalie, ma sœur et amie, coauteure de *L'Afrique mutilée*, est membre d'Europe-Écologie-les Verts. C'est à ce titre du reste que je lui ai proposé de m'accompagner lorsque, par l'intermédiaire de José Bové, j'ai obtenu un rendez-vous avec Pascal Canfin. Il nous a aimablement reçues et apparemment bien écoutées. « Vous avez vu quelqu'un d'autre avant moi ? » nous a-t-il toutefois demandé au moment où nous allions nous quitter. « Non », lui ai-je répondu. « Alors, a-t-il ajouté, que cet entretien reste entre nous. » Naturellement, ces propos nous avaient laissées perplexes. J'ai compris plus tard que les dés étaient jetés, que l'intervention de la France au Mali avait déjà été décidée et qu'il le savait. Il ne manquait au « dossier Serval » que la requête formelle des « autorités maliennes », ultime étape vers l'aval du Conseil de sécurité.

Je dois t'avouer que je n'ai pas été particulièrement choquée par la petite comédie de Pascal Canfin. L'instinct de survie lui impose la *realpolitik*, ce que bien des Verts lui reprochent. C'est dans ce contexte que s'inscrit mon interdiction de séjour non seulement en France, mais dans tout l'espace Schengen. Pourquoi donc ? Pour délit d'opinion. Je ne m'attarde pas sur cette histoire qui est connue. Je me rappelle que tu m'as appelée de chez ta fille Elisabeth, à Montréal, quand c'est arrivé. Je t'ai expliqué que je me trouvais pour la première fois dans la situation de dizaines de milliers d'autres Africains confrontés chaque jour à la violation de leur droit à la liberté de circuler, dans des conditions bien plus terribles que la mienne. Cela ne m'a nullement affectée. Il m'importe cependant d'inscrire ce préjudice sur le registre des violences faites aux femmes, tout en soulignant son caractère hypocrite. L'indignation des fauteurs de guerre est visiblement sélective ! L'élan de solidarité active dont nous avons bénéficié à cette occasion, Oumar Mariko, du Sadi, et moi-même, m'a donné une nouvelle preuve, rassurante, de l'écart énorme entre certains États européens de plus en plus frileux et leurs peuples.

À très bientôt, avec mon amitié,

Amy

Saint-Louis, dimanche 6 octobre 2013

Ma chère Aminata,

Dans exactement quinze jours, ce sera le deuxième anniversaire de l'assassinat de Mouammar Kadhafi. Je sais que les médias veilleront soigneusement comme l'an dernier à n'en rien dire. Au fond, les circonstances de la mort du Guide libyen continuent à être embarrassantes pour tout le monde. On n'a pas besoin d'être d'accord avec son projet politique pour avoir un peu honte de la manière dont il a fini sa vie un jeudi matin dans les rues de Syrte.

Chaque jour, de nouveaux événements viennent aggraver le trouble ressenti dès le déclenchement du « printemps arabe », je veux dire quant à ses visées. Même si le désir de changement des insurgés était sincère, il faut bien reconnaître qu'il a été perverti et que l'infamie s'est vite invitée dans ce qui devait être une fête de la liberté retrouvée. Le lynchage public du chef de la Jamahiriya est une des manifestations de ce troublant déferlement de haine sur tout un pays. Je reste profondément choqué, deux ans après, par le soin tout particulier que l'on a mis à faire mourir une seconde fois le colonel Mouammar Kadhafi, en l'inhumant « quelque part » dans le désert libyen. Ces funérailles secrètes, au petit matin, rappellent celles, tout aussi singulières, d'Oussama Ben Laden jeté aux requins cinq mois auparavant. Elles suscitent aussi, en définitive, les mêmes interrogations et la même perplexité. Dans un monde normal, on ne peut, comme Obama, s'arroger le droit de persécuter ses ennemis jusque dans l'au-delà et continuer à se prétendre sans rire le bouclier universel des droits humains. Dans le cas du Guide libyen, la violation des lois de la guerre et de la résolution 1973 du Conseil de sécurité s'est doublée d'une volonté manifeste de profaner sa mémoire. Un tel acharnement fait froid dans le dos, car il en dit plus sur les ténèbres de l'âme humaine que sur de banales luttes d'influence entre les nations. C'est insulter les Libyens que de laisser entendre un seul instant que leurs traditions ont quelque chose à voir avec des pratiques aussi barbares. Elles nous ont brusquement ramenés aux âges les plus obscurs de l'humanité, à l'une de ces époques où

le destin de la communauté était tributaire du seul corps de son chef. Kadhafi, ne l'oublie pas, a été conduit sur une charrette tirée par un âne à Misrata ; les télévisions occidentales – je compte parmi elles Al Jazeera – ont bien veillé à nous montrer qu'il se dégageait de son cadavre une insupportable puanteur et que les badauds qui défilaient devant lui étaient ravis d'être les témoins de sa fin infâme. Un journaliste anglais à qui j'ai demandé s'il était vraiment nécessaire de diffuser ces images en boucle m'a répondu que cela faisait partie du devoir d'informer. Je lui ai alors fait remarquer que dans le même pays, la Libye, le corps du diplomate américain assassiné, Chris Stevens, avait subi un traitement identique et que les mêmes chaînes avaient choisi de nous épargner ce spectacle horrible. Il s'est contenté de hausser les épaules d'un air gêné...

Il est étrange de reculer à si grandes enjambées vers le passé au moment même où l'on se flatte de bâtir un ordre nouveau. Pourquoi ce soulèvement populaire a-t-il dégénéré aussi rapidement ? La vérité est que les rebelles de Benghazi, tout comme leurs invisibles mentors, n'ont eu à aucun moment des intentions pacifiques. Agissant selon un plan très précis et élaboré longtemps à l'avance, ils ont pris d'assaut, dès les premières heures, des dépôts d'armes, libéré des milliers de prisonniers djihadistes et imposé un combat frontal aux forces régulières libyennes. Pendant ce temps, les médias occidentaux s' alarmaient de bombardements intensifs de l'armée de Kadhafi contre la population. L'information, largement diffusée, s'est par la suite révélée aussi mensongère que la fable de Bush sur les armes de destruction massive de Saddam Hussein. Elle a pourtant suffi à paralyser l'État libyen et à rendre possible l'intervention de l'Otan, qui a fait toute cette curieuse guerre de libération en lieu et place des « révolutionnaires ».

Les puissances occidentales ont été les fourriers méthodiques du chaos libyen. S'assurant très tôt le soutien de la Ligue arabe, elles ont constamment jeté de l'huile sur le feu et fait capoter les multiples tentatives de médiation de l'Union africaine, pourtant acceptées par Tripoli qui n'avait plus, il est vrai, le choix. À ce propos, as-tu lu *La Guerre sans l'aimer* de Bernard-Henri Lévy ? Eh bien, ce dernier y déclare avoir compris que la solidarité quasi unanime de l'Afrique subsaharienne avec le leader libyen était du plus mauvais effet. Il s'est donc mis en tête d'ouvrir une « brèche » dans ce qu'il appelle lui-même le « bouclier africain de Kadhafi ». En quoi faisant ? En organisant, peu de temps avant une rencontre cruciale des chefs d'État africains, une visite de l'un d'eux à ses protégés de Benghazi. Il appelle alors M^e Wade à

Dakar. Le récit de leurs entretiens contient des morceaux d'anthologie. Par exemple, lorsque Wade fait allusion au sommet extraordinaire de l'Union africaine sur la Libye, le philosophe lâche froidement : « C'est la catastrophe à éviter, monsieur le Président. » Est-ce que tu as bien entendu, Amy ? Tout un continent décide de se concerter sur un sujet aussi vital et un gars de Saint-Germain-des-Prés décide de saboter la rencontre et... ça marche ! Le lecteur de *La Guerre sans l'aimer* aura eu droit auparavant au détail des conversations téléphoniques entre Wade et l'intellectuel parisien, qui le met d'ailleurs dans sa poche avec une déconcertante facilité. En fait, notre président hésite, il veut avoir l'assurance que Kadhafi ne sera pas tué. Peut-être croit-il, du reste, lui sauver la vie en se prêtant à ce jeu ? L'Histoire le dira. Le philosophe lui promet que personne ne touchera à un cheveu de Kadhafi – tu parles ! – et Wade lui demande alors, perplexe : « Est-ce, vraiment, le désir de Sarkozy que Kadhafi quitte le pays ? » Peu de temps après cet appel, BHL s'envole pour Dakar où il a une séance de travail avec M^e Wade et son fils. Le plus moche est à venir, Amy : au palais de l'avenue Léopold-Sédar-Senghor, le visiteur du soir *amende* sur plusieurs points le communiqué par lequel l'État du Sénégal compte reconnaître officiellement le CNT libyen ! Tu connais la suite : le président sénégalais, qui s'est toujours cru plus malin que tout le monde, fait avec Karim cette visite indigne à Benghazi sous bonne escorte militaire française. Là, il exhorte Kadhafi à entendre enfin la voix de son peuple. Puis, de retour à Dakar, M^e Wade attend... Quoi donc ? Il espère un retour d'ascenseur, une invitation officielle d'Obama, et surtout que Sarkozy et son homologue américain ne vont plus faire obstacle aux ambitions de son fils. Aujourd'hui, en son « exil » versaillais, le pauvre homme, roulé dans la farine par des gens trop forts pour lui, attend toujours...

La campagne de Libye s'est terminée à la seconde précise où, à en croire *Le Canard enchaîné* du 27 octobre 2011, Barack Obama et Nicolas Sarkozy ont ordonné à leurs agents sur le terrain l'exécution de Kadhafi alors que, fait prisonnier et simplement blessé, il pouvait encore être sauvé.

Ce jour-là, une foule en délire qui lui reprochait très justement de torturer les vivants s'est pourtant mise à torturer son cadavre... C'était de la pure folie. Après tout, pendant que ses ennemis le malmenaient ainsi, Kadhafi était déjà passé de l'autre côté du temps, là où les passions humaines n'ont plus aucune place. S'acharner ainsi sur le corps d'un homme inerte et craindre que son tombeau ne devienne un lieu de pèlerinage, c'était un terrible aveu de faiblesse.

Je me suis permis il y a un instant une comparaison avec la mise à mort d'Oussama Ben Laden. L'analogie est parfaitement fondée et d'ailleurs il s'en est fallu de peu que les deux hommes ne soient éliminés – par hasard, vraiment ? – la même nuit.

Chacun se souvient de la fierté du président américain annonçant au monde la nouvelle de la mort de Ben Laden ainsi que de l'explosion de joie qui s'en est suivie à New York, à Minneapolis et dans les plus petits bleds de l'Amérique profonde. Cette publicité était un phénomène nouveau : autres temps, autres mœurs... À l'époque de la guerre froide, la Maison Blanche aurait liquidé son ennemi en secret, juré la main sur le cœur n'y être pour rien et sans doute même versé quelques larmes de crocodile sur sa fin hélas si tragique. Le fait qu'un pays aussi influent que les États-Unis puisse désormais se vanter ouvertement de violer les normes juridiques internationales constitue, à tous points de vue, un grave précédent. Tout en comprenant le traumatisme du 11 Septembre, on ne peut accepter qu'il serve à justifier des actes manifestement illégaux. Oussama Ben Laden avait certes choisi de vivre dangereusement en défiant la puissante Amérique, mais n'était-il pas possible de le combattre sans piétiner au vu et au su de tous les lois admises par toutes les nations de la terre ? En d'autres termes, on aimerait, quelles que soient les circonstances, pouvoir juger l'Amérique sur les valeurs dont elle se réclame et non sur celles de certains de ses ennemis. Personne ne veut d'un monde où les règles de conduite sur la scène internationale seraient indirectement dictées par Al Qaeda pour qui il n'y a, justement, aucune règle qui vaille.

Mais autant on peut discuter de ce point en invoquant la légitime défense ou les complexes nécessités de la raison d'État, autant il est difficile de comprendre le sort réservé à la dépouille de Ben Laden. La décision de ne pas la remettre aux siens est pour ainsi dire en train de faire jurisprudence, car sans cela les nouvelles autorités libyennes y auraient réfléchi à deux fois avant d'escamoter celle de Kadhafi. Au surplus, la méthode d'inhumation choisie pour Oussama Ben Laden nous remet en mémoire un fâcheux précédent historique. On apprend dans sa magnifique autobiographie, *Dreams From my Father*, que Barack Obama a une certaine admiration pour Chinua Achebe. Mais a-t-il seulement lu *Cahier d'un retour au pays natal* ? Il devrait, car Césaire, y décrivant les entrailles d'un navire négrier, s'arrête soudain pour nous inviter à prêter l'oreille au « bruit d'un qu'on jette à la mer ». D'un esclave, évidemment... Je t'en ai d'ailleurs déjà parlé à propos des migrants clandestins. C'était en effet, au temps de la Traite négrière, le sort réservé aux captifs rebelles

pour les châtier ou aux malades par crainte des épidémies à bord des navires. Le rappel de ces pratiques est tout à fait déplaisant, mais comment s'en dispenser quand elles sont remises à l'honneur par le premier président noir des États-Unis ?

À vrai dire, il n'est pas nécessaire de remonter aussi loin dans l'Histoire : la fin tragique de Patrice Lumumba rappelle à maints égards celle de Kadhafi. Humilié et battu en pleine rue par les soldats de Mobutu, le Premier ministre congolais a été fusillé par un peloton d'exécution commandé par deux gradés belges qui l'avaient sauvagement torturé auparavant. Mais l'affaire ne s'arrête pas là : peu de temps après son enterrement, il a été exhumé par les frères Soete, deux policiers qui ont pris soin de découper son corps en petits morceaux et de le dissoudre dans une cuve d'acide sulfurique. Déjà à l'époque, un mandat en bonne et due forme de l'Onu avait servi de cache-sexe à l'Américain Eisenhower et à l'ex-puissance coloniale belge, qui tous redoutaient qu'un pays aussi riche en minerais stratégiques ne bascule dans le camp communiste. J'espère pour la Libye que la comparaison s'arrêtera là, car exactement un demi-siècle après, le Congo, qui n'en finit pas de changer de nom, ne s'est toujours pas remis du meurtre de Lumumba.

Pour dire le vrai, la Libye post-Kadhafi ne semble guère mieux lotie. Il est clair pour tous les observateurs que les nouvelles autorités libyennes ne seront jamais en mesure de tenir cet immense arsenal à ciel ouvert qu'est devenu leur pays ; tout le monde s'est servi sans retenue et des centaines de milliers d'armes lourdes et légères – dont notamment cinq mille missiles sol-air – sont tombées entre les mains de groupes bien décidés à s'en servir. Ils se sont d'ailleurs mis très tôt au travail, car ce sont eux qui continuent à traquer sans pitié les supposés partisans de Kadhafi tout en faisant mille et une misères à leurs ex-protecteurs occidentaux. Une, deux, trois Somalie ? Le compte y est depuis longtemps et personne ne sait, chère amie, ni ce qui nous a menés à cette impasse ni comment en sortir.

En attendant de te lire, le meilleur de mon amitié,

Bamako, jeudi 10 octobre 2013

Mon cher Boris,

Comme le temps passe vite... Déjà presque trois mois qu'a eu lieu le premier tour de l'élection présidentielle. Pour la France elle devait être une simple formalité de transfert et de légitimation du pouvoir, mais le peuple malien en a fait un quasi-plébiscite pour Ibrahim Boubacar Keita. J'avoue que je ne m'attendais pas à ce dénouement : copieusement stigmatisé, Keita n'est pas non plus un de ces technocrates qui ont presque toujours eu la faveur de la « communauté internationale ». Après ce scrutin censé ouvrir la voie à la réconciliation avec les rebelles touareg, il lui faudra rebâtir l'État et l'armée, et faire face à l'islam radical. Mais *quid* du modèle économique qui nous a conduits à ce chaos ?

J'ai souvent évoqué cette question cruciale au cours de notre longue conversation. J'aurai l'occasion de revenir sur les grands défis et l'étroite marge de manœuvre du nouveau président. Pour l'heure, savourons l'accalmie actuelle au Mali, sans oublier toutefois de rester très vigilants.

Avant d'aller plus loin, deux mots sur l'organisation de ce scrutin historique. Je n'ai nulle envie de m'étendre sur les batailles épiques autour des marchés de cartes électorales, des urnes et autres ingrédients de la démocratie affairiste. Je préfère te parler de la manière dont mes proches et moi avons vécu l'événement. Dans ma famille, tout le monde était, tu peux me croire, très excité. « As-tu retiré ta carte, Nina ? » m'a-t-on demandé plusieurs fois. Et puisque je ne l'avais pas encore fait, un de mes neveux a proposé de s'en charger à ma place : « Donne-moi ton reçu Ravec, je vais chercher ta carte. » Diawoye – c'est son nom – craignait de me voir boycotter cette élection qui, dans son entendement, rimait avec sortie de crise. Une faute qu'il ne m'aurait jamais pardonnée !

En réalité, il a lui-même douté jusqu'au bout, comme la plupart des Maliens, de la faisabilité du scrutin. Il aurait bien aimé s'abstenir de voter, ne serait-ce que pour remettre à leur place les politiciens français. Dans cette période délicate de notre histoire, Hollande, Fabius et Le Drian nous ont en effet tous

choqués par leurs mises en garde répétées. Ceux que je me plais à appeler le trio infernal étaient bien décidés à faire coïncider le temps militaire avec le temps politique. En avril 2013, Le Drian avait déclaré sans ambages sur RFI : « Je pense que ces bruits qui courent sur la nécessité du report de la date mettent en cause tout le travail militaire qui a été effectué jusqu'à présent. Techniquement il est possible d'organiser ces élections et donc, il faut que tout soit mis en œuvre pour que ça se fasse. Parce qu'il en va de la crédibilité du Mali, il en va de la crédibilité de l'action des Casques bleus, il en va de la crédibilité de l'action européenne pour la formation de l'armée malienne, il en va de la crédibilité de l'intervention française. » On avait envie de demander à ce brave monsieur : où est le lien entre ce forcing et un exercice normal et sain du jeu démocratique ? N'était-ce pas à notre peuple de décider de la date du scrutin pour permettre à tous – aux déplacés et aux réfugiés tout comme à nos concitoyens du Nord – d'y prendre part ?

Le jour J, les parents, quelques amis et voisins n'ont cessé de me harceler : « As-tu voté ? » « Quand comptes-tu te rendre au bureau ? » Finalement, quelqu'un m'a dit : « Nous t'y devançons et te dirons à quel moment tu peux venir voter pour ne pas avoir à faire la queue. »

Vers quinze heures, j'y suis allée.

Laisse-moi te faire, mon cher Boris, une confidence qui va peut-être te surprendre et choquer les naïfs pour qui l'élection est l'alpha et l'oméga du système pluraliste : je votais pour la première fois de ma vie. Je ne suis pas seule dans ce cas au Mali, loin s'en faut ! Si les taux d'abstention sont très élevés chez nous – 70 % en moyenne ! –, c'est parce que tout le monde est convaincu que les dés sont pipés et que nos élus n'auront que l'ombre du pouvoir. À la présidentielle de 2007, par exemple, j'ai entendu un patriarche de Djenné, Amadou L., demander à son fils : « Dis-moi, qui la France a-t-elle choisi, cette fois-ci ? » Et le jeune homme, étonné, de rétorquer : « Mais nous votons, papa ! » Et le père de lui lancer avec un sourire moqueur : « Oui, mon fils, vous votez mais c'est la France qui choisit... »

Pourquoi suis-je allée faire cette fois-ci mon « devoir de citoyenne », comme on dit, tout en gardant à l'esprit cette boutade du vieil homme de Djenné ? Je suppose que dans la situation particulièrement difficile que nous traversons, l'espérance finit par être contagieuse. Et ça fait parfois du bien. En voyant ce peuple digne et debout, j'ai ressenti comme un profond besoin de partager avec lui sa foi nouvelle dans un vrai changement par les urnes.

Il était particulièrement émouvant de voir des malades et des personnes âgées que l'on tenait par les bras pour les conduire vers l'isoloir. Dans mon bureau, une dame quasi octogénaire, handicapée par son poids et à bout de souffle, a dû demander de l'aide pour accéder à l'étage. Cette dimension fort belle de la mobilisation de mes concitoyens coïncide, Boris, avec mon désir de voir le peuple malien peser sur le volet politique de cette crise, faute d'avoir pu empêcher la guerre. L'élection n'est qu'une étape de ce processus. Juste une étape.

Le taux de participation, qui d'habitude oscille entre 20 et 30 %, s'est élevé à 50 % lors du premier tour. On aurait du reste pu faire mieux sans les mauvaises conditions de préparation que nous n'avions cessé de déplorer.

Dès la fermeture des bureaux, ma sœur Mariam m'a appelée et m'a dit : « Prends la radio Klédu. » Une voix égrenait, localité après localité, des chiffres annonciateurs du raz-de-marée en faveur de Keita. Tu connais la suite. Soumaïla Cissé s'est rendu chez lui à la surprise générale pour le féliciter. Très médiatisé, ce geste d'apaisement qui ne t'a pas échappé a contribué à calmer les esprits. Il est intéressant de noter qu'en dépit de moyens colossaux, Soumaïla Cissé a obtenu moins de 20 % au premier tour et 22,39 % au second. L'avenir dira s'il s'agit de l'amorce d'une démarchandisation des élections. De savoureuses anecdotes circulent d'ailleurs dans les quartiers populaires sur l'art et la manière de récupérer l'argent volé par les politiciens sans voter pour eux !

Le mérite de cette mobilisation et du déroulement pacifique du scrutin revient avant tout à cet électorat qui est en train de gagner en maturité et non à ceux qui, banalisant la gravité des risques liés à tant de difficultés d'organisation, ont jugé que nous pouvions nous contenter du strict minimum en termes de légitimité démocratique.

Cela dit, je commence à percevoir une certaine tension entre les Maliens fiers de cette victoire et la France bien décidée à tirer profit de son intervention au nord. Sur une chaîne de télévision française, j'ai entendu quelqu'un dire : « Ne boudons pas notre plaisir. L'élection a eu lieu sous le parrainage de la communauté internationale. Le personnel politique malien qui était humilié, déconsidéré, revient en force avec quelqu'un qui rallie les Maliens. » Sous-entendu : Hollande a bien fait d'acculer ces gens, sans ça ils n'auraient jamais bougé ! Et le 19 septembre 2013, jour de l'investiture d'Ibrahim Boubacar Keita, TF1 titrait avec une arrogance inouïe : « Mali : sept mois après, Hollande de retour pour investir le nouveau président. »

Les Maliens ont dit « non » à un système économique et politique dont ils ne maîtrisent pourtant ni les contours ni les enjeux. Ils ont le droit de savoir que le capitalisme, injuste par essence, porte aussi en lui les germes de toutes les violences. Je veux dire que l'orientation que le président Ibrahim Boubacar Keita pourra, en étroite collaboration avec ses concitoyens, donner à notre économie doit nous importer bien plus que la question de savoir s'il sera ou non l'otage de l'électorat musulman et/ou de l'armée. En d'autres termes, la donnée essentielle à mes yeux est la marge de manœuvre que la « communauté internationale » consentira à lui laisser. Aura-t-il la latitude de satisfaire la demande sociale, de choisir et de décider conformément aux intérêts du peuple malien ? Après avoir massivement fait entendre sa voix, celui-ci sera particulièrement exigeant. Une radio privée faisait remarquer ce matin avec humour que lorsque nos compatriotes disent à un dirigeant politique « nous te soutenons », il faut jeter de temps à autre un coup d'œil derrière soi pour s'assurer qu'ils sont bien encore là, tant un électorat meurtri et impatient peut être volatile !

Nous avons en tout cas intérêt à retenir les leçons de l'Histoire : après la chute de la dictature, notre principale faute a été de fétichiser les qualités personnelles des dirigeants. Nous pensions sincèrement que la vertu du président importait plus que les politiques économiques qu'il mettrait en œuvre... Cette erreur d'appréciation nous a coûté très cher face à un système peu respectueux de la dignité humaine. Pour ceux à qui nous avons affaire – je cite ici Samir Amin –, « l'Afrique utile, c'est l'Afrique sans les Africains. Les peuples africains, pour le système mondial, sont de trop ¹ ».

Comment nous réapproprier notre pays et notre destin, Boris, à l'heure où les appétits pour les matières premières et les opportunités d'investissement s'aiguisent ? Jacques Attali campe assez fidèlement notre rapport historique à l'Occident quand il observe : « Pendant les dix derniers siècles, l'Europe, puis l'Amérique, puis le Japon, ont réussi à mobiliser, à leur profit, les quatre éléments nécessaires à tout développement matériel : la population, la technologie, l'épargne et les matières premières, en les produisant chez eux, en les pillant ou en les payant ² . » Je note au passage que d'avoir écrit cela n'a pas empêché Attali de faire partie des va-t-en-guerre au Mali.

Quant à nous, il est impératif que nous changions au plus vite de culture politique, car aucun président ne peut à lui seul résoudre tous les problèmes d'un pays. Mes amis et moi-même avons à cœur, ici au Centre Amadou Hampaté Bâ et au Forum

pour un autre Mali, d'aider à l'émergence d'une génération d'Africains capables de comprendre que les interventions militaires sont, pour les États capitalistes en crise, motivées par le désir de faire main basse sur nos richesses naturelles.

À en juger par sa feuille de route, la « communauté internationale » ne conçoit la relance de l'économie malienne qu'en termes de fonds à mobiliser et de bonne gestion selon les normes et les intérêts des dominants. Elle a ainsi annoncé le 15 mai à Bruxelles un montant de 3,25 milliards d'euros. Pascal Canfin, ministre français délégué au Développement, persuadé que la gestion rigoureuse de la contribution de son pays, soit 280 millions d'euros, est la clef du succès, a créé un site pour tenir les citoyens français et maliens informés de l'utilisation qui en sera faite. Comment fait-il pour s'imaginer que tous les Maliens, ou presque, sont connectés ? Si c'est une plaisanterie, elle ne nous amuse pas du tout. Nous savons bien, en outre, que l'argent de cette « aide » va pour l'essentiel retourner aux hommes d'affaires français, déjà en compétition pour en récupérer la plus grosse part ! Une délégation d'une trentaine d'entrepreneurs conduite par Michel Roussin est venue annoncer la couleur sans complexe. Figure-toi que même le marché de la reconstruction des mausolées en terre de Tombouctou, dont l'entretien a toujours été assuré par des familles de la ville, a été octroyé à un architecte français... Avec cela, le cercle de l'imposture se referme. Et à l'intérieur de ce cercle les nôtres dansent à perdre le souffle car une partie du butin, une misérable partie à vrai dire, leur sera rétrocédée par toutes sortes d'artifices douteux.

Nous sommes nombreux à espérer que notre armée, devenue la risée de l'univers entier, saura se faire de nouveau respecter. Bien sûr, dans mon esprit, cela ne signifie nullement que nous devons nous encombrer d'équipements militaires ruineux. Dans un monde où, pour reprendre la belle expression de Cheikh Hamidou Kane, on peut si facilement « vaincre sans avoir raison », il est plus sage d'investir dans les êtres humains que d'enrichir les marchands d'armes. Kadhafi ne l'a pas compris, cela lui a coûté et le pouvoir et la vie.

Et puis il y a Kidal... Qui nous expliquera pourquoi Serval a interdit à notre armée nationale de fouler le sol de Kidal, une ville faisant partie, sauf erreur, du territoire national ? C'est aussi la France qui a décidé, sans consulter personne, de transformer la Misma en force de maintien de la paix. Les autorités de la transition ont fait mine de résister mais ont vite cédé, comme à leur habitude. Le plus triste, c'est que le prix d'une sécurité de toute façon illusoire va être un mortel surendettement. L'aide et

la dette sont les deux faces de la même maléfique médaille.

Quant à la société civile et aux partis politiques, il est temps qu'ils se demandent pourquoi leur capacité de mobilisation est si inférieure à celle des organisations musulmanes. Voilà le phénomène qu'ils devraient tenter d'élucider en toute honnêteté au lieu de faire une fixation sur je ne sais quelles menaces contre la laïcité de l'État. Les pays qui détournent le regard de cette réalité-là s'exposent à de mauvaises surprises.

Forte de ces convictions, j'ai vu dans l'invitation des organisateurs du Colloque international des musulmans de l'espace francophone une belle occasion de les défendre. La rencontre avait lieu à Dakar et j'étais également heureuse de pouvoir t'y retrouver, mais tu n'as pas pu quitter Saint-Louis. J'aurais aimé, comme convenu au téléphone, profiter de l'occasion pour te présenter Tariq Ramadan. Vous connaissant bien tous les deux, je sais que vous avez beaucoup de choses à vous dire sur la situation politique internationale. Intellectuel courageux et d'une rare clairvoyance, il n'est pas du genre à se laisser raconter des histoires à dormir debout et, contrairement à ce que ses ennemis laissent entendre, il désapprouve pour les mêmes raisons que nous l'intervention française au Mali. Ceux qui essaient d'entretenir le doute à ce sujet connaissent mal Tariq dont les qualités personnelles sont par ailleurs indéniables. J'ai également écouté au cours de ce colloque des spécialistes sénégalais de la finance islamique. Leurs analyses vont désormais enrichir ma réflexion sur les inégalités et la corruption dans nos pays à majorité musulmane. J'ai de même été intéressée par les comparaisons faites par certains intervenants entre le rôle de la finance islamique dans la moralisation du développement et celui des valeurs de l'islam dans l'approfondissement de la démocratie. Du coup je me demande quel rôle pourrait jouer un électorat musulman éclairé dans la transformation du Mali en un pays souverain et respectueux des droits économiques, politiques et culturels de tous. D'après ce que j'ai pu constater, l'islam politique tel qu'on le voit à l'œuvre n'est pas en rupture avec le modèle dominant. Les Frères musulmans ont été portés au pouvoir par des Égyptiens décidés à en finir à tout prix avec le système Moubarak, mais la confrérie, surtout préoccupée par son agenda, a commis l'erreur de sous-estimer les défis économiques. N'aurait-elle pas dû chercher dans le Coran même quelques repères sur la voie du gérer autrement ? Cette question est d'une importance vitale. Si nous savons y répondre correctement, bien des défis du temps présent seront relevés du même coup. Il n'est pas trop tard pour espérer une symbiose dont nous éloignent les lectures

passionnées ou partisans.

Toutes mes amitiés,

Amy

1. Entretien avec Christophe Champin pour RFI, 2010. En ligne sur <http://www.rfi.fr/contenu/20100302-samir-amin>
2. Jacques Attali, *Survivre aux crises*, Fayard, 2009.

Saint-Louis, lundi 14 octobre 2013

Ma chère Amy,

Je n'ai en effet pas pu, hélas, me libérer pour venir écouter les intervenants au colloque du Cimef à Dakar. Une collègue de Gaston-Berger, la politiste Penda Bâ, m'a décrit l'événement comme une réussite. Je sais aussi que ta prise de parole a été très appréciée. D'autres occasions d'échanger directement avec Tariq Ramadan se présenteront sans doute un jour ou l'autre. Je ne le connais pas personnellement, mais nos chemins de vie se sont parfois croisés de loin, si j'ose dire. À Ferrara, au festival de l'hebdomadaire romain *Internazionale* en octobre 2010, j'ai fait ma présentation le samedi en compagnie du Suisse Jean Ziegler et lui, il a parlé le lendemain. Il s'est retrouvé pour ainsi dire dans la fosse aux lions, opposé à trois autres panelistes bien décidés à lui faire la peau mais au final il s'est montré nettement plus convaincant qu'eux, à en juger par les réactions du très nombreux public venu l'écouter. Je dois aussi dire que nous avons un ami commun, Serigne Babacar Mbow, de Ndème, personnage exceptionnel de l'avis de tous ceux qui l'ont approché. Babacar et moi sommes nés dans des maisons mitoyennes de la Médina, nous y avons joué au foot pieds nus et dragué les petites filles de notre âge. Dès l'adolescence, comme beaucoup dans notre génération, nous nous sommes mis à lire comme des malades, avec un rare éclectisme, dans l'idée de décrypter la vie et de changer le monde. Si j'ai mentionné ce dernier point, c'est surtout pour souligner ceci : alors que pour nous tout cela était presque un jeu, Babacar Mbow, alias *Chacun*, lui, ne plaisantait absolument pas. Notre délire idéologique d'alors, il l'a transformé en actes concrets. Retiré depuis plus de trente ans dans le Sénégal des profondeurs, il a littéralement ramené à la vie Ndème-Meissa, le village de ses ancêtres. En bon « talibé » mouride, il en est devenu le chef spirituel et temporel, initiant une expérience unique de développement à la base, en totale responsabilité des populations. De nombreux chercheurs et cinéastes, dont le Tunisien Taieb Louhichi, sont allés filmer cette véritable utopie devenue réalité. Tu parles dans ta lettre de la nécessité de faire de la religion

musulmane une arme au service du bien-être de tous, dans le respect de soi et des autres. Eh bien, à ton prochain passage au Sénégal, trouvons le temps de faire un tour à Ndème-Meissa. Tu verras que la « symbiose » – pour reprendre ton propre mot – a été expérimentée avec succès quelque part dans notre pays. Et tu ne seras pas étonnée d'apprendre que Tariq Ramadan et l'homme à l'origine de cette initiative sont très proches, intellectuellement et humainement.

Cela dit, c'est de tout autre chose que je vais te parler dans cette lettre, puisqu'elle portera sur le Rwanda de Paul Kagamé. Mais est-ce vraiment « tout autre chose » ? À toi de juger. Un des points que nous enseignent les turbulences actuelles dans le monde arabe et en Afrique subsaharienne, c'est que chaque situation politique y est en résonance, par des voies insoupçonnées, avec des dizaines d'autres.

Laisse-moi tout d'abord te raconter ce qui m'est arrivé dans les premiers jours de décembre 2012 au grand supermarché de Kigali, le Nakumatt . Nous venions de participer, Koulsy Lamko et moi, à une conférence sur la prévention des génocides et, la veille de notre départ, nous sommes allés faire quelques emplettes. J'arrive à la caisse avec mes paquets de thé et de café, puis je tends un pourboire au jeune homme qui me les a emballés. Il refuse d'un discret signe de la tête en murmurant : « *Thank you, sir, but it is not necessary.* » Koulsy me rejoint ensuite dans le hall du Nakumatt et me rapporte avoir vécu la même situation. Le Rwanda nous est très cher à tous les deux, nous n'arrêtons pas d'y aller depuis 1998 et pour sa part Koulsy y a vécu quatre années, par choix politique, au moment où le pays, toujours pas remis du choc du génocide des Tutsi, avait le plus besoin de l'aide de tous les humains de bonne volonté. Lui et moi avons donc vu le Rwanda renaître littéralement de ses cendres en quelques décennies et nous ne ratons jamais une occasion de le comparer ironiquement avec nos propres pays. Ce n'est sûrement pas à Ndjamena ou Dakar qu'un vendeur refuserait d'empocher un pourboire ! Mon jeune frère Koulsy est, je le vois bien, aux anges. Disciple convaincu de Sankara, celui que je surnomme dans nos échanges de mails l'« Entêté Espéreur » est en quelque sorte à l'affût, partout, des moindres raisons de croire que les lendemains africains vont enfin chanter. Et bien sûr, après ce que nous venons de vivre au Nakumatt, nous éprouvons tous deux cet étrange sentiment de « fierté africaine » que j'ai essayé de te décrire il y a quelque temps. Nous sommes surtout plus admiratifs que jamais des exceptionnelles qualités de leader de Paul Kagamé.

Mais voilà que quelques minutes plus tard, devant le portail

du centre commercial où nous attendons un taxi, un groupe de petits mendiants se précipite vers nous. Je me souviens tout particulièrement de l'un d'eux. Il ne lui restait plus qu'un vilain moignon en guise de main droite, ce qui n'avait sans doute rien à voir avec le génocide puisqu'en 1994 il n'était sûrement pas encore né. Il nous la tend pour nous apitoyer, comme a dû lui apprendre à le faire le voyou qui l'a ainsi jeté à l'assaut des passants. Tous demandent l'aumône avec insistance, et Koulsy et moi sommes beaucoup trop surpris et perturbés pour réagir à leurs sollicitations. Ce n'est pourtant pas la première fois que je suis agressé par des petits mendiants, la scène fait au contraire partie, malheureusement, de la routine de mes jours : ici, dans ma bonne ville de Saint-Louis, ces enfants de la rue se comptent par milliers et il est impossible de faire deux pas sans que des « talibés » vous sautent littéralement à la gorge en débitant de courtes phrases presque inaudibles. Je ne devrais donc pas être déstabilisé par ce que je viens de vivre au centre-ville de Kigali. Pourtant, je le suis. C'est que dans mon esprit les choses ne sont pas supposées se passer de cette façon au Rwanda. Le régime de Kagamé, m'avait-on dit, ne supporte pas que sa jeunesse prenne un aussi mauvais départ dans la vie. Je suis même allé à Iwawa Island, sur le lac Kivu où j'ai vu, de mes yeux vu, comment le gouvernement essaie de donner une seconde chance aux enfants de la rue qui y sont encadrés et initiés à toutes sortes de métiers manuels et aux travaux agricoles. Ce système les soustrait à une existence dangereuse dans la jungle urbaine tout en leur apprenant très tôt un art du vivre-ensemble plus précieux au Rwanda que partout ailleurs. Que faire alors de ces tout jeunes mendiants qui viennent de se mettre en travers de notre chemin ?

Mon trouble est réel, mais je ne tarde pas à me ressaisir.

Nous venons d'être confrontés en un quart d'heure, et du fait d'une coïncidence quasi incroyable, aux deux vérités les plus profondes du Rwanda : le visage qu'il cherche à tout prix à effacer de sa mémoire et qui se rappelle sans cesse à son mauvais souvenir, mais aussi le destin rêvé pour lui par Paul Kagamé pour reprendre le titre du livre de Stephen Kinzer. Ce que je t'ai raconté au sujet de la mendicité publique pourrait sans doute t'être dit par quelque homme d'affaires blasé, par exemple à propos de la corruption. Il pourrait te glisser à voix basse : « Tu sais, ils disent tous ici qu'ils n'acceptent pas de bakchich, mais ça c'est la bouche seulement, car l'autre jour j'ai dû passer à la casserole ! » Et après, Aminata ? Ce sera sa façon à lui de te dire qu'il y a des fonctionnaires véreux, *même au Rwanda* . Aucun pays sur la terre des hommes n'est à l'abri de ce fléau. Ce qui

différencie les régimes politiques, c'est la volonté de l'endiguer. Le mérite de Kagamé, c'est d'avoir compris que le seul vrai danger, c'est de se résigner à une sorte de consensus mou autour de la corruption, qui détruit l'économie d'un pays et ronge l'âme d'une nation. Au Rwanda, tous ceux qui abusent des biens publics savent qu'ils s'exposent à des sanctions sévères, et cette absence d'impunité ou d'immunité suffit à faire du graissage de patte non pas la règle, mais l'exception. J'aime mon pays et, le jour où j'entendrai dire qu'il y a des enfants de la rue et de la corruption *même au Sénégal*, je serai le plus heureux des hommes. Mais mes compatriotes savent bien que ce n'est pas demain la veille !

Ne nous y trompons pas : si Paul Kagamé a osé mettre la lutte contre la corruption au cœur de son projet politique, c'est parce que lui-même est au-dessus de tout soupçon. L'homme est en effet d'une telle intégrité que même ses plus farouches ennemis – Dieu sait s'ils sont nombreux et terriblement haineux – n'osent *jamais* l'attaquer sur ce terrain. Ce mépris des biens matériels lui donne l'autorité morale nécessaire pour mener un combat si périlleux en définitive pour son régime et pour lui-même : en effet, il doit à la fois faire face à une dangereuse opposition extérieure et mettre de l'ordre dans sa propre maison. C'est ainsi qu'il s'est trouvé en conflit avec des compagnons de la lutte de libération dont le credo était peu à peu devenu : « Après les combats, le repas ». Ce syndrome du « repos du guerrier » est classique et j'ai personnellement observé la même mentalité chez certains héros de la lutte anti-apartheid pendant les quelques mois où j'ai vécu en Afrique du Sud. Il s'agit pour chacun de se nourrir sur la bête et cette bête, c'est l'État. L'austère Kagamé n'a pas voulu de cela chez lui et quelques personnalités politiques de premier plan se sont enfuies du Rwanda au moment où la justice s'apprêtait à leur demander des explications sur leur fortune, aussi colossale que soudaine. Soit dit en passant, dès leur premier jour d'exil ces grands prédateurs se sont convertis en ardents défenseurs des droits de l'homme au Rwanda. Certains d'entre eux, sous la pression de services spéciaux étrangers, vont jusqu'à affirmer que oui, oui, ils ont bien fait partie du complot du 6 avril 1994 contre Habyarimana, oui, oui, ils étaient bien présents à la réunion secrète où Kagamé a ordonné d'abattre l'avion du président rwandais de l'époque. Cela a été le cas récemment, au micro d'une journaliste du nom de Sonia Rolley. La chose serait drôle si la question n'était aussi grave : qu'est-ce qui empêche la justice de leurs pays d'accueil d'interroger, au moins, des responsables qui déclarent publiquement avoir abattu en plein vol un aéronef civil et assassiné deux chefs d'État en exercice ?

Ma chère Amy, je vais répéter à ton intention ce que j'ai déclaré il y a environ deux ans dans une interview à *Jeune Afrique* : le Rwanda, qui aurait dû être depuis 1994 sous assistance respiratoire, est aujourd'hui présenté comme un modèle. Dépourvu de ressources naturelles, il a été frappé il y a moins de vingt ans par l'un des pires génocides des temps modernes, mais cela ne l'empêche pas de se porter mieux que tant de pays africains disposant de beaucoup plus d'atouts au départ. Il le doit au leadership de Paul Kagamé, à la haute idée qu'il se fait de sa charge. Cela commence à se savoir, malgré toutes les campagnes d'intoxication, car les faits sont têtus. Je rencontre de plus en plus d'Africains qui se sentent obligés d'avouer leur respect pour Kagamé et parmi eux beaucoup ont séjourné au Rwanda ou y vivent encore. J'ai par exemple fait la connaissance à Kigali de AB, un jeune concitoyen fonctionnaire international. C'était lors d'un cocktail à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Front patriotique rwandais, et il m'a lancé en wolof : « Grand, si tu vois des Sénégalais désireux de venir ici, dis-leur que ma porte leur est ouverte, je veux que mes compatriotes soient nombreux à voir de près ce que c'est qu'un pays fonctionnant normalement ! » Il a d'ailleurs fait la même suggestion à deux autres Sénégalais qui étaient du voyage, les journalistes Pape Samba Kane et Barka Bâ. Bien sûr tout cela était dit sur le ton de la blague, avec de grands éclats de rire, mais c'était très significatif. Je ne sais ce qu'ils auraient tous dit s'ils avaient sillonné comme moi le Rwanda de l'immédiat après-génocide, quand les ministres n'avaient ni salaire ni bureaux, et quand la ville de Kigali, peuplée d'orphelins et d'éclopés hagards, était moins équipée et bien plus sale que Kaolack ou Diourbel.

Oui, la bonne santé de l'économie rwandaise a de quoi nous impressionner, tout comme les performances de Kagamé dans la lutte contre la pauvreté et pour la promotion féminine. Rien n'est plus important en effet que la dignité humaine et c'est bien de cela qu'il s'agit dans cette histoire. J'ai pourtant quelque réticence à te dire dans cette lettre que c'est pour cela que j'admire Kagamé. Au fond, je n'aime pas que l'on soit en extase devant le « miracle économique rwandais ». À trop le vanter on finit par laisser croire, à son insu, qu'il est en quelque sorte une *anomalie positive*, l'exception qui confirme la règle sur un continent promis de toute éternité aux plus affreuses calamités. Il est normal pour tout pays peuplé par des êtres humains de se retrousser les manches pour se rendre maître et possesseur de sa destinée.

Je suppose toutefois qu'une adversaire aussi résolue que toi de l'économie de marché ne trouvera aucun attrait au modèle

rwandais, ultralibéral en un sens. J'entends bien ce que tu dis lorsque tu nous invites à ne pas tout attendre des seules qualités morales d'un chef d'État. Que serait-il pourtant advenu de l'Afrique du Sud sans Mandela ? Et où en serait aujourd'hui le Rwanda sans Paul Kagamé ? Je n'ose même pas y penser.

L'autre raison pour laquelle il ne faudrait pas, selon moi, se focaliser sur les réalisations économiques du Rwanda, c'est que dans notre monde impitoyable les grosses réussites de ce genre ne tiennent souvent qu'à un fil. On ne compte plus les pays dont la marche triomphale vers la prospérité a été interrompue du jour au lendemain par un rien. Je préfère poser la question suivante : que se passerait-il si le Rwanda en venait à se porter plus mal ? En d'autres termes, le lien social est-il assez fort pour tenir face à une telle éventualité ? Ayant subi en 1994 la loi d'individus assez sots pour s'imaginer que tuer tout le monde est un moyen comme un autre d'assouvir ses ambitions politiques, les Rwandais savent que l'Apocalypse peut vous tomber dessus *à tout moment*, que le moindre relâchement peut de nouveau vous précipiter dans le vide. Ils ont aussi appris que si vous comptez exclusivement sur le secours des autres, vous avez le temps de mourir un million de fois. Voilà pourquoi, sans sous-estimer ses efforts en vue du développement du Rwanda, je pense que Kagamé doit être davantage jugé sur sa gestion de l'héritage du génocide que sur la hauteur des immeubles de Kigali. Ce dernier aspect ne concerne du reste que les Rwandais eux-mêmes. Et j'en connais parmi ces derniers qui, sans avoir la moindre sympathie pour ses adversaires, n'apprécient pas du tout l'orientation et les méthodes de Kagamé, qu'ils trouvent autoritaire, voire brutal. Et je te le répète, Aminata, il s'agit là pour l'essentiel de rescapés du génocide qui restent de tous les combats contre le négationnisme et dont les analyses sur le sujet font autorité au plan mondial. Je me souviens d'ailleurs d'avoir été le seul, moi Sénégalais, à défendre Paul Kagamé et son régime au cours d'un dîner avec des amis rwandais dans une capitale européenne... Quoi de plus normal ? Toi et moi sommes depuis toujours très critiques à l'égard de nos dirigeants respectifs et il serait absurde de dénier ce droit à qui que ce soit. Et puis, quand on ne connaît un pays que de loin, il est des aspects de sa situation politique qui vous resteront à jamais mystérieux. J'entends souvent, moi-même, des étrangers parler à tort et à travers de certains événements majeurs survenus au Sénégal, faute de pouvoir prendre en compte la profondeur historique dans laquelle ils s'inscrivent. J'ajouterai toutefois, par souci de vérité, que j'ai eu plus souvent affaire dans mon parcours avec le Rwanda à des admirateurs de Paul Kagamé

qu'aux opposants dont je viens de t'esquisser le portrait. Je ne tire de ce constat aucune conclusion, il me donne simplement la nette impression qu'une forte majorité de Rwandais savent ce qu'ils lui doivent : il est aujourd'hui celui qui aide leur pays à rester debout après l'avoir fait revenir du Royaume des Morts.

Même si leurs témoignages écrits se multiplient, il est presque impossible dans la vie courante d'entendre les Rwandais revenir sur les souffrances endurées en 1994 par leurs proches ou par eux-mêmes. Aussi ont-ils bien du mal à comprendre ceux qui leur disent, avec une insoutenable légèreté : arrêtez de parler de votre génocide, tournez la page s'il vous plaît, et puis, vous savez, personne n'est dupe, vos dirigeants en font un alibi pour cacher leurs propres crimes et violations des droits humains. C'est là une choquante injonction, surtout de la part de gens que la mort de leur petit chat peut rendre inconsolables pour les siècles des siècles. Prétendre régenter les émotions intimes des autres, se mêler de la profondeur et de la durée de leurs souffrances, voilà qui dépasse l'entendement. Et si l'on se situe à un niveau purement politique, il faut bien savoir que c'est avec l'arrivée au pouvoir du FPR que l'État rwandais a cessé d'orchestrer des tueries « ethniques » de masse. Ceux qui reprochent à Paul Kagamé sa fermeté oublient que le génocide a commencé en 1959 et que, même avant la sanglante apothéose de 1994, Grégoire Kayibanda puis Juvénal Habyarimana ont jeté dans des fosses communes, *une année après l'autre*, des centaines de milliers de Tutsi sans que l'on entende beaucoup les organisations des droits de l'homme si prompts de nos jours à vilipender le régime rwandais. De manière encore plus surprenante, même l'abolition de la peine de mort en juillet 2007 au Rwanda est passée totalement inaperçue. Il est banal de nos jours de voir le mot « tyran » accolé à celui de Kagamé. Je ne me souviens cependant pas d'avoir une seule fois entendu parler du « dictateur Habyarimana ». Quand arrêtera-t-on donc de se moquer du monde ? Les Occidentaux semblent avoir un problème avec Kagamé, leader d'un pays pauvre, mais si difficile à impressionner et qui ne leur cache du reste pas toujours son mépris. Ils guettent sûrement, comme à leur habitude, le moment de le lui faire payer. On ne saurait trop leur conseiller, en attendant, de savoir raison garder.

Il lui a fallu une grande force de caractère pour redonner un visage normal à un pays dévasté tout en ayant au-dessus de sa tête l'épée de Damoclès d'une inculpation dans l'attentat du 6 avril 1994. Souviens-toi, Amy. Pendant des années, presque personne n'a osé mettre en doute les accusations du juge

Bruguère. Si tu savais dans quelles conditions ce dernier a travaillé et amassé ses « preuves » contre le président rwandais, tu serais écœurée par son cynisme. Il ne reste rien de ce dossier à l'heure actuelle : deux autres magistrats, Trévidic et Poux, français comme lui mais moins partiaux, ont repris l'instruction et on se dirige vers un non-lieu. Après avoir longtemps fait de cette affaire leur cheval de bataille, les négationnistes style Péan, Stephen Smith, Guichaoua, Reyntjens et Cie se sont carrément retrouvés le bec dans l'eau.

Il fallait donc trouver autre chose pour maintenir la pression sur un homme aussi peu docile. Et l'est du Congo est ressorti des archives, pour ne pas dire du chapeau. Ça, ça marche très fort. Que cela nous plaise ou non, on a réussi à mettre Kagamé dans la position du leader belliqueux, qui monte des rébellions chez son voisin, presque pour le fun, et fout le bordel partout où il passe. Personne n'a encore osé affirmer que sans lui la RDC de Kabila serait un éden de stabilité et de prospérité, mais on n'en est plus très loin ! En décembre 2012, un groupe hétéroclite de personnalités françaises est passé à l'offensive dans une pétition publiée par *Le Monde* sous le titre : « Au Kivu, on viole et massacre dans le silence ». Au nombre des signataires, la compagne de François Hollande mais aussi, soit dit sans vouloir du tout être désobligeant, un supposé grand malade dénommé Jacques Chirac ainsi que Jonathan Demme, Angélique Kidjo... Ah ! J'oubliais : Abdou Diouf était du lot. Le plus triste, c'est qu'avec lui on ne demandera même pas : « Mais qu'allait-il donc faire dans cette galère ? » : depuis que Diouf a perdu le pouvoir au Sénégal, sa place est bel et bien cette galère parisienne-là. Très significativement, il a beaucoup été question dans ce document des viols et autres atrocités commises au Congo mais sans la moindre mention des auteurs de ces actes. On y lit ceci : « L'horreur, ces derniers jours, a franchi un nouveau degré. Des escadrons, dont le groupe baptisé M23, font des incursions à Goma et sèment la terreur dans sa périphérie. » Relis ce passage, que j'ai tenu à partager avec toi, et analyse le bout de phrase, d'une formidable hypocrisie (« dont le groupe baptisé M23 »), qui seul comptait pour les auteurs de la pétition. Celui qui l'a glissé dans ce texte savait très bien ce qu'il faisait. C'est un petit coup de pinceau pour figurer le portrait de Kagamé, parrain du M23 à qui il ordonne massacres et viols. Cela n'a aucun sens pour qui sait tant soit peu ce qui se passe dans l'est du Congo. Mais qui s'en soucie, vraiment ? Et cette indifférence est une chance inouïe pour les FDLR et la *dizaine*, au moins, d'autres mouvements armés d'envergure dont personne ne parle jamais.

Je vais m'y arrêter un instant.

Il ne t'a certainement pas échappé, Amy, que la plupart des événements dont nous avons parlé dans ce livre se sont produits pendant le mandat de Ban Ki Moon. Or, de ce secrétaire général de l'Onu, quelqu'un – Samantha Power, je crois – a dit un jour qu'il est « bien plus un secrétaire qu'un général ». Formule méchante mais juste. Ce personnage incroyablement obséquieux et terne est au service de la « communauté internationale » ; quand celle-ci a besoin d'un rapport sur l'est du Congo, il reçoit le message cinq sur cinq et sait à qui confier l'enquête. J'ai vraiment l'impression qu'il faudra un second miracle – après celui sur le front de l'économie – pour que Kagamé et son régime arrivent à se sortir de la nasse. J'espère de tout cœur me tromper, mais je ne suis pas du tout optimiste. Les provocations de la Monusco en juillet dernier à Goma, le bombardement de Gisenyi puis le clash avec la Tanzanie avaient des allures de test et le pire est que le grand public, savamment embrouillé, se montre prêt à cautionner l'assaut final contre l'actuel régime rwandais. La voie a été soigneusement balisée et quand l'heure viendra, on sera tous soûlés de vilaines fables sur Kagamé, sa tête pourrait bien tomber au milieu d'une immense clameur d'approbation : « Un dictateur africain de moins... Ouf ! » entendra-t-on ici et là. Je me rends compte, à la lecture des médias mais aussi dans les conversations de la vie quotidienne, que ce scénario est tout à fait plausible. Un exemple, si tu veux bien, des expériences personnelles qui me font penser cela. Il y a quelques semaines, un vieil ami et moi nous sommes retrouvés autour d'un bon plat de *daxin* chez mon petit frère El Hadj Mama. Je te parle là d'un très fin politique, ex-militant d'extrême gauche, plusieurs fois ministre sous Wade avant de se brouiller avec lui. Il a fait rouler la causerie sur le Rwanda actuel et j'avoue m'être aussitôt lancé sans retenue dans l'éloge de Kagamé. Je n'aurais pas dû, car il m'a sèchement lancé en plongeant son regard dans le mien : « Et le M23 ? » C'était la millième fois qu'une personne intelligente et éduquée me jetait ces trois mots à la figure. Même si je n'en ai rien laissé paraître, cela m'a complètement refroidi. Je me suis dit à part moi qu'il n'y avait rien de nouveau sous le soleil : à notre époque où chacun a, en principe, la possibilité de tout savoir, la masse de faits à digérer est si énorme qu'il est facile pour les médias de tout déformer en faisant mine de nous informer. C'est déprimant, mais il en est ainsi. S'y ajoute chez beaucoup d'entre nous, intellectuels africains, une aliénation si profonde que l'idée qu'un président africain puisse être normal – même pas exceptionnel, juste *normal* – nous paraît, en soi, suspecte, voire insensée. Alors, si Kagamé

n'est pas un leader corrompu et inefficace il faut qu'il soit un voyou, toujours prêt à mettre à feu et à sang la région des Grands Lacs... Je ne pense pas que nous soyons toujours conscients de ces dérives mentales puisque, malgré – ou peut-être à cause de ? – notre histoire, au moindre prétexte nous faisons fièrement claquer au vent l'étendard de notre négritude. Il se trouve simplement que tant de siècles de domination vous font valider à votre insu les préjugés des autres sur vous-même. Nous en sommes tous là, consciemment ou non. Pour bien répondre à cette question (« Et le M23 ? ») il aurait fallu parler ce soir-là du Congo pendant des heures. Personne n'en avait envie, nous étions là pour savourer un bon plat, boire du thé et reprendre les chemins de nos petites vies. J'ai malgré tout demandé à mon interlocuteur s'il avait une seule fois entendu parler des FDLR. Sa réponse ne m'a pas surpris : non, bien évidemment. Jamais. Il ne savait même pas que ces quatre lettres sont le sigle des Forces démocratiques de libération du Rwanda, mouvement regroupant les génocidaires fous de 1994 qui brûlent d'envie, aujourd'hui encore, de retourner sur les collines de Kigali et de Murambi pour reprendre le « travail » qu'ils n'ont pas pu achever dix-neuf ans plus tôt. Je lui ai dit que les combattants FDLR sont la véritable plaie de cette région de la RDC où ils ont réussi à se replier après leur défaite, avec l'aide de l'opération Turquoise – montée par François Mitterrand –, et que sans eux le Rwanda n'aurait absolument rien à faire chez ses voisins. J'ai aussi renvoyé cet ami à notre *Lettre ouverte à Ban Ki Moon sur la situation dans l'est du Congo*. Nous l'avons du reste signée, toi et moi, le 14 janvier 2013, en compagnie de quatorze autres intellectuels de la République Démocratique du Congo, des États-Unis, du Kenya, de France, du Tchad, de Côte-d'Ivoire et du Rwanda, et nous avons eu plus tard la certitude, par divers canaux, d'avoir été au moins entendus par qui de droit à New York.

Dans un monde où tout va si vite, il est quasi impossible d'évaluer froidement les dynamiques en cours, ou encore moins de remonter à ce qui, dans un passé proche ou lointain, pourrait en fournir la clef. Un des livres de Yolande Mukagasana s'intitule *N'aie pas peur de savoir*. Personne ne peut sans doute mieux comprendre qu'une rescapée rwandaise à quel point l'ignorance, mère des jugements hâtifs et désinvoltes, peut être meurtrière. Discuter de ce qui se passe au Congo en dehors des logiques d'extermination qui gangrènent le Rwanda depuis le 1^{er} novembre 1959, c'est se condamner à raisonner à vide et cela facilite grandement la tâche des falsificateurs de l'Histoire. C'est d'ailleurs pour cela que j'ai offert il y a quelques années à ta fille

Awa, avec qui j'ai une si forte complicité, quelques ouvrages sur le génocide des Tutsi en espérant qu'ils lui donneraient envie d'en lire d'autres sur cette tragédie fondatrice. J'en ai fait de même, au gré de mes voyages à l'étranger, avec de nombreux autres jeunes, qu'ils soient sénégalais, américains, italiens ou canadiens, car un génocide ne parle pas seulement d'un pays ou d'une époque mais de toute l'aventure humaine depuis la nuit des temps. Je revois la metteuse en scène Dalila Boitaud, lâchant récemment au cours d'une causerie amicale à Toulouse : « Au Rwanda en 1994, c'est l'humanité tout entière qui a vomi sa merde. » Nous venions de voir sa pièce *Hagati Yacu / Entre nous* – dont la dernière séquence est une adaptation de *Murambi, le livre des ossements* . Le spectacle, qui dure près de trois heures, est d'une grande intensité et j'ai très envie qu'il soit joué au Sénégal. J'espère que tu le verras, à Bamako ou ailleurs. Il te fera encore mieux comprendre à quel point il est essentiel de faire bouger toutes les lignes, du cœur comme de l'esprit.

Dans *J'ai serré la main du Diable* , Romeo Dallaire raconte avoir reçu pendant le génocide un message de Kagamé le priant d'essayer de sauver une dizaine de membres de sa famille encerclés sur une colline de Kigali. Lorsque les hommes du général canadien arrivent sur place, ils ne trouvent que des cadavres. J'ai repensé à ce passage lors d'une audience avec Kagamé en compagnie d'un petit groupe de conférenciers. Le fait est que l'on ne s'intéresse presque jamais à ce que le mot « génocide » peut signifier, concrètement, pour un leader politique tel que lui. Ce n'est pas parce qu'on porte littéralement un pays sur ses épaules que l'on est à l'abri des mauvais souvenirs. Quand tout est dit, la question de savoir comment *vivre avec ça* se pose à tous les rescapés, quelle que soit leur position sociale . Pour nous, étrangers, le génocide peut aisément apparaître comme un fait politique abstrait, un objet de connaissance ou même une occasion facile de faire étalage de notre grandeur d'âme. Ce n'est pas le cas des survivants rwandais, pour qui il reste avant tout un désastre personnel, clairement daté. On comprend ce refus d'admettre que leurs proches ont été balayés comme par hasard par les turbulences de l'Histoire, qu'ils sont morts comme du bétail, sans conscience de leur passé et sans espérance. C'est pourquoi les survivants qui ont réussi à savoir quand, exactement, ont été massacrés leurs parents tiennent à leur rendre hommage ce jour-là tout en s'associant aux manifestations officielles du 7 avril. Beaucoup d'entre eux en sont réduits à supplier les tueurs de leur indiquer au moins les fosses communes où ils ont jeté les leurs, pour qu'avec un bout de tibia

ou un morceau de crâne ils puissent leur donner un semblant de sépulture.

Il y a dans tout cela un remarquable souci de dignité qui est en définitive la façon la plus humaine de se démarquer du projet génocidaire. Je reste convaincu que si le Rwanda ne s'était pas remis au travail, les yeux tournés vers l'avenir, les tensions y seraient insupportables, au quotidien, entre victimes et bourreaux, et le deuil encore plus difficile à faire. En fait, la plus grande réussite de Kagamé, c'est d'avoir changé du tout au tout la manière dont le reste du monde perçoit le Rwanda, car le débat à son sujet porte désormais moins sur les atrocités commises par les bourreaux que sur des questions économiques et de société tout à fait ordinaires. Il m'arrive d'aller jusqu'à penser que si l'espace urbain rwandais a été si profondément bouleversé, saturé même – on se perd facilement dans Kigali, devenue littéralement *une autre ville* –, c'est peut-être aussi, de manière inconsciente, pour brouiller les pistes, pour rendre à jamais méconnaissable la scène du crime, non pas pour oublier les morts mais pour donner une seconde chance aux forces de la vie.

Je tenais à terminer, chère Aminata, ces réflexions plutôt sombres sur une note d'espoir. Le génocide des Tutsi du Rwanda ressemble si peu à tout ce que nous savons de l'Afrique que j'ai hésité à en parler dans notre correspondance. Puis je me suis dit que la tragédie rwandaise doit aussi sa singularité au fait que les historiens et les artistes de tous horizons ont pris la peine d'en démontrer patiemment les mécanismes. Ce travail de décryptage n'a pas encore été fait, comme il se devrait, sur les guerres du Liberia et de Côte-d'Ivoire – deux exemples choisis au hasard –, et ce silence nous empêche aujourd'hui encore de les comprendre et d'en tirer les leçons.

À tout bientôt, mes fraternelles salutations aux amis de Missira,

Bamako, lundi 21 octobre 2013

Mon cher Boris,

Tu me parles dans une de tes dernières lettres d'Ousmane William Mbaye, que j'ai en effet rencontré lors du tournage de *Bamako* . J'ai également apprécié *Mère-bi*, consacré à Tata Annette, ainsi que *Président Dia* . J'ai le plus grand respect pour ces deux figures de l'histoire contemporaine du Sénégal et à vrai dire, je me reproche souvent de ne jamais trouver le temps d'aller parler avec Tata Annette lors de mes séjours dakarois. En plus des nombreux débats auxquels nous avons pris part ensemble sur l'Afrique des femmes, je garde un excellent souvenir de nos riches discussions avec feu Doudou Guèye et son épouse, Marie Louise. J'ai également eu le privilège de rencontrer Mamadou Dia et d'apprendre ainsi à juger plus sereinement son action politique. Vous ne le savez sans doute pas, vous les Sénégalais, mais ici au Mali nous lui avons fait porter pendant longtemps la responsabilité de l'éclatement de la Fédération.

J'ai demandé à un ami de m'envoyer *Sahelistan* de Samuel Laurent. Le sous-titre de l'ouvrage (*De la Libye au Mali. Au cœur du nouveau Jihad*) me donne très envie de le lire. Isabelle Lasserre et Thierry Oberlé confortent eux aussi, dans *Notre guerre secrète au Mali* , nos thèses sur la guerre par procuration. N'oublie pas de ton côté de lire *La France en guerre au Mali* , un ouvrage de l'association Survie qui montre sans ambiguïté que dans notre pays la Françafrique est à l'œuvre dans une nouvelle configuration, celle d'une guerre globale de l'Occident contre le terrorisme mais non sans arrière-pensées basement matérielles.

En lisant ce que tu as écrit sur les derniers instants de Mouammar Kadhafi, je n'ai pu m'empêcher de repenser au silence consternant de nos dirigeants pendant son calvaire. Même si on laisse de côté l'aspect moral, un minimum de sens politique commandait à chacun d'eux une forte réaction.

Je n'arrête pas de dire depuis quelques mois qu'il nous sera impossible de comprendre les bouleversements de ces trois dernières années si nous ne plaçons pas la Libye au cœur de notre réflexion. Pourquoi ne pas y consacrer, du reste, une rencontre

internationale dès que nous le pourrons ?

Ici, au Mali, le nom de Kadhafi est rarement prononcé, et encore l'est-il seulement en privé. Mais ne te fie surtout pas à ces apparences, car son fantôme continue de planer sur les affaires de ce pays. Comment pourrait-il en être autrement ? Au temps de sa splendeur, il a été omniprésent dans notre espace politique et même, que cela nous plaise ou non, dans notre espace mental. Je t'ai déjà dit, je crois, qu'il a présidé le 22 septembre 2010 les cérémonies du cinquantième anniversaire de notre indépendance. J'aurais pu aussi te rappeler qu'il a fait ouvrir un consulat à Kidal ; que, à Tombouctou où il avait réussi l'exploit de réunir le président Att et une bonne partie de la classe politique de la sous-région, il avait dirigé lui-même la prière du Maouloud. Kadhafi avait en outre fait construire une majestueuse résidence dans la ville des 333 Saints. L'histoire de cette maison est intéressante, car les islamistes qui s'y sont installés dès leur arrivée en ont été délogés par Serval, qui l'a détruite au cours des combats... Nos deux derniers chefs d'État, comme tu le sais, étaient très attachés au Guide libyen. D'aucuns évaluent à plus de quarante le nombre de voyages du président Alpha Oumar Konaré en Libye ! L'ascendant manifeste de Kadhafi sur l'un et l'autre faisait honte à bien des Maliens, persuadés que sa « générosité » profitait plus à l'élite politique qu'au Mali. En fait, elle a également servi à ouvrir l'économie malienne à la Libye.

Je tenais à faire ce rappel à propos du défunt Guide libyen mais la grande question pour nous, Maliens, reste : comment sortir de l'impasse ? Il est plus que jamais impératif de proposer des solutions viables aux jeunes chômeurs. Cette situation où nos ressources naturelles ne profitent qu'à des compagnies étrangères, nos États se contentant de miettes, est grosse de tous les dangers. C'est elle qui fait prospérer le narcotrafic et les prises d'otages.

Notre État faire face à la colère des populations criant leur misère. Les problèmes sont réels, sauf que le MNLA s'est trompé de réponse en faisant le choix de la rébellion armée et de la partition du pays.

J'ai l'habitude de dissocier la communauté touareg d'une organisation qui prétend abusivement la représenter et qui, par ailleurs, n'a jamais su agir de manière autonome. Souviens-toi que le même mouvement séparatiste, protégé aujourd'hui par Paris à Kidal, était soutenu il y a deux ans par les djihadistes d'Aqmi et du Mujao. Tout cela permet de mieux mesurer l'importance cruciale d'anticiper et de déséthniser les conflits en donnant la chance à toutes les composantes de la nation de s'exprimer, de communiquer. Le jeu démocratique doit d'abord servir à bâtir ce

socle sur lequel nous construirons le Mali nouveau.

Chaque rébellion aggrave à la fragilité du tissu social et économique, même si les leaders parviennent souvent à gagner en influence et à s'enrichir. En plus des pertes en vies humaines, les mouvements de populations qui en résultent sont une véritable saignée. En effet, comme le déplore Badjan Ag Hamaty, député de Ménaka, près de 30 % des déplacés et des réfugiés ne reviennent plus. Il ajoute ceci, qui est fondamental : « Les Touareg ont pris part à la lutte de libération du Mali. Nous avons nos députés, nos chefs de fractions, des dizaines de maires et des cadres, mais à aucun moment ces responsables ne se sont réunis pour dire : « Nous avons des problèmes, prenons les armes pour les résoudre. »

Rien n'est plus urgent que de sortir du tête-à-tête stérile entre l'État et cette rébellion dont on oublie souvent de rappeler qu'elle est extrêmement minoritaire au sein de la communauté touareg. C'est à la faveur d'une nouvelle culture politique comportant des débats citoyens sur les enjeux économiques et géostratégiques, que nous apprendrons à défendre tous ensemble nos intérêts et notre pays.

N'ayons surtout pas la naïveté de perdre ceci de vue : le contrôle des ressources du Nord est au cœur du conflit. Il est intéressant de relever avec Karim Ladjâ que le 22 janvier 2012, deux jours avant le carnage d'Aguelhok, le MNLA, s'inspirant du Polisario, s'est permis de préconiser une consultation populaire sur l'autodétermination et l'annulation de tous les contrats miniers signés par l'État malien dans l'« Azawad ». On voit très bien avec qui ces contrats auraient été renégociés ! Chacun sait que l'intérêt de la France pour un « pays des hommes bleus », autonome et facile à piller, ne date pas d'aujourd'hui. Dès 1957, elle essayait de mettre en place une Organisation commune des régions sahariennes supposée fédérer les ethnies « blanches » des zones riches en ressources minières. Si ce projet a avorté, les événements en cours montrent bien qu'il n'a pas été totalement abandonné.

Quatre ans plus tard, en 1963, éclatait à Kidal la première rébellion touareg de l'ère postcoloniale. Nous, les Maliens, nous n'avons pas la mémoire aussi courte que certains semblent se l'imaginer. Le Mali se souvient très bien de ce qui était un soulèvement réactionnaire contre son indépendance et contre l'option socialiste, assimilée par certains oulémas à de l'athéisme. Tu ne me croiras peut-être pas, mais ce qui révoltait le plus certains chefs traditionnels touareg, c'était l'abolition de l'esclavage ! Cette rébellion a été durement réprimée par Modibo

Keita. Par la suite, une fois la paix restaurée, les sociétés d'État ont réussi à approvisionner correctement les magasins du Nord, garantissant aux populations des biens et des produits aux prix homologués. Certains se moqueront de moi, je le sais, en me traitant d'irréaliste, mais je crois sincèrement à la possibilité de mettre les régions vulnérables à l'abri des faux déficits de l'économie de marché : il y a certainement quelque chose d'autre à inventer. Telle est l'une des principales leçons que je retiens de cette crise, qui est économique avant d'être sécuritaire, humanitaire et institutionnelle. Les populations de Kidal, Gao et Tombouctou ont d'abord faim.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si c'est à partir de 1990, au moment où les effets des Programmes d'ajustement structurel commencent à se faire sentir, que les soulèvements armés s'enchaînent et se ressemblent en ce sens qu'ils sont toujours en étroite corrélation avec une conjoncture difficile. Sauf que personne, ni les rebelles ni l'État, ne remet en cause le modèle économique. Cela s'est traduit par des accords de paix sans ancrage dans le réel. Après le Pacte national d'Amadou Toumani Touré en 1992, on a eu droit quatre ans plus tard à la cérémonie de la Flamme de la paix d'Alpha Oumar Konaré à Tombouctou. Trois mille armes légères furent brûlées à cette occasion en présence du président ghanéen Jerry Rawlings et d'autres hôtes de marque. Ce geste spectaculaire partait d'un bon sentiment, mais la dimension raciale de la question touareg – on parle de « peaux claires » et de « peaux sombres » –, souvent occultée, doit être remise à plat.

Malgré ces nombreuses tentatives de réconciliation, l'accord d'Alger signé le 4 juillet 2006 a suscité un immense espoir. Le gouvernement avait accepté, pour son succès, de nombreuses concessions, par exemple le retrait de l'armée malienne de Kidal et son remplacement par des unités mixtes de sécurité sous commandement touareg ainsi que la réintégration avec rappel de salaires, sur quatre ou cinq ans, de trois mille déserteurs et ex-combattants. Dans le même souci d'apaisement, l'État s'était engagé à pratiquer une discrimination positive qui a alimenté des frustrations à tous les niveaux. Des mesures aussi exceptionnelles auraient, dans n'importe quelle démocratie digne de ce nom, été précédées par un vaste débat. Il est regrettable que cela n'ait pas été le cas chez nous.

Le 4 avril 2012, le MNLA décrète unilatéralement la « fin des opérations militaires » en précisant que cette décision a été prise « suite à la libération complète du territoire de l'Azawad et compte tenu de la forte demande de la communauté

internationale, notamment, du Conseil de sécurité de l'Onu, des États-Unis, de la France ainsi que des États de la sous-région ». Le surlendemain, il proclame l'indépendance de l'Azawad. L'Histoire retiendra, Boris, que de manière absolument choquante et incroyable, cela s'est fait à *partir des locaux de France 24* . Paris commence d'ailleurs aussitôt à multiplier les gestes politiques destinés à légitimer les séparatistes qui, je ne cesserai de le répéter, n'expriment en aucune façon la volonté de la communauté touareg. Comme le rappelle l'universitaire Karim Lakjaâ, Jean-Félix Raganon, représentant spécial de la France pour le Sahel, reçoit le 22 novembre 2012 à Paris une délégation du MNLA conduite par Bilal Ag Achérif. Suscité et soutenu par la France mais militairement laminé par ses ex-alliés, le MNLA revient dans le jeu à la faveur de l'opération Serval. Toujours selon Karim Lakjaâ : « Le 2 mai 2013, Le Drian qualifie le MNLA d'interlocuteur, alors que celui-ci recycle des djihadistes. Le 17 ou le 18 mai, l'aviation française aurait protégé le MNLA en frappant le mouvement arabe de l'Azawad à une centaine de kilomètres de Kidal, à Anéfis. L'armée malienne dénoncera cette intervention aérienne. » La manifestation la plus claire de cette collusion avec la France, c'est qu'à Kidal, ville interdite à nos troupes, Mohamed Najim, chef d'état-major du MNLA, cohabite avec la force Serval...

Un accord préliminaire paraphé en juin à Ouagadougou par les différentes parties prévoyait la poursuite des négociations soixante jours après la présidentielle, mais dans le strict respect de l'intégrité territoriale du Mali.

Le président Ibrahim Boubacar Keita a pris l'engagement de veiller sur la demande pressante et légitime de faire du développement de la région de Kidal une priorité et s'est également dit déterminé à défendre l'intégrité territoriale du Mali. Il sait que les Maliennes et les Maliens le jugeront sur ses promesses de campagne.

J'espère que la dimension économique sur laquelle je ne cesse d'insister retiendra l'attention de l'ensemble de tous ceux dont dépend le retour de la paix, la réconciliation et la reconstruction. Faute d'une vision globale, l'État central, pour contenir la rébellion, a dépensé en pure perte des sommes faramineuses, du moins à notre échelle de pays pauvre, pour contenir la rébellion. Entre 1992 et 2002, par exemple, il a débloqué près d'un milliard et demi en faveur du Nord. Dans les faits, malheureusement, cet argent a accru le clientélisme au lieu d'améliorer le sort des populations et n'a pas non plus réussi à calmer les ardeurs irrédentistes de certains Touareg. Tout le

monde sait ici que ces efforts financiers ont plus profité aux politiciens, aux technocrates et aux humanitaires qu'aux citoyens ordinaires. La réalisation des infrastructures et des équipements de base, en particulier, donne lieu à des appels d'offres qui aggravent les inégalités et alimentent les rancœurs.

Chacun devrait admettre que des politiques économiques qui n'ont pas pu faire le bonheur de Sikasso, riche de son coton, ou de Kayes, riche de son or, ne sauraient réaliser des miracles à Kidal, Gao et Tombouctou, zones certes à fort potentiel, elles aussi, mais jusqu'ici déshéritées et, de surcroît, exposées à la désertification. Zeïdan Sidalamine, qui a pris les armes dans les années 1990, déclare aujourd'hui avoir fini par comprendre que le mal-développement et la misère sont nos seuls véritables ennemis. En ces heures incertaines, tout Malien devrait reprendre à son compte ces propos pleins de sagesse.

Il se fait tard, cher ami, tout Missira dort et je te souhaite bonne nuit à Saint-Louis. Tu viens de lire l'ultime lettre destinée à notre ouvrage mais je sais que dès demain, au Mali ou ailleurs, surviendra un scandale qui me donnera envie de reprendre la plume pour m'en indigner ou t'en faire simplement part. Arrêter ici cette correspondance ne signifie pas que nous allons nous taire. Bien au contraire...

À très bientôt à Bamako, Saint-Louis ou ailleurs.

Amy

POST-SCRIPTUM

« On ne finit jamais un poème, on décide simplement d'arrêter de l'écrire à un moment donné », a dit quelqu'un. Cela m'a toujours semblé évident pour les textes purement littéraires, mais je me suis plusieurs fois demandé ces jours-ci si ce n'est pas encore plus vrai pour un livre comme le nôtre ! Combien de fois n'avons-nous, en effet, pris la ferme résolution de boucler ces échanges et de laisser l'éditeur travailler en paix ! Cela n'a jamais marché, car, comme tu l'as si justement pronostiqué dans ton dernier courrier, il continue à se passer tant de choses que l'on ne sait plus où donner de la tête. Et d'avoir dû suspendre ce post-scriptum pendant plusieurs jours, à cause de mes voyages, n'a fait qu'aggraver la situation. Je ne suis pas resté en place pendant ces deux dernières semaines d'octobre. Toi non plus, d'ailleurs. Après le débat d'Agüimes avec Dembus et Juan, nous avons remis ça tous deux à Arles avec Sylvain Prudhomme, traducteur de Ngugi Wa Thiong'o en France, lors de la première édition du festival « Paroles Indigo » dont vous êtes, Nathalie M'Dela-Mounier et toi-même, les marraines.

Et tu m'as appelé hier dans la soirée pour m'apprendre l'enlèvement et l'assassinat à Kidal de deux journalistes de RFI, Ghyslaine Dupont et son technicien Claude Verlon. La nouvelle venait juste de tomber et nous avons bien compris que plus rien ne serait comme avant dans ton pays. L'émoi suscité par cette affaire laisse espérer que les citoyens français vont enfin s'intéresser de manière moins superficielle à la guerre que l'on mène en leur nom au Mali. Tu le dis depuis des mois sur tous les tons et, au moment même où nous le répétons au public arlésien dans une salle de théâtre, les faits étaient en train de nous donner tragiquement raison aux environs de Kidal.

Pendant ce temps-là, en Arabie Saoudite, les femmes manifestaient une nouvelle fois pour avoir le droit de conduire une voiture... Si je dois en croire mes oreilles, qui n'ont jamais rien entendu de plus stupéfiant, elles risqueraient, au volant, d'exciter les hommes. Un chanteur saoudien s'est d'ailleurs saisi de l'affaire pour nous concocter un génial et désopilant pastiche de Bob Marley : « No woman no drive ». Ça fait un tabac sur Internet, tu peux y jeter un coup d'œil à l'occasion. Dans une autre monarchie grosse exportatrice de printemps arabe, le Qatar, le poète Mohamed al Ajmi, alias Iben al-Dhib, vient d'être condamné à quinze ans de prison pour avoir osé un

hymne à la gloire de la révolution tunisienne. Il faut rappeler qu'en première instance le téméraire écrivain avait pris la perpète... Et sa peine, il la purgera, car aucune ONG des droits de l'homme ne va s'aviser de causer du chagrin à l'émir du Qatar. Aussi simple que cela.

Mais après avoir évoqué si longuement le sort des migrants au cours de nos échanges, comment pouvons-nous rester insensibles aux catastrophes maritimes à répétition de ces dernières heures sur les côtes siciliennes ? Un mot les résume : Lampedusa. Le premier naufrage, juste devant l'île, a coûté la vie à près d'un demi-millier d'Érythréens. Au lieu de se tenir tranquilles au moins un moment, les passeurs ont vu dans l'émotion suscitée par cette hécatombe une formidable opportunité d'affaires. Cela va te paraître complètement fou, mais les bateaux de migrants clandestins n'ont jamais été aussi nombreux à se lancer à l'assaut de l'Europe ! Et ça marche, car l'Europe n'a d'autre choix, autant par mauvaise conscience que par hypocrisie, que de se porter au secours des migrants illégaux et de les placer dans des centres de rétention. Il y a eu un second naufrage, au large de Malte, et le même jour une pirogue a réussi à accoster avec 137 Ouest-Africains à bord. La semaine suivante, on signalait deux autres embarcations dans le canal de Sicile. La seconde transportait 700 sans-papiers. Mais l'image qui restera sans doute gravée à tout jamais dans les mémoires, ce sont les cercueils à perte de vue sur une plage de Lampedusa. C'était comme s'il y avait des milliers de corps allongés sur la grève. De fait, ils sont bien des milliers à avoir été engloutis par les flots au fil des ans et ces cercueils filant vers l'infini étaient aussi là pour nous le rappeler. Cette fois-ci, les pêcheurs et gardes-côtes italiens n'ont pas pu continuer à regarder ailleurs, car l'accident était particulièrement spectaculaire : des flammes au milieu de la mer, non dans le lointain, mais aux portes mêmes de l'Europe, et des corps, comme d'animaux marins suicidaires, s'échouant sur la plage par centaines. Aucune télévision n'a voulu rater ces scènes d'horreur, des reporters surexcités sont arrivés de partout pour tendre leurs micros tous azimuts. En posant leurs questions, ils guettaient sournoisement sur les visages les moindres manifestations de dépit ou de dégoût. Alors il a bien fallu faire bonne figure. On a feint la douleur et la compassion. Je doute, Amy, de la sincérité de ces gémissements : permets-moi de dire que c'était un océan de larmes de crocodile. Au fond, c'est cette dureté de cœur que le pape François a voulu fustiger avec des mots très forts lors de la visite chargée d'émotion qu'il a rendue en juillet aux migrants de Lampedusa.

En écoutant ces jours-ci les déclarations des dirigeants européens, je les sens, les pauvres, sur le point de se cogner la tête contre les murs : en plus de tous leurs problèmes du moment, il leur faut désormais vivre avec la certitude que *jamais* ils ne pourront endiguer

l'immigration clandestine. Se sont-ils seulement demandé pourquoi cela leur est encore moins facile aujourd'hui qu'il y a deux ou trois ans ? Ce n'est pas un hasard si les passeurs opèrent désormais sans crainte à partir de la Tunisie et de la Libye. Et leurs clients ne sont plus seulement des Sénégalais et des Maliens chassés de chez eux par la misère, mais de plus en plus souvent des Syriens, des Égyptiens et des Libyens fuyant leurs pays devenus instables et dangereux.

C'est là, hélas, l'effet boomerang de la manie de l'Occident à se comporter dans le monde arabe « comme un chimpanzé jouant avec une Kalachnikov » (*dixit*, fort drôlement, ma foi, Vladimir Poutine). Comment se fait-il que personne n'ait alerté les faiseurs de guerres en tous genres sur un tel risque ? Peut-être les surestimons-nous, en fin de compte, ces brillants stratèges...

Il se pourrait aussi que nous soyons tout simplement en train de vivre la fin d'une époque.

Oh ! Nous ne sommes certainement pas à la veille d'un effondrement généralisé du bloc occidental, car l'Histoire, toujours moins pressée que nous, va son bonhomme de chemin, au petit trot pour ainsi dire. Mais tout de même, de ces formidables dissensions sur la Syrie à la réconciliation quasi secrète entre Washington et Téhéran, par-dessus la tête d'Israël, en passant par l'affaire des écoutes téléphoniques américaines, on a l'impression que c'est le sauve-qui-peut chez ces gens-là, naguère si soucieux de rester soudés vaille que vaille. Quand on a vu Russes et Américains s'entendre en douce dans le dossier syrien pour rouler tout le monde dans la farine, puis aussitôt après, l'Iran sembler redevenir un pays fréquentable, on se dit que d'ici une ou deux décennies la scène internationale sera totalement différente de ce qu'elle est de nos jours.

Et les signes se multiplient, qui autorisent une telle spéculation. Certains événements donnent même envie de se moquer un peu. Il y a seulement quelques décennies, Viktor Kravtchenko s'enfuyait d'URSS et racontait dans *J'ai choisi la liberté*, avec moult détails horribles, l'enfer communiste. Cette retentissante affaire, bien oubliée aujourd'hui, fut l'occasion pour l'Ouest d'une efficace stigmatisation de l'ennemi soviétique. Eh bien, à en croire certaines informations, l'Américain Edward Snowden, réfugié en Russie après un bref passage en Chine, est en train d'écrire un livre sur son expérience dans le paradis capitaliste. Nul doute que cet ouvrage causera un tremblement de terre ! Et si Snowden décidait, par malice et sans craindre d'exagérer un peu, de piquer son titre à Kravtchenko ?

J'aimerais aussi m'arrêter un instant sur le récent sommet extraordinaire consacré par l'Union africaine à la Cour pénale internationale. Il sonne comme une alerte. C'est la première fois, ou presque, que l'Afrique tout entière parle d'une seule voix et ose lancer

un ultimatum au Conseil de sécurité. À cette occasion, Uhuru Kenyatta n'a pas hésité à déclarer que la CPI est « un jouet entre les mains de puissances impérialistes en déclin ». Petite phrase bien vigoureuse mais où seuls comptent à mes yeux les deux derniers mots (« en déclin ») et le fait qu'ils aient été prononcés par un politicien kenyan plutôt accommodant, qui n'a en tout cas rien de commun avec Thomas Sankara ou Amilcar Cabral. Cette façon de s'exprimer témoigne de ce que tu appelles dans *L'Étau* un changement de paradigme.

Qui donc invitait l'Occident à cesser d'être sourd et aveugle à tout ce qui ne le touche pas directement, sous peine de n'avoir plus d'interlocuteur ? La mise en garde était quasi prophétique, car si le temps de l'impossible dialogue n'est pas encore tout à fait venu, il n'est plus très loin.

En lisant nos lettres, certains Africains diront : « Voilà que nous nous défaussons encore sur les Blancs de nos tragiques errements alors qu'il faudrait surtout balayer devant notre porte ! » Ou encore : « La colonisation a vraiment bon dos, hein... »

Je tiens à leur répondre ici, par anticipation.

Je n'ai rien contre l'idée qu'il faut se concentrer sur ses faiblesses, pour les corriger, et cesser de se plaindre si souvent de la force écrasante des autres. Je ne veux pas non plus faire de procès d'intention à ceux qui défendent ce point de vue, car ils sont souvent de bonne foi. Il y a d'ailleurs peut-être surtout du dépit amoureux dans leur agacement. On peut le comprendre dans la mesure où, face à la situation compliquée du continent, la tâche de redressement semble si insurmontable que nous avons tous nos moments de doute et de blues idéologique. De lâcheté, aussi. Et c'est le poète, en l'occurrence Césaire, qui dit mieux que quiconque ces plus secrètes fêlures. J'aime beaucoup ce passage du *Cahier d'un retour au pays natal* où, dans le tramway parisien, le jeune Martiniquais pactise avec deux dames chics en train de se moquer discrètement d'un clochard nègre, un déchet humain absolu (« La misère, il n'y a pas à dire, s'était donné un mal fou pour l'achever »). Et son récit, Césaire le débute en avouant sa honte et sa fureur contre lui-même : « Et moi, moi qui chantais le poing dur, il faut savoir jusqu'où je poussai la lâcheté ! Un jour, dans un tramway, un Nègre... »

Je crois, Amy, que du fond d'un abîme de misère et de servitude, il est impossible de ne pas accuser le coup plus souvent qu'à son tour. La seule chose intolérable, c'est de s'installer à demeure dans la haine de soi. Et qu'on le veuille ou non, c'est bien ce qui transparaît dans certaines réactions épidermiques, au propre comme au figuré. Au fond, si certains prétendent être perturbés par le *principe même* d'une mise en cause de l'Occident, c'est pour n'avoir pas à se demander si les crimes abominables que nous lui imputons, dans le passé comme dans

le présent, sont réels ou imaginaires. C'est pourtant à cette seule question qu'il importe de répondre...

Un autre fait me paraît sauter aux yeux : les intellectuels africains à qui l'on reproche sans cesse de chercher à culpabiliser les Occidentaux sont au contraire les plus impitoyables qui soient avec leurs propres dirigeants. Qui lira notre livre s'en rendra aisément compte. J'espère que chacun verra bien que cette sévérité ne nous fait jamais verser, toi et moi, dans une absurde et dangereuse racialisation du politique. Nous sommes, en vérité, de ceux qui n'ont jamais cessé de combattre une lamentable tendance à l'autoflagellation, qui obscurcit bien souvent nos analyses, si tu me permets ce jeu de mots. D'où, par exemple, l'exceptionnelle fortune de l'expression, négativement connotée, « Nous les Africains... », que l'on entend dans les conversations les plus banales, mais aussi lors des grands débats, sous une forme il est vrai plus entortillée, pour ne pas dire plus vicieuse.

Il importe peu que le reproche d'anti-occidentalisme soit sincère ou non : nous sommes ici dans l'ordre du vrai et du faux, et il se trouve juste que cette critique n'est absolument pas fondée. De toute façon, c'est très nouveau, ce désir d'imposer le silence à tout le monde. Il y a quelques années, seuls les fous n'étaient pas anti-impérialistes, chacun s'en donnait à cœur joie, mais aujourd'hui dès que vous vous intéressez de trop près à la Françafrique, on vous accuse de vous acharner contre les Toubabs. Amy, c'est une chose de perdre des batailles ou même la guerre mais, quand la défaite est si totale, quand les vaincus se roulent ainsi dans leurs vomissures, ça laisse rêveur. Chacun doit bien comprendre que dans cet ouvrage comme dans toutes nos interventions publiques antérieures, nous n'avons jamais fait d'amalgame entre les peuples et les appareils étatiques. Les gouvernements, surtout les plus puissants, commettent partout les pires atrocités au nom de leurs mandants, en veillant bien à ce qu'ils n'en soient jamais correctement informés. Ce sont donc les *dirigeants occidentaux* et pas leurs compatriotes en général qui ont pris la décision d'attaquer la Libye, mettant du coup le Mali dans la situation désastreuse que l'on sait. Et il serait tout aussi injuste de condamner l'ensemble des Africains, voire tous les Noirs, à cause des comportements indignes de certains de leurs *dirigeants*.

Est-ce se battre contre des moulins à vent que de fustiger l'attitude consistant à tout ramener à la couleur de notre peau et à un lourd héritage historique ? On peut avoir l'impression qu'il s'agit là de pure spéculation théorique mais c'est bien souvent, très concrètement, une question de vie et de mort. Au Rwanda par exemple, entre avril et juillet 1994, on tue dix mille personnes chaque jour, et l'Onu tergiverse, pinaille et finalement choisit de regarder ailleurs. Et

pourquoi donc ? En très grande partie parce que des crimes en Afrique, quelles que soient leur gravité et leur échelle, sont jugés à l'aune des discours afropessimistes de certains d'entre nous, qui mettent tant à l'aise les racistes de tous poils. Moyennant quoi Mitterrand peut lâcher froidement, au moment où son régime pactise avec ceux qui exterminent un million d'innocents Rwandais : « Dans ces pays-là, un génocide ça n'est pas trop important. »

Au fond, ma chère Amy, c'est nous-mêmes qui n'arrêtons pas de fournir aux négrophobes leur grille de lecture essentialiste. Tel journaliste s'est permis, tu t'en souviens, d'expliquer la famine au Niger par la « bite des Nigériens ». Les Nigériens, ces gens lubriques, n'est-ce pas, qui font des enfants à la pelle, sans se soucier de savoir s'ils pourront les nourrir ou pas. Si pareille énormité a été applaudie dans les médias – enfin quelqu'un qui ose dire tout haut la dure vérité ! –, c'est que les compatriotes de Pascal Sevran ne savent rien, ne veulent rien savoir, des ravages causés par la multinationale Areva dans ce pays ouest-africain et, plus largement, dans son ex-empire colonial. Ce serait alors bien qu'ils lisent Raphaël Granvaud, militant de la précieuse association Survie, qui écrit ceci dans *Areva en Afrique* : « La conservation de régimes africains vassalisés et la maîtrise de l'atome partagent également une même justification, censée les exonérer de tout débat : elles sont constitutives de la “grandeur” et du “rayonnement” de la France... Il va de soi que pour la quasi-totalité de la classe politique française, depuis des décennies, c'est ainsi que la France garde son “rang” dans le monde, justifie sa place de membre permanent du Conseil de sécurité de l'Onu, reste enfin une “petite grande puissance”¹. »

Ce sont là des faits précis, Amy, pas des états d'âme. Dans sa préface au même ouvrage, Odile Tobner rappelle que le budget d'Areva dépasse de loin celui du Niger : 730 millions de dollars contre 320 ! Au final, le Niger, quatrième producteur mondial d'uranium, est presque toujours classé bon dernier à l'indice de développement humain du PNUD.

La principale question soulevée par cette situation humiliante est la suivante : « Mais pourquoi le Niger ne se révolte-t-il pas ? » Il se trouve que depuis l'indépendance, la condition de survie de tous les régimes nigériens est le silence sur les contrats léonins signés avec Areva. Pourtant, de Diori à Tanja, beaucoup de présidents ont essayé de les remettre en cause. Très vite, des coups d'État téléguidés de Paris les ont renversés. C'est pourquoi, du reste, ceux qui s'intéressent au sujet ont appris avec une certaine perplexité la décision de l'actuel président, Issoufou, de négocier de nouveaux accords, plus raisonnables tout de même, avec la multinationale française. Ce n'est peut-être qu'un effet d'annonce mais, s'il lui arrivait malheur un de

ces quatre matins, tout le monde saurait à quoi s'en tenir !

On est donc, au Niger ou ailleurs, dans un cas de figure où la force prime le droit. Pourtant, cela ne saurait justifier la résignation à l'arbitraire. Et comme nous l'avons déploré tout au long de ce livre, l'ex-puissance coloniale est surtout forte dans nos pays du consentement à son projet des élites façonnées à son image, puis portées au pouvoir. Et chez nous, l'État ce sont ces gens-là. Reprocher aux Africains en général de ne pas résister à ces injustices est, encore une fois, aussi injuste que d'en faire porter la responsabilité aux Occidentaux en général. Perdre cela de vue, c'est s'exposer – pour m'en tenir à cet exemple – à ne rien comprendre à l'intervention militaire de la France au Mali ou à son histoire d'amour avec une poignée de rebelles touareg.

Naturellement, les mille journées que nous venons de vivre, parmi les plus opaques de l'histoire contemporaine, sont propices à tous les malentendus. On maquille des guerres du pétrole et de l'uranium en généreux combats pour les plus hautes valeurs humaines et ça marche du tonnerre ; des roitelets du Golfe, archaïques, arrogants et d'une froide cruauté, si intolérants qu'ils ne savent même plus quoi interdire, se présentent comme les sentinelles de la démocratie universelle, et ça ne fait rire ni pleurer personne ; la vieille négrophobie des sociétés arabes explose au grand jour sous prétexte d'on ne sait quel printemps mais cela n'empêche pas des petits voyous armés jusqu'aux dents, meurtriers de migrants tchadiens, nigériens, sénégalais et même de leurs compatriotes noirs, de passer aux yeux de tous pour de romantiques héros de la liberté. Malcom X semblait s'adresser à nous le jour où il a mis en garde ses partisans en ces termes : « Si vous n'êtes pas vigilants, les médias arriveront à vous faire détester les gens opprimés et aimer ceux qui les oppriment. »

Quelle phénoménale lucidité, n'est-ce pas ?

Je te dis tout cela à dessein. Je sais que l'embrasement du Mali a signifié pour toi un surcroît de solitude. Je n'ai pas du tout été surpris de lire sous ta plume que certains ont fait semblant de s'inquiéter de ta santé mentale. C'est que, dans les cénacles où l'on ne veut plus se fatiguer la tête, tu passes pour une coupeuse de cheveux en quatre. Il eût pourtant été bien plus facile pour toi de condamner le coup d'État de Sanogo et d'approuver l'opération Serval. Il te suffisait de dire oui. Dire oui à tout, beaucoup le font en se donnant même parfois le chic de paraître peser le pour et le contre. Voilà à quoi ont été dressés la plupart de nos intellos. Comme si nous pouvons nous permettre de faire fi de l'infinie complexité du réel sans nous enfermer un peu plus ! C'est ce risque que pressentait Fanon lorsque, invitant chaque génération à « découvrir sa mission », il ajoutait que ce dévoilement ne serait possible que « dans une relative opacité ». Les temps ont été

difficiles mais aujourd'hui, deux ans après la mort de Kadhafi, les yeux se sont ouverts. Et il a fallu encore moins de temps pour prendre toute la mesure de la parfaite imposture néocoloniale qu'est l'opération Serval. Aujourd'hui, dans ton pays et à l'étranger, de plus en plus de tes concitoyens t'avouent mieux saisir les enjeux de cette guerre française sur le sol malien, symbolisée par l'abcès de fixation qu'est Kidal. C'est un immense bonheur pour toi.

Nous avons eu l'occasion avec cette correspondance de mettre les choses au point. Tu en avais sans doute encore plus besoin que moi, ainsi que tu me l'as d'ailleurs écrit un jour, parce que c'est vers le Mali que convergent depuis bientôt deux ans les regards du monde entier. En nous parlant, grâce à notre vieille complicité, nous avons aussi essayé d'ouvrir les portes du dialogue à tous ceux qui voudront bien nous lire sans parti pris. J'espère qu'il y aura parmi eux beaucoup de jeunes Africains comme Sambourou, Sékou et Gassama. J'ai aimé découvrir au fil de tes courriers vos échanges passionnés et féconds. C'est ainsi que se met en œuvre ce que tu appelles si souvent ta « dette de sens envers les nouvelles générations ». Je peux faire aisément mienne cette ambition. Je ne t'ai en effet jamais écrit une seule lettre sans sentir quelqu'un en train de la lire par-dessus mon épaule. Ces silencieux lecteurs nocturnes, ce sont les nombreux jeunes avec qui je suis en discussion depuis des années. J'ai leurs noms sur le bout de la langue, mais ils se reconnaîtront et il me suffit de dire ceci : s'il est vrai que mon avis compte pour eux, le leur m'importe plus que tout autre.

1.

Op. cit.